

La Milk Tea Alliance, ou l'expression  
politique d'une colère grandissante en  
Asie orientale





## Mémoire de recherche

---

### *La Milk Tea Alliance, ou l'expression politique d'une colère grandissante en Asie orientale*

Année universitaire 2020-2021

## Attestation de non-plagiat – Master Histoire RI



Je soussignée, Maël TESTUD-COUEDIC, étudiante en première année du Master Histoire RI de la FLSH-ICL, atteste sur l'honneur que le présent mémoire a été rédigé de ma main, que ce travail est personnel et que toutes les sources d'informations externes et les citations d'auteurs ont été mentionnées conformément aux usages en vigueur.

Je certifie par ailleurs que je n'ai ni contrefait, ni falsifié, ni copié l'œuvre d'autrui afin de la faire passer pour mienne. Je suis consciente que le fait de ne pas citer une source ou de ne pas la citer clairement et complètement est constitutif de plagiat.

J'ai été informée des sanctions prévues au Guide de l'étudiant de la FLSH en cas de plagiat.

Fait à le 31 mai 2021, à Lille.

Signature de l'étudiante :

Maël TESTUD-COUEDIC

## Préface

Ce mémoire de première année de master est l'aboutissement de longs mois d'études, de réflexions et d'analyses sur les récents mouvements estudiantins qui secouent le continent asiatique depuis plus d'un an. Actuellement étudiante en master Relations internationales, j'ai décidé d'explorer le sujet de manière à examiner les problématiques sécuritaires en perspective et les futurs horizons politiques d'Hong-Kong, de Taïwan et de la Thaïlande. Diplômée d'une licence d'Histoire, j'ai tenu également à expliquer en partie ces désirs de libertés d'une génération entière par l'histoire et la culture dont ils sont les dignes héritiers.

Le processus de recherche et d'écriture du mémoire a commencé en novembre 2020 et s'est achevé en mai 2021. Fascinée par l'histoire présente et passée de l'Empire du Milieu, je souhaitais, initialement, choisir un sujet de mémoire en lien avec l'affirmation géopolitique de la Chine. Réalisant que mon sujet était trop « général » et trop « vague », j'ai sollicité mon directeur de mémoire, Monsieur Emmanuel Lincot, afin qu'il puisse m'aider. Dès lors, le sujet de la Milk Tea Alliance m'a été suggéré. Très vite, cette thématique m'a grandement intéressée, car j'aime observer les sociétés et les comportements humains qui s'y rattachent et réalise combien les fondamentaux politiques, économiques, juridiques, écologiques sont aujourd'hui en constant mouvement. Par ailleurs, j'éprouve une admiration particulière envers celles et ceux qui sacrifient leur vie pour l'engagement politique. Dès lors, je remercie vivement et sincèrement Monsieur Emmanuel Lincot pour m'avoir guidée durant l'ensemble du processus.

En outre, je souhaite exprimer toute ma gratitude à Madame Eugénie Mérieau et au mouvement *Keep Taiwan Free* qui m'ont accordé leur temps et leur expertise au cours de mes recherches.

Enfin, je souhaite remercier ma famille et mes amis pour leurs précieux conseils et leurs participations aux nombreux débats sur ce sujet.

# Sommaire

*Page de garde*

*Attestation de non-plagiat*

*Préface*

*Résumé*

*Summary*

*Introduction*

## - I / La Milk Tea Alliance ou le symbole d'une jeunesse asiatique leader de la contestation

*Chapitre 1 : les réseaux sociaux, ou l'outil de contestation d'une nouvelle génération d'internautes en Asie*

- A) Chronologie des événements : L'humour comme parade contre la Chine
  - B) Moyen d'union entre les nations asiatiques
  - C) Symbole d'un combat pour la liberté d'expression et outil de dénonciation
- Chapitre 2 : Un vent de soulèvement général en Asie du Sud-Est

*Chapitre 2 : un vent de soulèvement général en Asie du Sud-Est*

- A) Des manifestations estudiantines dans les rues, mais qui ne datent pas d'hier
- B) Un climat social qui favorise les mouvements sociaux locaux
- C) Un sentiment anti-chinois plus fort chez les jeunes ?

*Chapitre 3 : un mouvement supranational et décentralisé*

- A) Représentation d'une colère généralisée
- B) Absence de chef de file = nouvelle forme de mouvement sans leader
- C) L'influence d'Hong-Kong sur les protestations asiatiques et internationales

## - Un adversaire commun : La Chine de Xi Jinping

*Chapitre 1 : les raisons de l'expansion chinoise en Asie du Sud-Est*

- A) Mépris de la démocratie occidentale et rejet du « Beijing consensus »
- B) Un soft power pas si soft
- C) Une forte influence sur les élites politiques locales

*Chapitre 2 : le paradoxe d'Hong-Kong : Hong-Kong vassalisée par la Chine ou Chine défiée par Hong-Kong ?*

- A) La fin de la formule « un pays, deux systèmes » pour Hong-Kong ?
- B) Une dénonciation de la Chine de plus en plus violente

- C) Des activistes devenus emblèmes de la lutte contre le pouvoir communiste chinois : l'exemple de Joshua Wong et de Nathan Law, Agnes Chow

### ***Chapitre 3 : Taïwan : Le risque constant d'une escalade avec la Chine***

- A) La politique taïwanaise de la Chine ou l'énorme mensonge de Pékin
- B) Entre peur constante d'une annexion par la Chine et besoin que la Chine affronte son passé
- C) Taïwan : terre d'accueil pour les jeunes exilés hong-kongais

### ***Chapitre 4 : Thaïlande et sa relation ambiguë avec Pékin***

- A) Pays doté d'une forte communauté chinoise et d'une culture commune
- B) Chine : un partenaire économique de taille pour la Thaïlande
- C) Critique des pratiques douteuses de la Chine au pays de l'Eléphant Blanc

### ***Chapitre 5 : Une répression d'une rare violence***

- A) Brutalité de la police lors des manifestation
- B) Surveillances, menaces et intimidations des services chinois à l'extérieur de leurs frontières
- C) Détentions arbitraires et peines de prison à vie
- D) Propagande : Instrumentalisation des médias et dénonciation de la violence étudiante par le pouvoir politique

## **III / Un mouvement trans-national contre l'autoritarisme en général**

### ***Chapitre 1 : Historique de l'autoritarisme en Asie du Sud-Est***

- A) Des méthodes autoritaires qui ne datent pas d'hier
- B) Un passé démocratique autrefois encourageant
- C) Un vent d'autoritarisme en Asie du Sud-Est depuis quelques années et la fin des parenthèses démocratiques

### ***Chapitre 2 : Le cas de la Thaïlande***

- A) Pays soumis à une instabilité politique constante dû à un système politique complexe
- B) Des contestations de plus en plus virulentes envers la junte thaïlandaise et une répression sans concession
- C) Un mouvement qui conteste sans ambages la monarchie

### ***Chapitre 4 : Quel avenir et quelles perspectives ?***

- A) Une situation régionale incertaine
- B) Intervention des acteurs internationaux envisageables ? (Etats, ONG, OI)
- C) Ralentissement de l'optimisme démocratique à cause de la crise du Covid-19

*Conclusion*

*Bibliographie*

*Annexes*

*Table des matières*

## Résumé

**Mots-clés : autoritarisme, engagement, jeunesse, réseaux sociaux, solidarité**

À l'heure où les mouvements prodémocratie se multiplient à travers le monde, la montée de l'autoritarisme est une observation parallèle qui touche également de très nombreux pays. La planète est devenue, depuis quelques années, un éventail de régimes autoritaires aux caractéristiques propres. La Chine, la Thaïlande, la Birmanie, la Biélorussie, la Turquie, la Russie, ou encore l'Iran figurent parmi les nombreuses nations qui ont, anciennement ou récemment, succombé aux méthodes politiques intransigeantes. La recherche de l'ordre, de la discipline et du respect hiérarchique représentent des valeurs communes à ces pays, souffrants parfois d'une cohésion sociale fracturée, liée à une histoire douloureuse toujours enracinée.

Néanmoins, les nouvelles générations semblent déterminées à ouvrir une nouvelle page de leur histoire. Cette dernière s'incarne par une volonté délibérée de changements, qui se matérialise elle-même par une soif de liberté indéniable. Générations ultra connectées, les jeunes adolescents et étudiants profitent de l'âge d'or des réseaux sociaux pour instaurer une libération de la parole inédite dans l'histoire de leur pays. Dénonçant frasques, mensonges, corruptions et sévices multiples, les nouvelles générations représentent les bêtes noires des dirigeants trop attachés à leur souveraineté.

Née en avril 2020 sur les réseaux sociaux, la Milk Tea Alliance est l'expression de cette jeunesse hong-kongaise, taïwanaise et thaïlandaise en quête d'un avenir plus libre et plus égalitaire. Soumis à des menaces constantes de mainmise politique de la part de la Chine, ou victimes de la brutalité d'un autoritarisme national, ces jeunes ont décidé de former un front panasiatique pour puiser leurs forces contre les détenteurs d'un pouvoir exécutif trop liberticide. Dès lors, l'objectif premier de ce mémoire est d'étudier dans quelles mesures la Milk Tea Alliance est devenue l'expression politique d'une colère grandissante en Asie orientale et dans quelles mesures la jeunesse asiatique est devenue leader de la contestation. Nous en étudierons les causes, les formes, les conséquences, l'histoire, les méthodes et les perspectives.

## Summary

**Keywords : authoritarianism, commitment, youth, social networks, solidarity**

At a time when pro-democracy movements are multiplying around the world, the rise of authoritarianism is a parallel observation that also affects many countries. In recent years, the planet has become a range of authoritarian regimes with their own characteristics. China, Thailand, Burma, Belarus, Turkey, Russia, and Iran are among the many nations that have formerly or recently succumbed to intransigent political methods. The search for order, discipline and hierarchical respect are common values in these countries, which sometimes suffer from a fractured social cohesion linked to a painful history that is still deeply rooted.

Nevertheless, the new generations seem determined to open a new page in their history. This is embodied in a deliberate desire for change, which is itself materialised by an undeniable thirst for freedom. Ultra-connected generations, young teenagers and students are taking advantage of the golden age of social networks to establish a freedom of speech like never before. Denouncing misdeeds, lies, corruption and abuse of all kinds, the new generations are the bêtes noires of leaders too attached to their sovereignty.

Born in April 2020 on social networks, the Milk Tea Alliance is the expression of this Hong Kong, Taiwanese and Thai youth in search of a freer and more egalitarian future. Subjected to constant threats of political takeover by China or victims of the brutality of national authoritarianism, these young people have decided to form a pan-Asian front to draw on their strengths against the holders of an overly liberticidal executive power. Therefore, the primary objective of this thesis is to study the extent to which the Milk Tea Alliance has become a political expression of growing anger in East Asia and the extent to which Asian youth have become leaders of the protest. We will study its causes, forms, consequences, history, methods and perspectives.

## Table des sigles et abréviations

AMS	<i>Assemblée Mondiale de la Santé</i>
ASEAN	<i>Association des Nations de l'Asie du Sud-Est</i>
HKFS	<i>Hong Kong Federation of Students (Fédération des étudiants de Hong-Kong)</i>
HKJA	<i>Hong Kong Journalists Association (Association des journalistes de Hong-Kong)</i>
HRW	<i>Human Rights Watch</i>
IDE	<i>Investissements directs à l'étranger</i>
PAD	<i>People's alliance for democracy (Alliance Populaire pour la Démocratie)</i>
PCC	<i>Parti communiste cambodgien</i>
PIK	<i>Potsdam-Institut für Klimafolgenforschung (l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique)</i>
PTM	<i>Pashtun Tahafuz Movement (Mouvement de protection des Pachtounes)</i>
RPC	<i>République Populaire de Chine (Chine continentale)</i>
ROC	<i>République de Chine (Taïwan)</i>
TPWU	<i>Syndicat des travailleurs du pétrole de Taïwan</i>
TVB	<i>Television Broadcasts Limited</i>
UDD	<i>Front Uni pour la Démocratie et contre la Dictature</i>

## Introduction

« Nous aspirons à avoir un foyer où les libertés civiles sont respectées, où nos enfants ne seront pas soumis à la surveillance de masse, aux violations des droits de l'homme, à la censure politique et à l'incarcération de masse » - Joshua Wong

« La lutte et la révolte impliquent toujours une certaine quantité d'espérance, tandis que le désespoir est muet », tels sont les mots de Charles Baudelaire dont la résonnance reste expressément d'actualité, encore de nos jours. En effet, la globalisation n'a pas réussi à faire cesser la conscience révolutionnaire de la nature humaine, bien qu'elle ait triomphé dans sa mission de faire disparaître les guerres entre Etats. De tout temps, l'Homme a cherché à survivre dans un monde où, selon les dires de Thomas Hobbes, « l'Homme est un loup pour l'Homme ». Sa volonté de survivre est alimentée par son envie éléphantique de vivre, car le cœur est humain, dans la mesure où il se révolte. « Vivre » est une quête épineuse lorsqu'une autorité supérieure, pour des raisons temporelles comme spirituelles, décident d'y exercer une domination contraire à l'épanouissement et au développement personnels. Aujourd'hui, à Hong-Kong, à Taïwan et en Thaïlande, les jeunes générations tentent tous les jours, avec détermination, de faire entendre leur soif de liberté. Opprimés depuis toujours ou muselés depuis peu, ces jeunes, pour la plupart étudiants, agissent par instinct de survie et par peur de voir leur libre-arbitre se transformer en instrument d'inculpation. Bien décidés à reprendre leur destin en main, ces derniers sont les dignes héritiers de leurs prédécesseurs du printemps 1989 à Tian'anmen, d'octobre 1973 à Bangkok et du soulèvement de l'incident 228 à Taipei.

Depuis quelques années et à l'aube du « siècle chinois », le continent asiatique et plus particulièrement l'Asie du Sud-Est, connaît un vent d'autoritarisme qui s'avère être particulièrement durable. Bien que la région ait connu des années démocratiques, relativement prospères au cours du XXème siècle, cette période semble désormais bien lointaine ; au grand damne des jeunes et des plus anciennes générations, d'autant plus que les identités restent encore en construction en Asie du Sud-Est. En effet, nous assistons aujourd'hui à un regain des méthodes populistes et autoritaires et à une sérieuse consolidation des régimes répressifs. L'encourageante croissance économique au tournant du XXIème siècle en Asie du Sud-Est et l'essor d'une classe moyenne n'ont pas réussi à limiter l'instabilité politique dans certains pays, comme en Thaïlande, et n'ont pas suffi à limiter l'installation pérenne de régimes politiques peu respectueux des Droits de l'Homme, à l'exemple de celui dirigé par Rodrigo Duterte aux Philippines depuis 2016. Dans le sillage du modèle chinois, les libertés politiques et publiques semblent alors très fragilisées et loin d'être acquises. Cependant, il est éminemment important d'éviter de porter un regard « exotique » sur la montée de l'autoritarisme dans cette région. En effet, certaines structures de l'Union européenne, par exemple, sont foncièrement autoritaires, spécifiquement lorsqu'elles soumettent les pays-membres à prendre tels types de décisions en les menaçant de sanctions politiques ou/et économiques.

Cette ère post-démocratique est également foncièrement marquée par l'affirmation politique de la Chine et de ses ambitions hégémoniques dans la région. Déterminée à devenir la puissance *hégémon*

en Asie et dans le monde, la Chine de Xi Jinping entreprend depuis 2013 de larges démonstrations de force sur terre, comme sur mer. Face au silence de la communauté internationale, l'Empire du Milieu exerce alors, en toute impunité, son despotisme et ses tentatives d'intimidation sur ses plus proches voisins, à commencer par les territoires d'Hong-Kong et de Taïwan. Ces territoires ne sont pas devenus les cibles prioritaires de la Chine par hasard : dans un premier temps, il est essentiel de garder en-tête que la Chine d'aujourd'hui et ses habitants restent profondément marqués par le XIX<sup>ème</sup> siècle. En effet, ce siècle représente la plus grande humiliation politique, économique et identitaire que la Chine, célèbre pour son histoire noble et particulièrement riche, ait connu. De la sorte, en 1842, Hong-Kong passe sous la tutelle britannique et le restera jusqu'à sa rétrocession à la Chine en 1997. Officiellement, Hong-Kong fait partie de la Chine, sans qu'on y applique les mêmes règles politiques et économiques. C'est ce que l'on appelle « *un pays, deux systèmes* ». De son côté, Taïwan représente la principale ambition territoriale de la République Populaire de Chine (RPC). Cette dernière, considère ce petit Etat insulaire, aussi appelé « *République de Chine* » (ROC) et connu pour être la terre-refuge des nationalistes Chinois après leur défaite face aux communistes de Mao Zedong lors de la guerre civile chinoise entre 1927 et 1950, comme faisant partie intégrante de son territoire. Bien qu'elle soit devenue autonome politiquement en 1949 par la constitution d'un propre gouvernement et de ses propres institutions démocratiques, Taïwan vit désormais dans la peur d'être annexée au territoire chinois. En effet, la Chine de Xi Jinping souhaite récupérer cette île devenue chinoise en 1683 sous les Qing et montre de plus en plus sa volonté de « reconquérir le continent » par d'explicités démonstrations de force sur le territoire taïwanais. Or, les habitants de l'ancienne « Formose » voient d'un très mauvais œil ces aspirations politiques. La démocratisation de Taïwan à partir de 1986 a creusé un fossé entre les « Deux Chines » qui, désormais, peinent à se comprendre mutuellement. À Taipei, la jeunesse est largement plus libre que la jeunesse de Pékin. Les Droits de l'Homme sont également largement plus respectés à Taïwan qu'en Chine, en devenant notamment le premier pays d'Asie à autoriser le mariage entre personnes du même sexe en 2019. En résumé, les populations hong-kongaises et taïwanaises, intimement liés dans leurs manières de vivre, ne peuvent concevoir l'avenir vacillant qui leur est promis si la Chine envisage d'appliquer délibérément ses ambitions territoriales « d'unification nationale » et ses ambitions politiques en Asie orientale.

De son côté, minée par l'instabilité politique et les coups d'état à répétition, la Thaïlande voit depuis février 2020 sa jeunesse réclamer une nouvelle Constitution, réclamer plus de droits politiques, réclamer une restriction des droits de la monarchie et réclamer la démission de l'ancien chef de la junte, soit le Premier ministre Prayuth Chan-och. Les actuelles manifestations estudiantines en Thaïlande résultent de la décision prise, le vendredi 21 février 2020, par la Cour constitutionnelle de dissoudre le deuxième parti d'opposition du pays, à savoir le Parti anti-junte du Nouvel Avenir – ou « *Anakot Mai* » en thaï –. Ce Parti est créé en 2018 par le jeune homme d'Affaire de 41 ans, Thanathorn Juangroongruangkit, et est explicitement tourné vers la jeunesse et la volonté de faire de la Thaïlande une démocratie à l'occidentale. En outre, *Anakot Mai* prévoit de baisser les finances de l'armée et de réduire le fossé entre les plus riches et les plus défavorisés, dans un pays devenu l'un des plus inégalitaires au monde. Les scandales de corruption, de fraudes électorales et de népotismes se sont succédés et la jeune génération thaïlandaise, séduite par les idéaux démocratiques et en quête de renouvellement politique, accuse alors les détenteurs de l'autorité politique de former un régime liberticide. Le rôle omniprésent de l'armée au sein d'un pays monarchique dans lequel le roi est également chef des armées rend la recherche de compromis politiques encore plus complexe. De plus,

l'image dégradée du roi, Rama X, en raison de ses comportements polémiques renforce la détermination des étudiants thaïlandais à redonner une image plus digne de leur pays à travers le monde, en pratiquant le « crime de lèse-majesté ». En outre, la Chine est également largement présente en Terre d'Eléphant Blanc. En effet, Xi Jinping est le premier à déclarer que « *la Thaïlande et la Chine forme une seule famille* »<sup>1</sup> et depuis le coup d'état de 2014, la Thaïlande s'est largement rapprochée de la Chine – au détriment des Etats-Unis et des puissances occidentales – afin de séduire touristes et investisseurs chinois. Au-delà de l'aspect culturel, la place politique de la Chine à l'échelle régionale et internationale n'a cessé de s'accélérer, à tel point qu'elle est devenue l'un des partenaires les plus actifs des pays de l'Asie du Sud-Est et l'ASEAN, dont la Thaïlande est membre fondateur. Sasiwan Chingchit, analyste politique thaïlandaise, a admis que « *le basculement vers Pékin sous cette junte est clair, rien qu'à voir les avantages accordés à la Chine dans le projet de train à grande vitesse ou dans les achats d'armement* » comme les sous-marins chinois, largement jugés inutiles et dispendieux par l'opinion publique. Par conséquent, une partie de la population thaïlandaise est particulièrement soucieuse et inquiète à l'idée de voir Pékin s'infiltrer sérieusement dans les Affaires de Bangkok. La Chine représente alors une troisième menace de taille – après la junte et le monarque – pour les désormais nombreux activistes prodémocratie en Thaïlande.

Ainsi, le sujet soumis à l'étude est l'analyse du récent mouvement étudiant de solidarité démocratique en Asie orientale appelé la « *Milk Tea Alliance* ». Composés à l'origine de *netizens* – personnes utilisant les réseaux sociaux de manière contributive et engagée –, ce mouvement naît en avril 2020 lorsque l'acteur Thaïlandais, Vachirawit Chivaaree, et sa petite-amie, le mannequin Weeraya Sukaram, publient respectivement une image et un message pour décrivant Hong-Kong et Taïwan comme des pays indépendants. En réponse, certains internautes chinois les attaquent et attaquent plus largement leur pays, à savoir la Thaïlande. Le roi et le Premier ministre Thaïlandais sont également visés par internautes chinois et l'ambassade de Chine à Bangkok est obligée d'intervenir via un message d'excuse condamnant les critiques émises de la part de certains de ses concitoyens. Par la suite, une violente bataille numérique voit le jour entre les internautes thaïlandais et l'ambassade de Chine, et s'en suit des critiques plus larges sur le régime chinois de la part des Thaïlandais qui défendent Vachirawit Chivaaree. Le sentiment anti-Pékin devient alors un motif de rassemblement des militants anti-autoritarisme thaïlandais qui finissent naturellement par former une alliance – en l'occurrence la *Milk Tea Alliance* –, avec les activistes prodémocratie hong-kongais et taïwanais à la suite de ces évènements.

Par conséquent, il s'agit ici de dresser une analyse des concepts défendus, des manières utilisées, des cibles visées par la Milk Tea Alliance, tout en relevant les différentes caractéristiques propres à chaque branche nationale de cette dernière. Nous allons alors tenter de répondre à la question suivante : *dans quelles mesures la Milk Tea Alliance participe-t-elle à l'émergence d'un mouvement démocratique solidaire entre la Thaïlande, Taïwan et Hong-Kong, étant donné l'affirmation du sentiment anti-Pékin et la lutte contre l'autoritarisme de plus en plus assumée sur le continent asiatique ?* Dans une première partie, nous allons analyser de quelles manières la jeunesse asiatique est devenue leader de la contestation, en trois chapitres. Ensuite, dans une seconde partie, nous étudierons en quoi la Chine de Xi Jinping est-elle devenue un adversaire commun, en cinq chapitres.

---

<sup>1</sup> Discours de Xi Jinping du 14 juillet 2020 au sujet de la coopération avec la Thaïlande dans le but de renforcer la solidarité et la prospérité dans la région

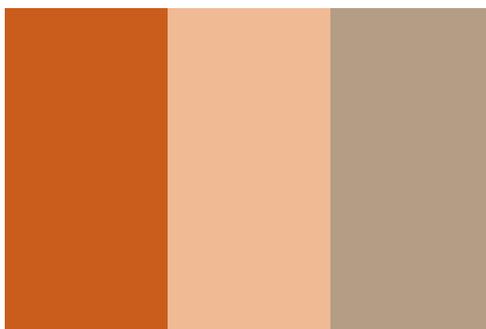
Enfin, nous nous interrogerons sur comment la Milk Tea Alliance est-elle devenue un mouvement trans-national contre l'autoritarisme en général, en quatre chapitres.

Nous nous concentrerons essentiellement sur Hong-Kong, Taïwan et la Thaïlande, car il semble difficile de traiter tous les pays où la Milk Tea Alliance peut être présente sur le continent asiatique. Beaucoup de petits et moyens groupes d'activistes régionaux et nationaux ont proclamé être issus de cette dernière par la suite, notamment en Birmanie. La Birmanie est, en effet, particulièrement touchée par un retour à l'autoritarisme depuis le 1<sup>er</sup> février 2021, lorsque la junte militaire a repris les rênes du pouvoir en arrêtant Aung San Suu Kyi, cheffe du gouvernement et icône de la démocratie birmane. Nous allons prioriser alors l'analyse des membres officiels et initiateurs de « l'alliance du thé au lait ».

La Milk Tea Alliance est un mouvement très récent. En conséquence, nous utiliserons essentiellement les articles de presse locaux et internationaux et les témoignages comme sources principales. Il est également important d'avoir en-tête que la situation a de grandes chances d'évoluer dans les semaines et mois après la finalisation de ce Mémoire de recherche.

Très intéressée par la Chine et l'Asie du Nord-Est depuis déjà de nombreuses années, j'ai souhaité, par l'intermédiaire de ce Mémoire, me donner une mission : celle d'acquérir un maximum de connaissances sur certaines régions que je ne maîtrisais pas auparavant, à l'instar de la Thaïlande, mais qui suscitent désormais mon plus grand intérêt. Au fur et à mesure de mes recherches et de mes lectures, j'ai pu m'apercevoir à quel point l'Asie orientale et l'Asie du Sud-Est sont victimes de nombreux stéréotypes qui alimentent une vision biaisée de ces régions en Occident. Particulièrement touchée et inspirée par la détermination d'une partie de la jeunesse asiatique dans ce combat pour la liberté, mon but est alors de mettre en lumière leur courage afin d'en tirer, pourquoi pas, certaines leçons de vie.

2



---

<sup>2</sup> Drapeau de la Milk Tea Alliance créé par des *netizens*. A gauche, est représentée la couleur du thé au lait thaïlandais. Au milieu, celui de Hong-Kong. Enfin, tout à droite, est représentée la couleur du thé aux perles taïwanais.

# 1 La Milk Tea Alliance, ou le symbole d'une jeunesse asiatique leader de la contestation

---

## 1.1 Les réseaux sociaux, ou l'outil de contestation d'une nouvelle génération d'internautes en Asie

### 1.1.1 Chronologie des événements : l'humour et l'engagement comme parade contre la Chine

Devenue virale, l'historique et la signification du mot-dièse – ou *hashtag* – #MilkTeaAlliance sont relativement simples à situer dans le temps en raison de sa récente existence. C'est courant avril 2020 que naît cette solidarité pan-asiatique initialement virtuelle, avec pour emblème le « thé », symbole de l'union de Taipei, Hong-Kong et Bangkok, qui fait référence à leur culture commune. En effet, le thé au lait est bu dans ces trois zones géographiques, mais pas de la même manière. Par exemple, à Taïwan, il est bu avec des perles de tapioca. À Hong-Kong, celui-ci est bu chaud, tandis qu'en Thaïlande, au contraire, celui-ci est bu froid et sucré. Néanmoins, l'identité de la boisson reste foncièrement la même. De ce fait, le choix de cet emblème n'est pas le fruit du hasard, car il représente explicitement l'esprit et le ciment de l'alliance : différents sur certains points, mais unis par l'histoire et la volonté d'écrire un destin commun. Quant au choix du nom, ce sont les Thaïlandais qui en sont à l'origine. Il est connu que ces derniers usent régulièrement de l'humour sur les réseaux sociaux pour dénoncer des faits blâmables. En avril 2020, les internautes thaïlandais ont alors pris un malin plaisir à caricaturer et à se moquer de la Chine en soulignant la violence des méthodes chinoises et leur propagande. De plus, choisir un emblème simple, répandu et aux célèbres vertus « relaxantes » comme le thé, permet d'attiser facilement la confiance de l'extérieur et permet également de montrer que les activistes en question ne sont pas malveillants

Sa formation reste, cependant, assez loufoque et inattendue, car elle naît concrètement d'un malentendu, bien que des signes de mécontentement généraux dans certains pays commençaient à voir le jour. En effet, le célèbre acteur thaïlandais Vachirawit Chivaaree, vedette de la série « *2gether* », très populaire en Asie et qui lui vaut des millions d'abonnés sur Twitter, « like » un simple tweet montrant quatre villes du monde dont Hong Kong, et dont la légende de la photo précise : « *Ces quatre photos viennent de quatre pays du monde* ». Aussitôt, l'acteur est victime d'un déluge d'insultes de la part d'internautes chinois, ne supportant pas l'assimilation d'Hong-Kong à un pays. En Chine, Hong-Kong est indistinctement considéré comme un territoire chinois et ce, même s'il fait l'objet d'un statut spécial : la politique dite « *d'un pays, deux systèmes* ». Ce qui semble être un habituel et énième affrontement virtuel sur Twitter, s'est rapidement transformé en un réel conflit d'ordre politique. Remarquant l'acharnement dont l'acteur thaïlandais est victime, certains internautes d'Hong-Kong n'hésitent pas à apporter leur total soutien à celui-ci, dans la lignée de leur engagement anti-Pékin, effectif depuis 2014. De son côté, Taïwan, fervent protecteur et soutien d'Hong-Kong, exprime naturellement son entière solidarité avec les défenseurs de Vachirawit Chivaaree. De la sorte, les jeunes internautes taïwanais, hong-kongais et thaïlandais se retrouvent liés, du jour au lendemain, contre un ennemi commun : la Chine de Xi Jinping. Désireux de soumettre ses plus proches voisins asiatiques à son autorité, Xi Jinping, en fonction depuis 2013, suscite

l'inquiétude de nombreuses nations et plus particulièrement l'inquiétude d'une partie des jeunes générations asiatiques. En effet, ces derniers représentent une génération hautement connectée aux réseaux sociaux et fortement concernée par les défis écologiques, sociaux et politiques des prochaines décennies.

### 1.1.2 Moyen d'union entre les nations asiatiques

Sans les réseaux sociaux, il serait difficile d'imaginer l'existence de cette alliance. En effet, celle-ci est foncièrement un moyen d'union entre les nations asiatiques. Les vidéos et photos partagées permettent la diffusion de ce mouvement au sein de toutes les couches sociales et permettent également d'éviter le plus possible toutes procédures contre la liberté d'expression, car il est connu qu'il est complexe de contrôler l'entièreté des réseaux sociaux pour un Etat. Par conséquent, les activistes jouissent d'une certaine forme de liberté sur Internet, dont ils ne peuvent profiter au quotidien. Sur Twitter, ces derniers ont une stratégie simple : matérialiser et personnifier leurs manifestations pour rendre leur portée unique et montrer l'unité des militants. Par exemple, au-delà de l'utilisation de lunettes de ski, de masques chirurgicaux ou encore de films alimentaires, les manifestants hong-kongais ont utilisé les parapluies comme symboles dans le cadre des manifestations contre leur gouvernement pro-Pékin en 2014. Ce parapluie est hautement symbolique, car celui-ci représente le moyen de protection des dizaines de milliers de manifestants contre l'utilisation de gaz par les forces de l'ordre. « La révolte des parapluies » de 2014 – expression également créée sur les réseaux sociaux – crée un vaste mouvement de solidarité à Hong-Kong qui se traduit par l'occupation jour et nuit d'importantes places publiques. Mais en vain. En effet, le gouvernement chinois n'accorde aucune satisfaction aux manifestants et montre, une fois de plus, l'intensité de son autorité. Néanmoins, le parapluie est devenu un symbole de résistance et un logo à son effigie a même été créé sur Twitter pour l'occasion.

De leur côté, la jeunesse thaïlandaise utilise un autre moyen de rassemblement : la musique. Traditionnellement, la Thaïlande manifeste de façon carnavalesque. En effet, les manifestants utilisent constamment la musique, et plus particulièrement le rap, pour se faire entendre et pour montrer leur profonde détermination. Malgré les tentatives de censure des autorités, le rap électrise les foules par ses textes hostiles au pouvoir en place. Le plus souvent, des concerts sont improvisés en pleine rue, en pleine nuit, devant des bâtiments publics qui incarnent le pouvoir central. Sur le modèle hong-kongais de la *flash mob*, les rassemblements sont toujours spontanés et organisés à la dernière minute. Un des titres chantés les plus connus au cours des manifestations est « *Prathet Ku Mee* »<sup>3</sup>, incarné par le groupe *Rap against the Dictatorship*<sup>4</sup> depuis 2018. Ce groupe anti-junte, regroupant une dizaine d'artistes, cumule des millions de vues sur YouTube grâce à ses textes engagés qui suscitent la colère des plus hautes autorités. Devenue virale, cette musique jugée immorale est quotidiennement fredonnée au cours des manifestations à Bangkok. Dans les rues du centre-ville, nous pouvons entendre chanter certaines paroles très hostiles envers le pouvoir de la junte comme : « *Ce pays où on tue facilement avec de l'argent* », « *ce pays qui prétend donner des libertés mais ne te laisse pas le droit de choisir* », « *ce pays où les puissants prêchent la morale avec un taux de criminalité plus haut que la tour Eiffel* ». Le chant de ces paroles en chœur dans les rues joue un rôle

---

<sup>3</sup> Traduction : « *Il est comme ça, mon pays* »

<sup>4</sup> Traduction : « *Rap contre la dictature* »

fédérateur très important. Face aux emprisonnements arbitraires sans jugement, face aux violences policières et face à la ténacité du Premier ministre, Prayuth Chan Ocha, les activistes peuvent alors puiser leur courage et leur énergie dans cette ferveur populaire. Néanmoins, le risque d'être repéré par les autorités judiciaires et policières est assez conséquent puisque de nombreux artistes anti-gouvernementaux ont déjà été arrêtés et ce, spécialement en 2020. Les motifs d'arrestation sont le plus souvent liés à l'interdiction d'organiser des grands rassemblements publics dans le cadre de la lutte contre le covid-19.

Mais les liens qui unissent véritablement les activistes de Hong-Kong, de Taïwan et de Thaïlande sont les signes de solidarité mutuels partagés sur les réseaux sociaux. Cette jeunesse asiatique hyperconnectée est à l'affût de tous signes de soutien de la part d'autres jeunes à travers le monde et en profite pour diffuser au plus grand nombre leurs revendications. Les photos et les vidéos se partagent par milliers chaque jour et permettent alors à la Milk Tea Alliance, en l'espace de quelques mois, d'envahir l'ensemble des réseaux sociaux de la région. Thaïlandais, Hong-Kongais et Taïwanais partagent chacun de leur côté des mots-dièse – ou *hashtags* – dont ils ne maîtrisent, parfois, pas toujours la langue, mais dont ils maîtrisent la signification et leur impact. Par exemple, il n'est pas rare de voir que des *hashtags* en langue thaï soient partagés par des activistes hong-kongais, même si ces derniers ne comprennent pas le thaï.

De plus, en formant une alliance virtuelle, et de fait à trois, cette dernière se sent plus forte et plus puissante face à des instances politiques de plus en plus agressives, qui n'hésitent plus à les considérer comme des boucs émissaires et comme les responsables d'une instabilité politique nationale. Petit à petit, des similitudes apparaissent entre les différentes manifestations nationales. En effet, des stratégies semblables se remarquent comme les références constantes à la pop culture qui animent ces jeunes manifestants. Issus d'une même génération malgré des destins différents, ces jeunes s'identifient mutuellement par des références communes régionales ou internationales qui leur permettent de se comprendre. Dans certaines régions comme en Thaïlande, l'écart culturel entre les générations est très important. Ouverts sur le monde, les jeunes Thaïlandais ont eu accès, très rapidement, à une culture libérale largement diffusée sur les réseaux sociaux qu'ils sont les premiers à utiliser et à maîtriser. En effet, Facebook compte près de 47 millions d'utilisateurs en Thaïlande, pour une population totale de 70 millions d'habitants, ce qui en fait le neuvième pays utilisateur du réseau social. Cette pop culture qui s'invite au cours des manifestations se remarquent particulièrement en Thaïlande. Nous pouvons le remarquer dans l'utilisation du « *salut à trois doigts* » utilisé par les manifestations thaïlandais comme signe de protestation anti-junte depuis 2014, issu directement du blockbuster américain postapocalyptique, *Hunger Games*. Suite à la popularité de ce signe de protestation, les autorités thaïlandaises en sont même jusqu'à aller interdire ce geste en 2014 en arrêtant les « auteurs de trouble ».

D'autre part, les signes de soutien mutuels ne se font pas uniquement sur des plateformes virtuelles. Par exemple, nous pouvons remarquer que certains activistes thaïlandais et taïwanais ont utilisé le parapluie au cours de manifestations pour montrer leur soutien aux étudiants hong-kongais. Au cours d'une manifestation à Bangkok, certains militants chantent « *gloire à Hong-Kong* ». Devant le consulat de Thaïlande à Hong-Kong, Joshua Wong, leader du mouvement prodémocratie hong-

kongais et fondateur du groupe *Scholarism*<sup>5</sup>, affiche son total soutien envers les étudiants thaïlandais et leur lutte contre la dictature militaire et contre les privilèges de la monarchie. De son côté, le leader des manifestations thaïlandaises de 2020, Parit Chiwarak, n'hésite pas à exprimer son entière solidarité envers la jeunesse hong-kongaise en dénonçant d'une main de fer les méthodes utilisées par le régime de Xi Jinping. Enfin, à Taïwan, il est désormais habituel que des réfugiés politiques d'Hong-Kong ou de Thaïlande, ayant fui la montée de l'oppression politique pour la démocratie taïwanaise, se réunissent ensemble au cours de démonstrations de solidarité.

Cette coalition de trois pays rassemblés autour d'un *hashtag* aussi historique que symbolique qu'incarne la Milk Tea Alliance permet aux militants concernés de se sentir moins seuls et dépourvus de moyens significatifs d'enrayer l'oppression qu'ils subissent constamment. Les réseaux sociaux ont alors permis aux personnes partageant les mêmes idées de se regrouper et de former qu'un. Selon Veronica Mak, professeure de sociologie à l'Université Shue Yan de Hong-Kong, les jeunes militants trouvent « *la force dans le nombre* », c'est-à-dire dans l'idée qu'ils sont des dizaines de milliers à viser les mêmes objectifs de paix et d'harmonieux dans le respect des valeurs démocratiques.

### **1.1.3 Symbole d'un combat pour la liberté d'expression et outil de dénonciation**

La Milk Tea Alliance, au-delà d'incarner la force des réseaux sociaux dans l'union des jeunes asiatiques, symbolise également le combat pour la liberté d'expression. En effet, l'*hashtag* #MilkTeaAlliance est utilisé à mainte reprise par les jeunes pour dénoncer des faits jugés immoraux ou des actes significatifs d'oppression politique. Par exemple, l'*hashtag* a été utilisé pour inciter au boycott du remake de « *Mulan* » par *Disney*, car certaines scènes auraient été filmées dans la région chinoise du Xinjiang. Tristement célèbre pour être la région où l'on exploite et emprisonne des millions d'Ouïghours, le Xinjiang est en effet une des premières victimes des démonstrations de force chinoises. Vivement concernés par les exactions commises dans cette région à l'Ouest de la Chine, les activistes de l'alliance du thé au lait se sont également donnés pour mission de sensibiliser l'opinion publique aux violations des droits de l'Homme commises par la Chine au Xinjiang. Par ailleurs, ces derniers n'hésitent pas non plus à afficher sur les réseaux sociaux leur soutien unanime à la région du Tibet. Par exemple, en novembre 2020, des étudiants thaïlandais ont affiché le drapeau du Tibet, également connu sous le nom de « *drapeau du lion des neiges* », en face de l'ambassade de Chine à Bangkok au cours d'une manifestation. Devenu une région de la Chine depuis 1950 et appelé « *région autonome du Tibet* » depuis 1965, le Tibet subit l'oppression et la propagande chinoises depuis des décennies. Déplacements de populations, apprentissage forcé du mandarin, censure du Dalai-lama etc., tout est prétexte pour supprimer petit à petit la culture et l'identité tibétaine. Bien que les Tibétains n'aient été totalement passifs face à ces méthodes chinoises<sup>6</sup> au cours des dernières décennies, il reste important d'admettre que le bilan de la stratégie de Pékin est plutôt une réussite. En effet, la culture tibétaine montre concrètement des signes de déclin.

---

<sup>5</sup> A l'origine des manifestations de 2014 à Hong-Kong, *Scholarism* est une organisation d'élèves et d'étudiants Hong-kongais, fondée en 2011, dont la lutte concerne l'autonomie du système éducatif d'Hong-Kong et la lutte pour la démocratie. Elle a cessé de fonctionner en mars 2016.

<sup>6</sup> Nous pouvons citer l'exemple du soulèvement tibétain de 1959 ou encore les manifestations pacifiques de moines bouddhistes à Lhassa, capitale du Tibet, en mars 2008. De plus, des dizaines de moines bouddhistes se sont déjà suicidés par le feu, pour protester contre la politique chinoise qui place le bouddhisme tibétain sous strict contrôle et interdit de vénérer sa plus haute autorité, le dalai-lama.

En constatant ce fait, les jeunes activistes de la Milk Tea Alliance ont de quoi s'inquiéter. Du jour au lendemain, la Chine peut appliquer ces mêmes méthodes et compromettre inexorablement l'unité nationale de leur pays. Jouissant d'une liberté d'expression quelque peu supérieure à celle pratiquée en Chine – bien que cela puisse être de plus en plus relatif sur certains sujets avec l'affirmation de l'autoritarisme dans la région – les jeunes hong-kongais, taïwanais et thaïlandais utilisent alors pleinement les réseaux sociaux pour dénoncer des actions qui ne les concernent peut-être pas directement, mais qui provoquent leur plus grande indignation et appréhension. Néanmoins, ces derniers savent pertinemment qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour corriger le tir. Par conséquent, les étudiants appliquent leur vision très tolérante de la liberté d'expression, sur les réseaux sociaux, pour maintenir la dynamique des mobilisations. Joshua Wong est le premier à dire que « *les réseaux sociaux ont joué un rôle déterminant dans les mouvements sans précédent de 2020* ». En effet, une large partie de la jeunesse asiatique est entrée dans une nouvelle ère où cette dernière a la capacité de contourner les législations nationales sur la limitation du droit à la liberté d'expression grâce à la puissance du monde virtuel qui, parfois, mènent les hautes instances politiques par le bout du nez. Par ailleurs, dans le même temps, celle-ci tente d'appliquer une stratégie d'influence sur les réseaux sociaux des plus efficaces. Effectivement, Joshua Wong explique que les partisans de la démocratie à Hong-Kong s'organisent chaque jour dans le cadre de « *missions quotidiennes* » qui visent à commenter et à retweeter des « *tweets essentiels* ». Ces tweets dits « *essentiels* » concernent des sujets brûlants comme le traitement infligé aux Ouïghours au Xinjiang, les méthodes brutales utilisées par Pékin dans le cadre de l'édification de son projet des Nouvelles Routes de la Soie ou encore les prétentions chinoises en Mer de Chine méridionale. Cette liberté présente dans la diffusion et le partage d'opinions est incompatible avec la vision de Pékin et marque un contraste éminemment important qui ne fait qu'accentuer le fossé entre la Chine et sa région administrative spéciale, Hong-Kong.

## ***1.2 Un vent de soulèvement général en Asie orientale***

### **1.2.1 Des manifestations estudiantines qui ne datent pas d'hier**

Bien que les moindres mouvements de dissidences soient de plus en plus muselés, le continent asiatique a longtemps fait la *Une* de l'actualité au cours des dernières décennies pour ses manifestations estudiantines de grandes ampleurs. Ses étudiants ont toujours eu la réputation d'être particulièrement réfractaires et désobéissants lorsque la survie de leurs droits était en jeu. Les étudiants chinois de la génération 1980-1990 sont ceux qui ont marqué le plus les esprits internationaux, mais surtout occidentaux. En effet, d'avril jusqu'à juin 1989, les étudiants chinois occupent, la quatrième plus grande place du monde, la célèbre place Tian'anmen, dans le but de faire pression sur le régime du leader suprême, Deng Xiaoping, pour obtenir plus de démocratie et plus de transparence vis-à-vis des soupçons de corruption dont était accusé le régime. Encouragé par son Premier ministre, Li Peng, Deng Xiaoping proclame la loi martiale le 20 mai 1989 et fait intervenir l'armée pour mater des étudiants, pour la grande majorité, pacifiques. Les images terribles des chars fonçant sur la foule d'étudiants sur la place Tian'anmen ont profondément choqué le monde entier. Selon Amnesty International, des milliers d'étudiants ont perdu la vie à la suite de ce coup de force

du pouvoir central. Ce massacre est hautement symbolique. En effet, Deng Xiaoping, voyant son régime être délégitimé et critiqué, a repris les rênes de son pouvoir sur la place où Mao Zedong a proclamé la naissance de la République Populaire de Chine. Par conséquent, le message envoyé aux étudiants et au monde en juin 1989 est catégorique : le Parti communiste est maître et restera le maître en Empire du Milieu. A partir de cette date et jusqu'à aujourd'hui, la Chine, par la force, a définitivement censuré sa population qui est désormais réduite à accepter le sort que l'Etat lui dicte. Bien qu'il ne faille pas avoir en-tête l'illusion que le peuple chinois est un peuple foncièrement soumis, il est dorénavant difficile pour un Chinois d'exprimer librement ses opinions et d'être informé des évènements de Tian'anmen.

Le sort subi par les étudiants chinois au printemps 1989 est ancré dans toutes les consciences, et particulièrement dans celles des jeunes activistes contemporains de la Milk Tea Alliance. Bien que les méthodes d'oppression chinoises aient évolué, ces derniers savent parfaitement que la Chine de Xi Jinping a les moyens politiques, stratégiques, économiques et militaires de les réprimer quand elle le désire. Leur équilibre est fragile et ils le savent. Le choix de l'engagement et de la révolte est alors un choix de raison, mais surtout de survie face à Pékin.

Dans l'histoire des mouvements étudiants asiatiques, la Chine est loin d'être le seul pays à avoir été concerné par ces phénomènes sociaux. En effet, nous pouvons citer le triste exemple de la Thaïlande avec le massacre de l'université Thammasat le 6 octobre 1976. Un peu plus tôt, en 1973, des centaines de milliers de citoyens thaïlandais, dont des dizaines de milliers d'étudiants, ont réussi à chasser Thanom Kittikachorn, Premier ministre de la Thaïlande, considéré comme un dictateur par ses opposants pour des raisons de despotisme. Grâce à l'action estudiantine et citoyenne, une période démocratique voit le jour au Pays de l'Elephant Blanc. Néanmoins, en 1976, Thanom Kittikachorn revient d'exil et des militants d'extrême-droite ultra-royalistes, accompagnés par la police et l'armée, procèdent au massacre des étudiants de l'université Thammasat présents sur le campus. Des étudiants sont abattus, brûlés vifs ou encore pendus à des arbres (*voir document 1 et 2, annexe*). Leurs corps sont piétinés. Les survivants sont arrêtés et envoyés dans des camps militaires, tandis qu'au même moment, un coup d'état est fomenté avec l'assentiment du roi. Le bilan officiel est de 46 morts, bien que les sources étudiantes fassent état d'une centaine de morts. Cet évènement, considéré comme le « *Tian'anmen thaïlandais* », est enraciné dans la mémoire collective thaïlandaise et marque le retour à la dictature. Bien que beaucoup de zones d'ombre ne soient pas encore élucidées aujourd'hui, cet évènement marque aussi un point de rupture dans l'unité de la nation thaïlandaise et dans la relation entre la monarchie et son peuple. L'ensemble de la population ne se comprend plus et le débat public est largement compromis. Les dignes successeurs des courageux étudiants de la génération 1970 sont actuellement dans les rues de Bangkok en 2020 et ont tous en-tête les images du massacre perpétré par l'armée et autorisé par la monarchie. Bien que cet évènement soit méconnu en Occident – comme beaucoup d'autres évènements en Asie du Sud-Est –, celui-ci reste la référence de la barbarie politique thaïlandaise et reste également la référence pour les jeunes étudiants d'aujourd'hui dans leur combat pour la démocratie.

Le mouvement des Tournesols, à Taïwan, est également un exemple caractéristique de l'historique des mouvements étudiants en Asie. Initié le 18 mars 2014, le mouvement étudiant des Tournesols

proteste contre le vote final par le *Kuonmintang*<sup>7</sup> à l'Accord de libre-échange sino-taïwanais au Yuan législatif<sup>8</sup>. Il s'agit surtout de défendre la démocratie et de dénoncer la position conciliante du président Ma Ying-jeou vis-à-vis de la Chine. Les Taïwanais voient alors dans ce projet commercial l'occasion pour Pékin de s'établir encore un peu plus en République de Chine. Pendant les deux premières semaines, des dizaines de milliers d'étudiants manifestent dans les rues de Taipei et réussissent à occuper le Parlement pour la première dans l'histoire de Taïwan. Le 23 mars, près de 500 000 personnes défilent dans les rues de Taipei et provoquent un rassemblement d'une ampleur sans précédent. À travers le mouvement des Tournesols, les étudiants ont montré leur extrême détermination à défendre leur démocratie, leur nation et surtout l'espoir de continuer à vivre dans un environnement où les libertés sont garanties.

Enfin, de leur côté, la jeunesse hong-kongaise est active depuis 2012, à la suite de la visite de l'ancien président de la République Populaire de Chine, Hu Jintao, à Hong-Kong à l'occasion du quinzième anniversaire de la rétrocession de la ville à la Chine. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues pour réclamer la démission de ce dernier en raison de ses ambitions de vouloir limiter la liberté d'expression de cette région semi-autonome de la Chine. Mais c'est délibérément en 2014 que la jeunesse hong-kongaise s'organise et crée un véritable mouvement populaire appelé le « *mouvement des parapluies* ». Ces derniers s'insurgent contre un nouveau mode de scrutin qui désignerait le dirigeant d'Hong-Kong au suffrage universel parmi trois candidats choisis et triés sur le volet par Pékin. Déjà auparavant, Tung Chee-hwa, premier chef exécutif de la nouvelle région administrative spéciale de Hong Kong, a dû abandonner son projet liberticide de loi de sécurité nationale. De même, à la suite de l'engagement de Joshua Wong et de son organisation militante, *Scholarism*, Leung Chun-ying, chef exécutif d'Hong-Kong de 2012 à 2017, est contraint d'abandonner son programme d'éducation patriotique en 2012.

Par conséquent, la Milk Tea Alliance est la digne héritière de décennies de luttes pour les libertés. Les étudiants ont toujours été les clefs des changements sociaux et politiques dans cette région et le démontrent encore aujourd'hui.

### **1.2.2 Un climat social qui favorise les mouvements sociaux locaux**

Tous les mouvements sociaux, quels qu'ils soient, sont directement liés à un contexte socio-politique propice à la formation de voix discordantes. En 2020, si la Milk Tea Alliance s'est formée, ce n'est pas le fruit du hasard. En effet, la mondialisation ultracapitaliste du XX<sup>ème</sup> et XXI<sup>ème</sup> siècle a considérablement accentué les inégalités de développement au Nord comme au Sud. Plus précisément, les inégalités de développement ont décru entre les pays, mais ont fortement augmenté au sein des pays eux-mêmes. L'augmentation des inégalités nationales crée d'importantes frustrations à l'intérieur des couches sociales les plus pauvres et les revendications d'égalité sont alors à leur paroxysme. La quête de l'égalité est, généralement, en adéquation avec la quête de démocratie, car pour que les plus modestes puissent s'exprimer librement, il est essentiel de créer des instances qui puissent les accueillir et les écouter. Par conséquent, de nombreux militants de l'alliance du thé au

---

<sup>7</sup> Créé en 1912, le Kuonmintang est le plus ancien Parti politique de la Chine contemporaine, désormais présent à Taïwan. Il reste le seul parti autorisé à Taïwan jusqu'en 1986 et reste le premier Parti de l'île jusqu'en 2016

<sup>8</sup> Le Yuan législatif est le Parlement de la République de Chine

lait cherchent également à satisfaire certaines de leurs revendications sociales, à savoir poursuivre leur quête d'égalité.

Dans ce sens, le Mouvement des Parapluies de 2014 est en partie dû aux difficultés de vivre à Hong-Kong. En effet, avec un cinquième de la population sous le seuil de pauvreté, la ville est un concentré d'inégalités. En 2016, une étude démontre que le revenu médian moyen par ménage des 10 % les plus riches est 45 fois plus important que celui des 10 % les plus modestes. Boutiques de luxe, voitures de luxe, vêtements de luxe, etc. La richesse se remarque partout à Hong-Kong. Les plus grands millionnaires possèdent près de 50% des richesses de la ville, tandis que les plus pauvres, eux, se font très discrets par la force des choses. Pourtant, la pauvreté touche près de 1,5 millions de personnes pour une population de 7,5 millions de personnes. Ces derniers souffrent d'un marché immobilier considéré comme l'un des plus exorbitants au monde. Par exemple, le loyer pour un appartement de 9m2 peut grimper jusqu'à 500 euros. Ces prix inabordables pour les classes sociales les plus modestes, mais également pour une bonne partie de la classe moyenne, accentuent l'isolement social de ceux concernés, car ceux-ci ne peuvent s'impliquer dans les études et dans différents loisirs. Dans un environnement extrêmement compétitif où la réussite est une nécessité pour assurer l'intégration sociale, les jeunes sont alors les premières victimes de ce système qui ne fait aucun cadeau. La méritocratie peine cruellement à être effective et nombreux sont les étudiants diplômés à ne pouvoir grimper dans l'échelle sociale. Les opportunités se payent et l'immobilisme social devient presque une norme. Certains cumulent jusqu'à deux métiers et ne peuvent pour autant bénéficier d'une situation confortable. De ce fait, tous ces aspects alimentent un peu plus l'inquiétude de la jeunesse d'Hong-Kong quant à leur avenir dans leur terre natale. Difficile pour un Hong-Kongais d'imaginer un avenir radieux lorsque ses conditions de vie et ses libertés politiques sont largement compromises par une société tournée vers la classe dominante et vers Pékin.

Considéré comme le pays le plus inégalitaire au monde en 2018, la Thaïlande fait face, elle-aussi, à de profonds déséquilibres socio-économiques. Selon le rapport *Global Wealth Databook* de 2018, 1% des plus riches détiendraient près de 67% des richesses du pays<sup>9</sup>. Dans le même temps, 70% de la population – soit environ 35 millions de personnes – détiendraient seulement 5% des richesses nationales. Les inégalités nuisent profondément à l'espoir des jeunes dans leur quête d'égalité, d'autant plus que les élites économiques représentent de fervents soutiens au pouvoir de la junte militaire et de la très riche monarchie thaïlandaise. Ces derniers sont attachés à leurs privilèges et ne souhaitent que très rarement s'impliquer dans la redistribution des richesses au sein de la population. De plus, l'augmentation du coût de la vie a accentué les clivages économiques entre les classes modestes et moyennes et entre l'opulence tape-à-l'œil des nouveaux riches. En effet, ces derniers n'hésitent pas à s'installer dans les nouveaux quartiers chics de Bangkok, entourés de belles voitures et de célèbres vedettes asiatiques, en affichant le tout sur les réseaux sociaux. Les réseaux sociaux peuvent alors devenir la source d'une profonde frustration pour les internautes qui s'esquintent à travailler sans pouvoir échapper à la pauvreté. L'Éducation est également un domaine peu privilégié par l'Etat thaïlandais, ce qui favorise l'excès de main d'œuvre dans les métiers peu rémunérés et peu qualifiés. L'absence d'enseignement de haute qualité engendre le monopole économique et politique par une classe très restreinte de la population. Enfin, dans un contexte de crise sanitaire, l'économie

---

<sup>9</sup> La Thaïlande compte près de 50 milliardaires, ce qui en fait le neuvième pays au monde en ce qui concerne le nombre de milliardaires présents sur un territoire, devant la France, le Japon et Singapour.

thaïlandaise, fortement basée sur le tourisme qui représente environ 14% de son PIB, est grandement impactée. Les inégalités sociales atteignent leur zénith depuis la crise du covid-19 et aucun remède ne semble atténuer leur expansion à l'heure actuelle. De la sorte, les jeunes activistes thaïlandais, au-delà de leur combat contre le développement de l'autoritarisme dans leur pays, revendiquent un réel changement de société où ces derniers seraient davantage valorisés, aidés et amenés à participer au débat public par des réformes démocratiques.

À l'inverse, Taïwan figure parmi les pays les plus égalitaires d'Asie et du monde. Premier pays d'Asie concernant l'égalité homme-femme, Taïwan inspire de nombreux jeunes asiatiques qui viennent, par milliers, s'installer sur l'île chaque année. De plus, l'inégalité sociale à Taïwan ne semble pas être une donnée majeure du paysage socio-économique du pays par rapport à d'autres pays développés et émergents. Pourtant, Taïwan est une île historiquement inégalitaire dans son histoire. En effet, lorsque les continentaux fuyant la Chine de Mao Zedong ont dû cohabiter avec les autochtones et les Hakkas<sup>10</sup> au milieu du XXème siècle, l'inégalité était de mise. Cependant, les certaines inégalités qui existent aujourd'hui restent une préoccupation importante des Taïwanais selon les sondages nationaux, en raison du ralentissement de la croissance économique. Bien que l'indépendance vis-à-vis de Pékin reste la préoccupation primordiale des Taïwanais, plusieurs mouvements sociaux ont vu le jour sous la bannière de la lutte pour l'égalité. Nous pouvons citer l'exemple de Zhuang Jue-An, président du syndicat des travailleurs du pétrole de Taïwan (TPWU), qui, lors d'un rassemblement le 12 août 2019, a appelé le gouvernement à augmenter le salaire minimum mensuel pour assurer l'égalité des revenus des travailleurs. Par conséquent, la jeunesse taïwanaise souhaite avant tout préserver ses acquis sociaux tout en essayant de poursuivre, encore un peu plus, sa quête d'égalité.

### **1.2.3 Gap des générations et sentiment anti-chinois plus fort chez les jeunes ?**

L'écart culturel entre les jeunes générations et les générations plus anciennes en Thaïlande, à Taïwan et à Hong-Kong est gigantesque. Dans des pays où le respect inconditionnel des anciens est une valeur cardinale, un océan sépare les générations quant aux manières de vivre, quant aux préoccupations politiques et quant à la vision du monde. Il existe un profond écart d'acculturation aux changements sociétaux du monde entre ces derniers. En effet, le progrès, la diffusion des valeurs libérales et les réseaux sociaux ont révolutionné la dynamique de toutes les nations et ont particulièrement creusé les écarts entre les générations en le continent asiatique. En effet, à Hong-Kong, les plus âgés ont grandi dans un environnement strict et paternaliste qui ne laissait pas forcément beaucoup de place au développement personnel et à la réflexion collective. De la sorte, la liberté de ton de la jeune génération hong-kongaise instaure une rupture sans précédent dans l'histoire de la ville. Cette jeunesse est engagée et le fait savoir par tous les moyens. Elle s'implique dans la vie politique et exprime avec ardeur son hostilité envers le régime du géant chinois. Ce genre de comportement aurait été inconcevable ou difficilement applicable pour un Hong-kongais du milieu du XXème siècle. Par ailleurs, beaucoup de parents et de grands-parents sont originaires de Chine continentale et ont, soit, peu d'expériences en matière de liberté d'expression, soit une expérience peu glorieuse des soulèvements sociaux. À l'opposé, leurs enfants sont nés à Hong-Kong et ont développé un sentiment d'appartenance largement plus profond pour la « Perle d'Orient »<sup>11</sup>. En outre, les jeunes hong-kongais

---

<sup>10</sup> Populations d'origine chinoise installées depuis plusieurs décennies à Taïwan

<sup>11</sup> Périphrase célèbre désignant la ville d'Hong-Kong

sont les premiers à souffrir du ralentissement économique de la ville, alors que leurs parents, eux, ont profité d'une conjoncture économique particulièrement favorable et prospère. Dès lors, beaucoup de témoignages relatent que de nombreux parents de jeunes militants hong-kongais ont tenté de dissuader leurs enfants d'aller manifester. En effet, la réussite scolaire, l'argent et la stabilité sont des valeurs éminemment importantes et prioritaires pour ces parents habitués à l'environnement ultra-compétitif de la ville. Les positions politiques de ces militants engendrent parfois de considérables tensions au sein des familles, allant jusqu'à l'expulsion du foyer familial dans les cas les plus extrêmes.

De son côté, la Thaïlande est également largement touchée par ces écarts culturels significatifs entre la jeune génération thaïlandaise et les générations plus anciennes. En effet, les Thaïlandais plus âgés se montrent davantage défenseurs des valeurs traditionnelles et de la vision ultra-royaliste. D'autre part, ces derniers craignent que les plus jeunes sacrifient la culture thaïlandaise pour la culture occidentale, car la Milk Tea Alliance remet en cause les fondements de l'identité thaïlandaise. Naturellement, ces derniers, pour la plupart, incarnent alors les principaux soutiens de la junte militaire et de la monarchie, car les anciennes générations ont grandi dans le culte du roi et la peur du crime de lèse-majesté, dans l'interdiction complète de critiquer le régime monarchique et surtout, dans l'impossibilité d'exprimer ses opinions plus ou moins librement. Par exemple, dans les années 1960, le régime du dictateur anticommuniste, Sarit Thanarat, interdit avec brutalité la lecture et la création de journaux et interdit la formation de partis politiques d'opposition. Préservée de la colonisation européenne au début du XX<sup>ème</sup> siècle, la Thaïlande est néanmoins marquée par une croissance économique importante dans les années 1970, par la paix aux frontières et par le développement des médias. Entre 1970 et 1990, le taux d'instruction augmente et permet au pays de se moderniser profondément. Cependant, l'instabilité politique règne et la tendance n'est pas au débat public. Dans le même temps, l'éducation traditionnelle perdure et les parents des activistes de la Milk Tea Alliance n'échappent pas à cette norme. Mais parmi eux, beaucoup sont contraints d'exprimer leur loyauté par peur des menaces. Dans un pays où la corruption est inscrite dans le paysage politique, il arrive régulièrement que certains soient payés afin de garantir des soutiens. Lors d'un entretien téléphonique avec Madame Eugénie Mérieau, spécialiste de la Thaïlande, en novembre 2020, je lui ai notamment posé quelques questions concernant l'identité des « chemises jaunes ». Militants ultraroyalistes et conservateurs, ces derniers représentant les classes aisées de Bangkok et s'opposent catégoriquement aux « chemises rouges », partisans de la démocratie et pour la plupart membres de la Milk Tea Alliance. Selon Eugénie Mérieau, la plupart des chemises jaunes sont des membres de l'armée et représentent alors l'ancienne génération. Ces derniers, selon elle, sont amenés parfois à exprimer leur loyauté de manière forcée et corrompue, comme quelques décennies auparavant. Bien que certaines méthodes n'aient pas changé, il est important alors de garder en-tête qu'une partie des personnes issues de l'ancienne génération n'apporte pas son soutien au roi et à la junte d'une manière entièrement consentante.

De plus, il est essentiel de relever un fait important : de plus en plus d'anciennes générations apportent leur soutien aux jeunes militants de la Milk Tea Alliance et certains sont même présents dans les rues, aux côtés de ces derniers. Malgré des disparités culturelles significatives, la compréhension entre les générations est possible lorsque les évolutions culturelles sont acceptées et comprises réciproquement.

Enfin, au-delà du conflit générationnel, la Milk Tea Alliance est caractérisée par un sentiment anti-Pékin particulièrement notoire. En effet, les critiques envers l'Empire du Milieu fusent parmi la

jeunesse, car leur soif de liberté ne concorde aucunement avec la soif de discipline du Parti communiste chinois. Si la Chine ne limite pas ses projets hégémoniques, les mouvements contre les intérêts chinois risquent d'être exponentiels, car ce sentiment anti-Pékin peut se transformer en sinophobie dans certains cas. En étant présente sur tous les fronts et en adoptant une attitude particulièrement ambiguë en termes de politique étrangère, la Chine a pris le risque d'être confrontée à un flot de critiques, mais a sans doute négligé le développement d'une défiance de taille de la part de la jeunesse asiatique hors de ses frontières. De plus, en négligeant son *softpower*<sup>12</sup>, la Chine perd des points auprès des jeunes. En effet, son image à l'échelle régionale et internationale est de plus en plus épineuse, car seuls ses coups de force et ses méthodes contestables sont médiatisés. Le dernier exemple en date est la montée du sentiment anti-chinois en Birmanie, pays pourtant considéré comme un allié. Confrontée à un coup d'état de son armée le 1<sup>er</sup> février 2021, la Birmanie est plongée dans le chaos depuis quelques semaines. En effet, après la chute du gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi, de très nombreux Birmans accusent la Chine d'avoir pris part en coulisse au coup d'état. Au-delà des appels aux boycotts des produits chinois, des dizaines d'usines du géant asiatique ont été brûlées à Rangoun, capitale économique de la Birmanie. La Chine est pourtant largement présente en Birmanie par ses investissements, son assistance militaire et surtout par ses déclarations symboliques dans lesquelles elle place la Birmanie au rang de « *pays au destin partagé avec la Chine* »<sup>13</sup>. Bien qu'elle nie toute implication dans ce putsch, la Chine reste amplement accusée par une population nourrie d'animosités envers Pékin. Ce sentiment général en Birmanie pourrait avoir de lourdes conséquences en Asie du Sud-Est et dans les pays impliqués au sein de la Milk Tea Alliance, car cette profonde hostilité envers la Chine est aisément partagée par de nombreuses populations avoisinantes. Dès lors, ce sentiment anti-Pékin grandissant a le mérite de faire réfléchir les autorités chinoises, car ces dernières sont conscientes qu'ils ne peuvent accomplir totalement et sereinement leurs projets si leur réputation est compromise auprès des jeunes générations engagées.

### ***1.3 Un mouvement supranational et décentralisé***

#### **1.3.1 Représentation d'une colère généralisée**

La Milk Tea Alliance est également l'expression d'une colère généralisée sur le continent asiatique. En effet, au-delà de dénoncer les prétentions chinoises à Hong-Kong, à Taïwan, au Xinjiang et au Tibet, celle-ci vise également à dénoncer une mainmise chinoise à l'extérieur de ses frontières sur les questions régionales. Cette dénonciation est fortement liée à son projet « *Belt and Road initiative* », soit son projet des Nouvelles Routes de la Soie. Dévoilé en 2013, ce projet pharamineux de constructions de nouvelles infrastructures ferroviaires et maritimes à travers toute l'Eurasie est délibérément la priorité de la politique étrangère de Xi Jinping, car il raisonne parfaitement avec la renaissance du « *rêve chinois* »<sup>14</sup>. Ce dernier souhaite, à travers cette initiative, assurer

---

<sup>12</sup> Capacité pour un Etat d'influencer les relations internationales sans utiliser la force, ce qui appartient au *hardpower*. Le *softpower* permet d'augmenter le prestige, le rayonnement et la réputation d'un Etat à travers son mode de vie, sa technologie, ses artistes, sa culture ou encore ses performances économiques

<sup>13</sup> Déclaration de Xi Jinping en déplacement en Birmanie en janvier 2020

<sup>14</sup> Rêve mis en avant par Xi Jinping en 2012 qui se base sur la réussite et le patriotisme, avec l'idée du retour de la Chine comme grande puissance au XXI<sup>ème</sup> siècle

l'approvisionnement en matières premières de son pays et assurer son rayonnement en proposant des projets de construction titanesques aux pays intéressés. Pour se faire, Xi Jinping renforce chaque jour un peu plus son pouvoir, car la Chine, selon lui, ne peut réaliser ses ambitions sans pouvoir central autoritaire. Par conséquent, ce projet engendre des flots de critiques de la part des activistes de la Milk Tea Alliance et de certains pays de la région comme au Japon. De plus, la Chine insiste sur les valeurs humaines et sociales dans un message proprement messianique qu'elle tente de diffuser aux pays concernés afin de les séduire, puis de les rassurer. Celle-ci promeut les bienfaits de la globalisation à ces pays, souvent plus pauvres et démunis en infrastructures, en leur assurant un développement économique concret. Bien qu'elle couvre, dans la plupart des cas, tous les frais de construction, la Chine fait en sorte de disposer le plus possible des fondations qu'elle élève une fois achevée, ce qui a le don de faire grincer des dents. L'exemple le plus parlant est l'exemple du Sri Lanka : Au-delà des critiques sur l'impact environnemental des projets sur « *l'île resplendissante* <sup>15</sup>», beaucoup se questionnent quant à l'utilité des immenses investissements chinois. Plus grave encore, le Sri Lanka s'est retrouvé piégé dans un cercle vicieux dans lequel il ne parvient pas à rembourser la dette que peuvent occasionner les projets chinois. Dès lors, ce petit pays insulaire se doit, après négociations avec le géant chinois, de louer certaines infrastructures – à l'instar du port d'Hambantota – pour des durées allant jusqu'à un siècle. Ce genre de scénario fait partie intégrante des plans de Pékin : dans un premier temps, la Chine s'implante dans un pays stratégique pour la satisfaction de ses intérêts – accès à un détroit par exemple – et ensuite, celle-ci fait en sorte d'instaurer un lien de dépendance par la dette accumulée de la construction d'infrastructures. Les activistes de la Milk Tea Alliance considèrent alors ces méthodes comme relevant de l'escroquerie et de la malhonnêteté. Ces derniers considèrent ce projet des Nouvelles Routes de la Soie comme une méthode de « *colonisation douce* », car en précarisant les pays qu'elle souhaite, la Chine a alors la possibilité de les mettre sous sa tutelle.

De son côté, l'Inde se montre de plus en plus hostile à la Chine et le fait grandement savoir. Depuis la guerre sino-indienne de 1962, les questions frontalières constituent une véritable source de conflits entre les deux pays les plus peuplés de la planète. La guerre génère des frontières subjectives qui n'ont jamais fait consensus et qui, aujourd'hui, engendrent de profonds désaccords. L'année 2020 est une année charnière sur cette question, car dans la nuit du 15 au 16 juin 2020 un affrontement physique entre soldats indiens et chinois dans la région frontalière du Ladakh a fait une vingtaine de morts. Pendant plusieurs décennies, l'opposition entre la Chine et l'Inde en Himalaya est silencieuse et se règle en coulisse par des discussions bilatérales discrètes. Cette accélération des tensions en 2020 est alors inédite, car jamais auparavant des pertes humaines ont été à déplorer dans l'histoire du conflit. Disposant tous les deux de l'arme nucléaire, l'action de l'Inde et de la Chine est surprenante et provoque l'incompréhension de la communauté internationale. Dans un article du *Washington Post*, l'éditorialiste indienne, Barkha Dutt, écrit le 16 juin 2020 que l'évènement est délibérément « *une agression menée en terre indienne par les Chinois* » et précise que l'ennemi de l'Inde n'est plus le Pakistan, ni le Cachemire, mais bien la Chine. Quelques jours plus tard, d'importantes manifestations anti-Pékin voient le jour dans plusieurs régions de l'Inde. Pourtant, certains journalistes estiment que les deux pays ne seraient pas forcément à l'origine de ce conflit meurtrier et qu'ils n'auraient pas forcément réussi à maîtriser une armée incontrôlable. Bien que cette hypothèse puisse être légitime

---

<sup>15</sup> Périphrase désignant le Sri Lanka

et que les deux pays aient achevé le désengagement de leurs troupes dans la région himalayenne en février 2021, le sentiment anti-chinois a largement gagné du terrain dans toutes les couches sociales indiennes.

De plus, depuis maintenant quelques années, New Delhi se rapproche diplomatiquement, économiquement et culturellement de Taipei, au détriment de Pékin. D'une part, les universitaires indiens s'intéressent de plus en plus à Taïwan en créant notamment des groupes de réflexions fortement relayés dans les médias nationaux. D'autre part, depuis quelque temps, le gouvernement de Narendra Modi montre des signes d'évolutions significatifs en ce qui concerne ses relations avec Taïwan. Cette transformation essentielle en termes de politique étrangère indienne n'est pas le fruit du hasard. En effet, Taïwan bénéficie d'une image plutôt « rassurante » pour beaucoup de pays d'Asie et du monde en raison de son excellente gestion de la crise du covid-19 sur son territoire, en raison de sa diplomatie bienveillante et en raison de la stabilité de son économie. Bien qu'elle soit exclue de nombreuses organisations internationales à cause la Chine, à l'instar de l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS), Taïwan inspire confiance dans une période où Pékin s'attire toujours plus d'ennemis. De son côté, le ministre des Affaires étrangères taïwanais, Joseph Wu, précise, en octobre 2020, que Taïwan souhaite également approfondir son amitié avec l'Inde en raison de sa « *Nouvelle Politique en direction du Sud* ». Dans ce contexte, plusieurs signes de rapprochement entre l'Inde et Taïwan peuvent être relevés : le 10 octobre 2020, à New Delhi, des affiches félicitant Taïwan pour sa 109<sup>ème</sup> fête nationale sont placées par le Parti de droite-nationaliste hindoue, le *Bharatiya Janata Party*. Malgré la propagande impulsée par Pékin en Inde de ne considérer qu'« *une seule et unique Chine* », ces dernières sont largement diffusées et partagées sur les réseaux sociaux. Quelques jours plus tard, des internautes indiens, partisans de la Milk Tea Alliance, postent une image fictive réunissant la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen et le Premier ministre indien, Narendra Modi autour d'un *bubble tea* taïwanais et d'un thé épicé indien (voir document 3, annexe). Devenu viral, ce post provoque la sympathie immédiate des activistes thaïlandais, hong-kongais mais surtout taïwanais. En réponse Taïwan remercie le peuple indien pour sa bienveillance et son soutien.

Bien qu'une alliance de fait entre l'Inde et Taïwan puisse se concrétiser à l'avenir, il reste important de noter que les deux belligérants souhaitent néanmoins ne pas trop provoquer la Chine pour le moment. De la sorte, ce désir de rapprochement reste assez discret. Cependant, l'hostilité populaire envers la Chine en Inde et à Taïwan est incontestable et est l'expression d'une colère qui doit être prise en compte par les gouvernants. Ainsi, un rapprochement stratégique et économique entre les deux pays peut facilement être imaginé à l'avenir, si la Chine continue à attiser l'animosité dans la région.

Enfin, d'une manière générale, l'engagement pacifique a inspiré et a donné du courage à de nombreux peuples qui, désormais, se soulèvent contre des faits qu'ils jugent injustes : nous pouvons citer les millions d'Indiens qui ont contesté la nouvelle loi discriminatoire à l'égard des musulmans en 2020, les milliers d'Indonésiens qui ont manifesté pour la défense de leurs libertés publiques en 2019 et le Mouvement Pachtounes (PTN), au Pakistan, qui s'est mobilisé en 2019 contre les disparitions forcées et la torture dans les Affaires judiciaires.

### 1.3.2 Une nouvelle forme de mouvement sans leader

L'un des aspects qui caractérise la décentralisation du mouvement de la Milk Tea Alliance est son absence de chef de file. Il n'existe aucun leader à proprement parler au sein de l'alliance et cela est mûrement réfléchi. En effet, ce choix a une importante signification : celle que tous les activistes, où qu'ils se trouvent, quels qu'ils soient, sont égaux. Tout le monde est mis sur un pied d'égalité, sans exception. Dès lors, les activistes montrent une désunion totale et volontaire avec le modèle autoritaire en vogue en Asie, caractérisé par la concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme. Mais surtout, un mouvement sans chef désigné est un mouvement plus difficile à réprimer pour les autorités nationales. En effet, il est facile pour un gouvernement de s'attaquer directement au leader en l'arrêtant, le stigmatisant ou en le tuant dans les scénarios les plus violents. Dans ces cas précis, le mouvement survit très difficilement et s'essouffle petit à petit.

Par ailleurs, cette caractéristique marque la naissance d'une nouvelle forme de mouvement social basé essentiellement sur le collectif. Nous avons pu remarquer l'émergence de ces mouvements en France avec le mouvement des Gilets Jaunes en 2018, mais également en Algérie en 2019 dans le cadre du *Hirak*<sup>16</sup>. La Milk Tea Alliance rejette, elle-aussi, toute tentative de récupération individuelle pour éviter la naissance d'un mythe qui occulterait les réelles revendications du mouvement. En outre, l'absence de leader officiel démontre que les activistes ne s'adressent pas seulement à une catégorie sociale ou nationale, mais ces derniers s'adressent à l'ensemble des citoyens du monde. Il existe, toutefois, d'importantes figures politiques régionales à l'instar de Joshua Wong à Hong-Kong, du réfugié politique à Taïwan, Lam Wing-kee, et de l'étudiant thaïlandais, Panupong Jadnok. Mais ces derniers refusent délibérément d'être considérés comme des « *leaders* » à proprement parler et respectent le célèbre dicton du philosophe chinois et fondateur du taoïsme, Lao Tzu : « *Un leader est meilleur lorsque les gens savent à peine qu'il existe* ». Pourtant, individuellement, chacun d'entre eux possède une aura qui rassemble et qui inspire de nombreuses personnes dans leur combat pour la démocratie. En conséquence et par la force des choses, des « *leaders non-officiels* » existent au sein de la Milk Tea Alliance. Par exemple, nous pouvons difficilement imaginer l'existence et la durabilité des manifestations à Hong-Kong sans l'engagement déterminé de Joshua Wong dès 2012. Naturellement, la Milk Tea Alliance n'est alors pas dénuée de protagonistes qui ont impulsé la mise en place du phénomène. Mais ceux-ci peuvent être également de simples internautes, noyés dans la masse, qui préfèrent agir dans l'ombre. Mathilde Larrère, historienne française, écrit que lorsque « *la Révolution est sortie de sa phase insurrectionnelle et qu'elle s'est installée en état révolutionnaire, elle a permis à des leaders d'émerger* ». Par ailleurs, selon le sociologue germano-italien, Roberto Michels, il existerait une formation automatique d'une « *élite politique et bureaucratique* » dans tous les mouvements sociaux, démocratiques ou non. Ainsi, nous pourrions émettre l'hypothèse qu'un leader, homme ou femme, pourrait émerger au sein de la Milk Tea Alliance si ces derniers changent de stratégie et estiment qu'il devient nécessaire d'utiliser des moyens coercitifs pour arriver à leurs fins.

---

<sup>16</sup> Désigne les manifestations populaires qui ont secoué l'Algérie en 2019. A l'origine, les manifestants réclamaient le départ des hauts dignitaires du régime, dont l'ancien président Abdelaziz Bouteflika et l'actuel président Abdelmadjid Tebboune.

Néanmoins, l'absence de leader officiel peut donner lieu à certains désavantages en termes de communication, d'organisation et de diffusion du mouvement. Il est vrai que la plupart des mouvements sans figure dirigeante dans l'Histoire n'ont guère duré. Seul le *Mouvement des Indignés espagnols* de 2011 incarne l'exception mais ce, au prix d'une organisation particulièrement ordonnée et efficace. Par exemple, ces derniers ont instauré un système de partage des tâches pour permettre un renouvellement constant des actifs du mouvement.

Avant toutes choses, les médias sont adeptes des « héros », aux messages messianiques, qui rappellent les récits chevaleresques du Moyen-Age dans lesquels le chevalier avait pour mission de rétablir la justice au sein du royaume. Cela dit, la médiatisation, étant une part importante de l'expansion des mouvements sociaux, la Milk Tea Alliance se voit alors être particulièrement desservie. En effet, celle-ci doit sa diffusion uniquement aux réseaux sociaux, car les grands médias publics, surtout occidentaux, n'ont relayé qu'à très peu d'occasions les événements sociaux en Thaïlande et à Hong-Kong en 2020. Cependant, les nouvelles générations sont désormais largement plus tournées vers les médias parallèles présents sur les réseaux sociaux et les plateformes de vidéos en ligne. À l'abri des regards, ces dernières organisent des mouvements de protestation spontanés et non-violents, via Facebook ou via des services de messageries cryptées comme Telegram, contre leurs gouvernements respectifs. Nous assistons alors à une décentralisation de la formation et de la communication des mouvements sociaux grâce à la technologie. Cette dernière permet l'absence de leader, car la stratégie se diffuse horizontalement.

Dans certains cas, des scissions peuvent voir le jour dans les mouvements sociaux sans chef de file, car nombreux sont les activistes à vouloir officialiser leur combat par le biais d'une candidature à des élections locales ou nationales. Dès lors, le collectif est occulté au profit des intérêts strictement personnels.

De surcroît, à mesure que la dynamique de ces manifestations évolue, il n'est pas rare qu'une minorité d'activistes adoptent, sans concertation avec la majorité, des comportements violents au cours de manifestations censées être pacifiques. L'absence de meneur peut exacerber les tensions, car il n'existe aucune personne à laquelle se référer en cas de danger. En effet, aucune personne officielle ne détient cette *auctoritas*<sup>17</sup> qui permettrait de contrôler les foules face à l'envie certaine d'affronter physiquement les autorités. Par conséquent, on dénombre des cas d'intenses violences au sein de certaines manifestations de la Milk Tea Alliance, notamment en novembre 2019, à Hong-Kong, lorsqu'un étudiant de 22 ans perd la vie au cours d'une manifestation, au cours de laquelle une minorité d'activistes ont adopté des comportements proches de la désobéissance civile. Ce triste épisode ravive les tensions entre les forces policières et les manifestants, s'accusant l'un et l'autre d'être à l'origine du décès. Heureusement, les pertes humaines restent des cas exceptionnels mais restent suffisantes pour soulever le débat de la durabilité d'un mouvement dénué de « *chef d'orchestre* ».

### **1.3.3 L'influence d'Hong-Kong sur les protestations asiatiques et internationales**

---

<sup>17</sup> Terme latin désignant, à l'origine, l'autorité morale de l'empereur romain en tant que *princeps*. L'*auctoritas* désigne des vertus exceptionnelles qui permettent à l'empereur d'accéder à une supériorité d'ordre morale.

Parmi tous les acteurs, étatiques ou non, concernés par la Milk Tea Alliance, Hong-Kong fait figure de référence en Asie dans l'histoire des mouvements sociaux et inspire de nombreux individus engagés contre les pouvoirs autocratiques. Eux-mêmes inspirés par leurs ancêtres spirituels de Tian'anmen, les activistes hong-kongais sont devenus un exemple à suivre pour les activistes internationaux avides de changement. En effet, ces derniers ont l'expérience d'un engagement collectif durable et maîtrisent l'organisation de manifestations rassemblant des centaines de milliers de personnes. En Thaïlande, au Nigéria, en Catalogne, aux Etats-Unis, en Indonésie ou encore en Biélorussie, tous, s'inspirent des techniques et méthodes de résistances hong-kongaises.

Premièrement, la Perle de l'Orient maîtrise parfaitement la conduite de rassemblement sans leader et est actuellement l'incarnation même de ces nouveaux types de mouvements sociaux. Lorsque ce sujet est traité dans les médias internationaux, Hong-Kong est automatiquement cité comme exemple de mouvement typiquement décentralisé et horizontal.

De plus, les protestations pacifiques d'Hong-Kong sont les premières à être nées essentiellement grâce aux réseaux sociaux et soulignent l'aspect déterminant de ces derniers dans l'organisation actuelle des soulèvements populaires. Par ailleurs, ces réseaux sociaux sont également d'une importance clef durant les rassemblements, car les activistes hong-kongais utilisent, par exemple, une carte virtuelle spéciale leur permettant de localiser les forces de police en direct. Fascinés par la puissance des réseaux sociaux à Hong-Kong, les étudiants indonésiens ont largement suivi l'exemple en septembre 2019 lorsque ceux-ci ont manifesté contre des projets de lois prévoyant une peine de six mois de prison pour les relations sexuelles hors mariage. Effectivement, les étudiants de l'archipel ont largement utilisé *Twitter*, *Instagram*, *WhatsApp* et le réseau social *Line* pour mettre en œuvre leurs contestations via la création de groupes virtuels de discussions.

D'autre part, les étudiants hong-kongais inspirent beaucoup par leurs techniques de défense et de protection collective. Leurs tactiques sont délibérément devenues des « *exemples à suivre* » et des « *connaissances de base* » pour tous groupes d'individus qui souhaiteraient débiter dans le domaine de la protestation politique. En Indonésie, les étudiants sont les premiers à traduire les vidéos et messages des activistes d'Hong-Kong afin de les relayer sur leur sol. Les militants d'Hong-Kong expliquent, par exemple, comment éviter les gaz lacrymogènes, comment perturber le trafic aérien, comment bloquer facilement les rues et les quartiers d'une ville, comment rester en sécurité sur les barricades ou encore comment éviter les contre-attaques policières. Lorsque la Cour suprême espagnole décide en octobre 2019 d'emprisonner neuf dirigeants séparatistes catalans, des milliers de personnes ont suivi la stratégie hong-kongaise en bloquant l'aéroport de Barcelone, à l'instar du blocage de l'aéroport international d'Hong-Kong par des activistes en août 2019. Par ailleurs, en Indonésie et en Thaïlande, les jeunes activistes ont adopté la technique hong-kongaise de se cacher le visage pour éviter à la peau de rentrer en contact avec des substances nocives utilisées par d'autres activistes ou par la police. Mais surtout, se couvrir le visage lors de manifestations à l'intérieur d'un régime autoritaire sert largement à garder l'anonymat et donc à préserver ses libertés et parfois, sa vie. À la manière de David contre Goliath, le parapluie, symbole éminent des protestations de 2014 à Hong-Kong, a également été repris au cours des manifestations thaïlandaises pour se protéger de la répression policière et pour ne pas être reconnu par les autorités.

Dans le même temps, la bouée canard jaune est devenu le nouveau symbole des manifestation à Bangkok de 2020 et le célèbre activiste hong-kongais, Joshua Wong, a relayé l'importance de ce signe de mobilisation dans un tweet de soutien aux manifestants Thaïlandais, le 18 novembre 2020, avant d'entamer son séjour en prison : « *Longue vie au canard en plastique* ». Par conséquent, les formes de créativité restent multiples pour permettre la mobilisation et ne se font pas uniquement à sens unique. Néanmoins, ce canard jaune peut trouver son origine à Hong-Kong. En effet, celui-ci flotte dans la baie d'Hong-Kong en 2013 dans le cadre d'un projet artistique du néerlandais Florentijn Hofman et fait l'objet d'une controverse à la suite d'un montage photo d'un internaute qui a remplacé les chars chinois de Tian'anmen par des canards. Suscitant la colère de Pékin, ce symbole est ainsi un moyen pour les étudiants Thaïlandais d'exprimer leur hostilité au régime autoritaire de Pékin, tout en faisant une référence à Hong-Kong via l'exposition de Florentijn Hofman de 2013.

En outre, la bravoure et la détermination des étudiants d'Hong-Kong à gagner le combat contre l'imperturbabilité de Pékin force le respect de milliers d'individus engagés et permet à ceux-ci d'y puiser leur force. Les manifestations à Hong-Kong en 2020 ont attiré des foules encore plus nombreuses dans les rues, ont suscité encore plus l'intérêt des médias internationaux et ont encore plus contribué à forger la légende révolutionnaire hong-kongaise.

## 2 Un adversaire commun : la Chine de Xi Jinping

---

### 2.1 *Les raisons du rejet de l'expansion chinoise en Asie du Sud-Est*

#### 2.1.1 Mépris de la démocratie occidentale et refus du « *Beijing consensus* »

Alors que la Chine a vu apparaître l'épidémie de covid-19 sur son sol fin 2019, celle-ci est actuellement au summum de sa puissance à l'échelle régionale et à l'échelle internationale. Humiliée au XIXème siècle par les désastreuses guerres de l'opium menées par les Européens, l'Empire du Milieu semble prendre, enfin, sa revanche sur son histoire. En tant que deuxième Puissance économique mondiale, la Chine est l'épicentre du dynamisme exponentiel de l'Asie depuis une quinzaine d'années. L'élection de Xi Jinping à la présidence de la République Populaire de Chine en 2013 marque un tournant dans la considération de la Chine dans les Relations internationales. Considéré comme le dirigeant chinois le plus puissant après Mao Zedong, Xi Jinping exerce le pouvoir d'une manière très personnelle et autocratique. Ambitieux, déterminé et conquérant, Pékin aspire néanmoins crainte, rancœur et exaspération à de nombreux peuples voisins. En effet, la Chine représente une menace existentielle pour l'autonomie, la sécurité et l'équilibre politique de son voisinage, car cette dernière semble prête à tout pour imposer ses vues dans la région.

Face à ces prétentions hégémoniques menaçantes, les activistes de la Milk Tea Alliance se retrouvent largement autour d'un consensus anti-Pékin. La politique chinoise de violation des Droits de l'Homme est explicite. Pour Xi Jinping, ces Droits sont considérés comme inappropriés et leur application considérée comme inconcevable sur le gigantesque territoire que représente la Chine. L'incarcération ou la disparition d'opposants politiques, l'arrestation de journalistes nationaux et étrangers, les actes de censures régulières, l'absence de liberté de la presse, le contrôle permanent des médias, la détention injustifiée de milliers de minorités à l'instar du peuple Ouïghours ou encore l'instauration d'un système de surveillance de masse, font partie du quotidien de la société chinoise. Bien que la Chine soit signataire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et ait même participé à son élaboration en 1948, son modèle politique est pourtant largement basé sur un étatisme autoritaire et expansionniste.

Cela dit, Pékin semble exécuter également cette même approche à l'extérieur de ses frontières en souhaitant diffuser à n'importe quel prix le modèle communiste chinois comme une alternative efficace au modèle libéral occidental. Souhaitant que son modèle devienne une norme internationale, la Chine occupe alors tous les domaines pour occuper rapidement la première place devant les puissances occidentales, que ce soit dans les domaines économiques, militaires, diplomatiques et scientifiques. Et cela fonctionne. Par-là, celle-ci souhaite appliquer ce que l'on appelle le « *Consensus de Pékin* »<sup>18</sup>. À l'opposé du modèle occidental du « *Consensus de Washington* », ce terme désigne la volonté de la République Populaire de Chine de diffuser son modèle de développement, à savoir un

---

<sup>18</sup> Idée émise en 2004 par Joshua Cooper Ramo, vice-président de *Kissinger Associates*, la société de conseil de l'ancien secrétaire d'État américain, Henry Kissinger.

système de Parti unique et de libre entreprise sans libertés publiques. En 2021, celle-ci est déjà à la conquête du continent africain et de l'Asie occidentale. Dès lors, les militants de l'alliance du thé au lait souhaitent réagir au plus vite contre l'expansion de ce modèle liberticide qui pourrait, dans un premier temps, faire capituler Hong-Kong, annexer Taïwan, assujettir les minorités du Xinjiang et le territoire du Tibet et dominer la mer de Chine méridionale.

Ainsi, pour les activistes, spécialement ceux de Taïwan et d'Hong-Kong, l'engagement est une question de survie et pas seulement un moyen d'exprimer leurs opinions. S'ils restent immobiles, leur identité nationale et leur identité individuelle sont en grand danger, car la vassalisation de leur territoire par la Chine peut être une perspective sérieuse à envisager à l'avenir. En 2021, ce pressentiment se fait déjà ressentir à l'égard de la liberté d'expression des Hong-kongais, car celle-ci est largement limitée depuis l'application de la loi sur la sécurité nationale. De ce fait, ces derniers sont conscients que la Chine ne respectera jamais les traditions libérales des pays où elle s'implantera et n'hésitera pas à détruire les démocraties au profit d'un régime sans séparation des pouvoirs. Enfin, l'inaction de la communauté internationale face aux désirs de domination régionale du pouvoir central chinois, convainc la Milk Tea Alliance de prendre les devants et de ne compter que sur leur engagement pour arriver à leurs fins. En effet, la Chine ne respecte que très rarement les devoirs joints aux traités dont elle est signataire, sans que cela suscite de vives contestations de la part des autres chefs d'état internationaux et des Organisations internationales. Par exemple, les exactions commises par cette dernière à l'intérieur et à l'extérieur de son territoire ne suscitent que de timides et hésitantes réactions de la part des gouvernements et ce, qu'à de très rares occasions.

L'idée du « *rêve chinois* » soutenue par Xi Jinping dès son arrivée au pouvoir est alors très loin de faire l'unanimité et est davantage appréhendé comme un « *cauchemar chinois* » pour de nombreux jeunes asiatiques.

### 2.1.2 Un softpower pas si soft

Adopté comme principe politique officiel en 2007, le *softpower* chinois, ou « *ruan shili* » (軟實力) mandarin, se veut global. Son objectif principal est d'améliorer l'image de la Chine à l'international, car la République Populaire n'inspire pas confiance, et de convaincre la communauté internationale de ses intentions bienveillantes. Depuis l'essor de la mondialisation, les paramètres qui fondent la Puissance ont largement évolué en raison de l'émergence de nouvelles puissances. La diplomatie du Panda<sup>19</sup>, chère à la Chine, est alors considérée comme de l'histoire ancienne. Fervente adhérente à la thèse moderne qu'une Puissance se doit de posséder à la fois le *hardpower* et le *softpower*, la Chine dépense, depuis la présidence de Hu Jintao<sup>20</sup>, des sommes astronomiques dans le cadre d'immenses opérations de séduction pour faire reconnaître son statut de grande Puissance. Par exemple, la Télévision centrale de Chine – plus couramment appelée « *CCTV* » – a reçu près de trois milliards de dollars en 2010 pour diffuser un discours favorable à la politique gouvernementale chinoise à l'étranger et ainsi instaurer un environnement médiatique amical envers la politique de Pékin. En outre, la reconstruction du Parlement du Cambodge et du Ministère des Affaires étrangères au

---

<sup>19</sup> Pratique très présente dans la Politique étrangère chinoise consistant à offrir des pandas géants en cadeau afin de sceller des relations bienveillantes avec un pays étranger

<sup>20</sup> Prédécesseur de Xi Jinping, Hu Jintao est président de la République Populaire de Chine de 2003 jusqu'à 2013

Mozambique, l'ouverture des Instituts Confucius<sup>21</sup>, les Jeux olympiques de Pékin en 2008, l'Exposition universelle de Shanghai en 2010 ou encore la participation de la Chine aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, sont autant d'autres exemples de la stratégie chinoise de mettre en place un environnement favorable à sa cause. De plus, Pékin est pleinement consciente qu'elle ne peut assouvir ses ambitions économiques et politiques si elle n'instaure pas, dans le même temps, un imaginaire attrayant à sa gloire dans l'inconscient collectif. C'est ainsi que sa souveraineté atteindra son zénith, et elle le sait.

Au premier abord, la stratégie chinoise peut sembler porter ses fruits. Le pays est, par exemple, le deuxième marché cinématographique dans le monde après les Etats-Unis en 2019, ce qui lui garantit un rayonnement assez conséquent dans le domaine culturel. D'autre part, la langue chinoise est de plus en plus étudiée dans les écoles occidentales et sur le continent africain. Chaque année, la Chine reçoit des milliers d'étudiants internationaux au sein de ces universités prestigieuses, ce qui lui permet d'améliorer son image auprès des jeunes générations qu'elle reçoit sur son territoire. Par ailleurs, la Chine bénéficie d'une histoire très riche qui fascine et qui séduit des milliers d'individus adeptes de sinologie à travers le monde.

Cependant, tous ces efforts ne semblent nullement dégager un quelconque consensus à l'échelle mondiale et sont très loin de rassurer les jeunes activistes de la Milk Tea Alliance. En effet, la nature autoritaire du régime de Xi Jinping est avérée et ne permet, en aucun, d'établir un lien de confiance avec de jeunes générations en soif de libertés. Le message humain et pacifique véhiculé par les autorités chinoises à travers le monde est très peu crédible pour des individus pleinement conscients des exactions commises par les hauts dignitaires du pays. Les incohérences du message véhiculé par Pékin se remarquent immédiatement sur les réseaux sociaux selon les activistes prodémocratie. En effet, les activistes de la Milk Tea Alliance font face à l'agressivité de certains internautes chinois, souvent utilisés par le gouvernement chinois pour influencer l'opinion publique en faveur de leur gouvernement. Appelés « *Little Pink* » ou « *50 Cent Party* », ces derniers sont d'une virulence sans égale lorsqu'il s'agit d'attaquer toute personne soupçonnée d'adopter un comportement anti-Pékin ou pro-occidental. Naturellement, les activistes de Taipei, Hong-Kong et Bangkok sont les premières cibles de cette nouvelle forme de cyberharcèlement.

Bien qu'elle soit la deuxième Puissance économique mondiale et qu'elle puisse symboliser un modèle de réussite, la Chine est délibérément un repoussoir pour ces jeunes engagés. De la même manière, tous sont au courant des méthodes frauduleuses de la Chine en Afrique qui mènent certains pays, comme le Kenya, au bord du gouffre de la dette. De là, aucun d'entre eux n'est naïf quant aux réelles intentions impérialistes de la Chine, masquées par des discours humanistes. Au-delà de représenter un simple repoussoir, certains jeunes d'Hong-Kong ou de Taïwan – par exemple – ont même développé ce que l'on pourrait qualifier de « *sinophobie* ». Ce terme qui désigne, avant tout, une pensée extrémiste contre la Chine, symbolise également et surtout le rejet significatif du modèle de développement proposé par l'Empire du Milieu. Ce sentiment s'est notamment fortement développé à la suite de l'épidémie du covid-19 qui a suscité des dizaines de théories et de spéculations accablant la Chine.

---

<sup>21</sup> Instituts de langues, créé au milieu des années 2000, où l'on apprend la langue chinoise. En 2017, 516 Instituts Confucius sont répartis à travers 142 pays.

En Asie du Sud-Est, le *softpower* chinois est aussi largement décrié et peu populaire auprès des jeunes générations en raison des prétentions de Pékin en mer de Chine méridionale. La pénétration territoriale de la Chine dans la région, dans le cadre de son projet des Nouvelles Routes de la Soie, suscite des vagues de critiques de la part des populations concernées. Par exemple, la Chine a largement joué de la rivalité qui caractérise les relations entre le Laos et le Vietnam pour, dans un premier temps, se poser en tant qu’allié du Laos et dans un deuxième temps, procéder à la vassalisation de ce petit pays enclavé. Pivot géostratégique, le Laos représente désormais la clef de voûte du corridor Chine-Indochine de la *Belt and Road Initiative* et ce, sans qu’il ait maîtrisé quoi que ce soit.

Par ailleurs, férus de pop culture sud-coréenne, les jeunes du Sud-Est asiatique sont éminemment plus sensibles à la « liberté » véhiculée par la culture artistique coréenne<sup>22</sup> que par le *softpower* chinois aux connotations rigides et autoritaires. Dès lors, la musique coréenne, aussi appelée « *K-Pop* », peut être particulièrement présente lors des *flash mobs* organisées par les étudiants thaïlandais à l’occasion des manifestations anti-junte, car cette culture, contrairement au *ruan shili*, leur permet de véritablement de s’exprimer.

Ainsi, le *softpower* de la Chine possède d’importantes fragilités qui compromettent sérieusement l’élaboration de liens de confiance entre elle et le reste du monde et entre elle et ses plus proches voisins.

### **2.1.3 Une forte influence sur les élites politiques locales**

La présence de la Chine à l’intérieur de certains gouvernements étrangers est également une réalité condamnée par les jeunes militants de l’alliance du thé au lait.

Depuis le coup d’état de 2014 et le contrôle politique de la junte, la Thaïlande contribue à la diffusion du modèle chinois en Asie du Sud-Est. Pékin assure, de son côté, une présence massive à l’ambassade de Chine à Bangkok et permet alors à cette dernière d’exercer une influence certaine sur ses élites politiques. Par conséquent, la Chine n’hésite pas à s’imprégner du paysage politique thaïlandais pour y diffuser une propagande à son avantage, dissimulée à travers des déclarations d’amitié et de solidarité. Sasiwan Chingchit, analyste politique thaïlandaise a admis que « *Le basculement vers Pékin sous cette junte est clair, rien qu’à voir les avantages accordés à la Chine dans le projet de train à grande vitesse ou dans les achats d’armement* » comme les sous-marins chinois, largement jugés inutiles et dispendieux par l’opinion publique. Par conséquent, les étudiants thaïlandais savent que le processus de re-démocratisation de la Thaïlande est éminemment compromis si la Chine continue à s’immiscer au cœur des Affaires de leur Etat. Cela étant, l’application des recommandations chinoises par Bangkok est visible dans de nombreux domaines. Par exemple, en 2015, 109 Ouïghours ont été expulsés du territoire thaïlandais en direction de la Chine. Enfin, les nombreux politiciens thaïlandais d’origine chinoise – comme l’ancien Premier ministre, Thaksin Shinawatra – et les nombreux rituels chinois – à l’instar du culte des ancêtres – adoptés par la monarchie ne facilitent aucunement le détachement du pays de l’Eléphant Blanc à l’Empire du Milieu.

---

<sup>22</sup> Phénomène de diffusion internationale de la culture coréenne depuis les années 1990, autrement appelé « *Hallyu* ». Cela concerne la musique, le cinéma, la langue, la nourriture, le tourisme, la mode et les traditions coréennes.

Région administrative spéciale de la Chine à l'origine, Hong-Kong se transforme petit à petit en une région à la merci de Pékin. Souhaitant qu'Hong-Kong redevienne pleinement chinoise dans son identité, les élites politiques de la République Populaire de Chine mettent tout en œuvre pour envahir la presque île d'une manière « douce ». Pourtant, celle-ci ne représente que la huitième ville du pays en termes de superficie. Donc de manière pragmatique, Hong-Kong est loin d'être indispensable pour le géant chinois, elle représente « seulement » un véritable combat symbolique pour le pouvoir central. Convertir l'ancienne colonie britannique capitaliste au modèle autoritaire chinois serait une victoire hautement prestigieuse pour Xi Jinping. En effet, ces derniers multiplient les discours dans lesquels ils préconisent des méthodes d'asservissement adressées à Hong-Kong. Pourtant, la *Basic Law*<sup>23</sup> stipule clairement que seuls les Hong-kongais peuvent gouverner ce territoire. Par exemple, en janvier 2021, Xi Jinping est le premier à dire que « *seuls des patriotes peuvent gouverner Hong-Kong* », ce qui signifie qu'il souhaite éliminer tout opposant au Parti communiste chinois au sein du gouvernement local. L'objectif de la Chine est donc d'assurer la prééminence de son pouvoir au sein d'un territoire qui, pourtant, jouit d'une certaine autonomie au regard du Droit. Selon certains médias hong-kongais, Pékin semble vouloir actuellement réformer les procédures électorales du chef de l'exécutif de la ville en augmentant, notamment, la composition du comité électoral qui sert à élire ce dernier. Le nombre de voix passerait de 1200 à 1500 voix, ce qui permettrait aux partisans du pouvoir central d'être largement plus représentés et d'être en supériorité numérique face aux députés prodémocratie hong-kongais. De plus, les conseillers de district, pour la grande majorité partisans de l'autonomie politique d'Hong-Kong, n'auraient plus la possibilité de participer à cette élection. Enfin, certains électeurs, soigneusement sélectionnés par Pékin, auraient le privilège de pouvoir voter plusieurs fois. Ainsi, nous assistons concrètement à une mise sous tutelle de la démocratie hong-kongaise par le gouvernement de Xi Jinping afin de reprendre, petit à petit, les rênes du « port parfumé ». D'après Pékin, la métropole financière fait tout simplement partie de son territoire et n'a pas à bénéficier de quelconques privilèges, particulièrement assimilés à la culture démocratique occidentale.

Du côté de la classe politique taïwanaise, la Chine fait face à d'importantes résistances. Les politiques taïwanaises restent fermes quant à la volonté de maintenir coûte que coûte l'indépendance du pays, mais ne vont jamais franchir la limite de provoquer le gouvernement chinois. Dans le même temps, bien que Taïwan soit dirigée par Tsai Ing-wen, fervente militante indépendantiste, celle-ci se garde bien de proclamer l'indépendance de son territoire par crainte des représailles du Parti communiste. En effet, la région de Taïwan reste dans le centre de gravité de Pékin et le pouvoir central chinois n'est aucunement prêt à faire quelconques concessions politiques pour mettre fin à l'isolement diplomatique dont souffre Formose depuis l'élan de reconnaissance de la République Populaire de Chine par la majorité de la scène internationale à partir des années 1970. Peuplé d'environ 23 millions d'habitants, l'île de Taïwan est considérée comme une province pour la Chine continentale et n'est même pas reconnue comme un Etat indépendant par les Nations unies. En 2019, le président chinois a même imaginé la possibilité d'appliquer à Taïwan le célèbre principe « *d'un pays, deux systèmes* » d'Hong-Kong, au grand damne de la population taïwanaise. Depuis la loi sur la Sécurité nationale à

---

<sup>23</sup> Constitution d'Hong-Kong, adoptée en 1990 et appliquée à partir de 1997 lors de la rétrocession d'Hong-Kong à la Chine.

Hong-Kong du 30 juin 2020, les activistes taïwanais semblent plus inquiets que jamais de connaître le même destin que leurs amis hong-kongais.

Par ailleurs, l'imbrication croissante de son économie à celle de la Chine ne lui permet pas de se poser explicitement contre sa politique autoritaire. Très vite, la République de Chine a compris que le respect de son autonomie par la Chine repose sur le maintien de bonnes relations avec celle-ci. Cela dit, ce respect est partiel et très fragile compte tenu des prétentions hégémoniques du Continent qui visent l'île. De plus, consciente des volontés d'annexion de la Chine, celle-ci doit à tout prix éviter le conflit armé sur son sol en se trouvant des alliés dans la région, à l'instar de l'Inde. Dans ce domaine, Pékin fait tout pour étouffer Taipei, notamment en incitant par la force les derniers pays qui ne se sont pas prononcés à reconnaître la République Populaire de Chine, aux dépens de la République de Chine. Par exemple, le 17 septembre 2019, les îles Salomon reconnaissent diplomatiquement la Chine de Xi Jinping, après d'importantes pressions. Enfin, il n'est pas rare que la Chine engage certains hauts gradés de son régime pour corrompre des élites taïwanaises dans le cadre de missions d'espionnage. Offrant argent, excursions gratuites et cadeaux en tout genre, la Chine a réussi à séduire quatre anciens officiers taïwanais spécialisés dans le renseignement en 2012 jusqu'à leur inculpation en 2021.

## ***2.2 Paradoxe de Hong-Kong vassalisée par la Chine ou Chine défiée par Hong-Kong ?***

### **2.2.1 La fin de la formule « un pays, deux systèmes » pour Hong-Kong ?**

Formulée en 1983 par Deng Xiaoping en 1983 dans le cadre du projet de rétrocession d'Hong-Kong à la Chine, la doctrine « *d'un pays, deux systèmes* », aussi appelée *yi guo liang zhi* (一国两制) en chinois mandarin, ne semble plus trouver de partisans de part et d'autre du territoire chinois. Conséquence directe des effets de la colonisation occidentale du XVIIIème siècle en Asie, cette formule est désormais décriée par une grande partie de la population de la presque île et nombreux sont ceux qui demandent sa suppression définitive. D'un côté, la Chine rêve que l'ancienne colonie britannique rentre définitivement dans l'orbite communiste. D'un autre côté, Hong-Kong, qui ne s'est jamais réellement sentie « chinoise », souhaite désormais se détacher le plus possible de l'Empire du Milieu en raison de l'impossibilité de trouver un arrangement politique avec Pékin depuis près d'une décennie.

En 2021, beaucoup d'activistes hong-kongais ont le moral en berne, car ils se voient être fortement affaiblis par la Chine de Xi Jinping après des années de résistance acharnée. Depuis juin 2019, les manifestations à Hong-Kong ont pris une tout autre ampleur à la suite de la loi d'extradition qui prévoit de renvoyer les citoyens chinois en Chine en cas de non-respect de la loi à Hong-Kong. Depuis la révolte des Taiping de 1850 jusqu'à aujourd'hui, Hong-Kong représente une terre d'immigration pour les Chinois continentaux en quête de refuge et de libertés. Cette loi d'extradition n'est alors pas le fruit du hasard et sert explicitement de signal d'alarme pour toute la population hong-kongaise qui pourrait prochainement subir le même sort dans un futur proche.

En mai 2020, un projet controversé est adopté par le Parlement chinois et doit « *empêcher, stopper et réprimer toute action qui menace gravement la sécurité nationale à Hong-Kong, comme le séparatisme, la subversion, la préparation ou la commission d'activités terroristes, ainsi que les activités de forces étrangères qui constituent une ingérence dans les affaires* ». Mettant fin au principe « d'un pays, deux systèmes » dont jouit Hong-Kong depuis 1997, cette décision provoque un nouveau traumatisme pour ses habitants et provoque la reprise des manifestations, au ralenti depuis l'épidémie de covid-19. Puis, le 30 juin 2020, la promulgation de la loi sur la sécurité nationale qui donne les pleins pouvoirs à la justice chinoise pour juger les crimes les plus graves et qui rend désormais illégal le soutien à l'indépendance de Hong-Kong, de Taïwan, du Tibet et de la région du Xinjiang provoque une peur généralisée dans l'ancienne colonie britannique. Profitant de l'épidémie de covid-19 pour mettre à genoux cette enclave trop attachée à son autonomie, Pékin instaure un contrôle inédit des libertés qui annonce un horizon démocratique peu garanti et très fragile. En réponse, les activistes hong-kongais sont descendus dans les rues avec des pancartes blanches, dénuées de toutes inscriptions, pour continuer la protestation tout en évitant d'être arrêtés par la police. Mais en vain.

La crainte s'est ainsi propagée et de nombreux activistes ont effacé toutes traces de leur engagement sur les réseaux sociaux à l'Été 2020.

La crainte de la mise en place délibérée d'un Etat policier tétanise une bonne partie de la population de la métropole depuis la loi sur la Sécurité nationale. L'avenir de la ville s'assombrit petit à petit et les protestations se font plus discrètes qu'auparavant. Effectivement, par le biais de cette nouvelle loi liberticide, les différents slogans de protestation que les militants avaient l'habitude de scander peuvent être retrouvés beaucoup plus facilement et punis plus sévèrement par les autorités.

Dirigée par la politicienne pro-Pékin, Carrie Lam, Hong-Kong ne semble délibérément pas se diriger vers la très large autonomie dont elle devait jouir jusqu'en 2047. La cheffe de l'exécutif d'Hong-Kong est en effet la première à envisager d'appliquer sévèrement les méthodes oppressives dictées par Pékin contre les manifestants et représente, également, un obstacle de taille pour une redémocratisation de la ville par la suite. Le rapport de force est ainsi plus qu'inégal entre des activistes munis de parapluies pour contrer l'oppression chinoise et la police, armée jusqu'aux dents et protégée par Pékin. Par conséquent, le sentiment de vouloir tout abandonner a inévitablement traversé l'esprit de nombreux jeunes militants engagés depuis des mois et sacrifiant leurs études et une partie de leur avenir pour obtenir justice. Mais bien que le moral ne soit pas au beau fixe et que le pessimisme gagne du terrain, des sondages menés par *l'Organisation des manifestants hong-kongais* en mai 2020 attestent que la persévérance dans le combat a encore de l'avenir. En effet, sur plus de 370 000 personnes interrogées, 80% d'entre elles se disent prêtes à se sacrifier pour la survie de leur autonomie politique. Ainsi, la résistance est toujours à l'ordre du jour mais doit dorénavant s'organiser différemment si celle-ci souhaite éviter la censure et la répression déterminée de Pékin.

Les activistes hong-kongais de la Milk Tea Alliance savent pertinemment que leur plus grande force réside dans leur cohésion collective. Quand bien même la colère, la frustration et la rancœur envers le Parti communiste chinois atteignent actuellement leur paroxysme, il existe un sentiment « national » très fort à Hong-Kong qui noue ces habitants dans la volonté de construire un futur ensemble. En effet, un sondage mené par l'Université de Hong-Kong en mai 2019 montre que seuls 11 % des résidents de la ville d'Hong Kong se considéreraient comme chinois. Ce chiffre, très faible,

atteste l'échec cuisant du principe « d'un pays, deux systèmes » en vigueur depuis près de 25 ans, car il s'est révélé désavantageux pour cette « région d'administration spéciale ». Désormais, les scénarios possibles sont restreints : soit la Chine oblige cette population récalcitrante à s'intégrer à son modèle par la force – comme elle le fait actuellement –, soit les Hong-Kongais gagnent la bataille contre Pékin et conservent leur identité.

Dans le même temps, le recul inédit des libertés depuis juin 2020 accélère la formation de projets indépendantistes qui séduiraient près de 64% de la population hong-kongaise, encore selon le sondage mené par l'Organisation des manifestants en mai 2020. Le sentiment anti-Pékin, nourri par un sentiment de vulnérabilité et d'exaspération générale, est actuellement à son apogée, car celui-ci toucherait une écrasante majorité de la population, selon ces observations.

### **2.2.2 Une dénonciation de la Chine de plus en plus violente**

En 2019, la résistance des activistes hong-kongais se traduit par une dénonciation violente des méthodes d'oppression utilisées par la Chine. Cet essor de la violence urbaine tranche avec l'atmosphère d'ordinaire si organisée de cette importante place financière. Avant la loi sur la sécurité nationale de juin 2020, les militants n'hésitaient pas à piétiner le drapeau chinois, à huer la *Marche des Volontaires*<sup>24</sup> dans les stades ou encore à siffler le nom de hauts dignitaires du Parti communiste lors des grandes manifestations. En outre, les ripostes sanglantes des forces de l'ordre ont régulièrement engendré des blessés graves du côté des militants et ce, notamment en 2019. Par exemple, le 1<sup>er</sup> octobre, les activistes prodémocratie ont organisé un gigantesque rassemblement qui s'est transformé en une véritable zone de guerre entre les forces de l'ordre et les manifestants, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la Chine communiste. À cette occasion, les étudiants hong-kongais ont jeté des œufs sur des portraits de Xi Jinping, ont piétiné des grandes affiches célébrant l'anniversaire du régime, ont allumé des incendies sur l'île d'Hong-Kong et ont assiégé certains quartiers de la métropole. La réponse de la police fut sanglante. D'un côté, les grenades lacrymogènes et les tirs à balles réelles sont devenus les méthodes de dispersion les plus utilisées par les forces de l'ordre hong-kongaises. De l'autre côté, les cocktails Molotov ont remplacé les célèbres parapluies, symboles du pacifisme et de l'espoir qui animaient les manifestants en 2014.

En 2019, nous assistons alors à une escalade de violence qui est inscrite dans un cercle vicieux. En effet, la colère se cristallise autour des exactions policières, et de l'autre, la haine des manifestants monte du côté des fonctionnaires de police. Ces derniers utilisent la force pour dissuader les individus de manifester mais ils ne font qu'accentuer la révolte. Certains individus ont même rejoint les rangs des manifestations parce que les forces de l'ordre ont blessé gravement un de leur camarade, et plus seulement contre le projet de loi d'extradition de juin 2019. Considérés comme des « cafards » et des « émeutiers », les manifestants deviennent les bêtes noires de nombreux policiers qui n'hésitent pas à ne plus suivre les enseignements auxquels ils avaient auparavant prêté serment. En effet, plusieurs témoignages d'anciens membres des forces de police hong-kongaises font état d'une haine alimentée contre les manifestants par les hauts gradés pour inciter les équipes d'intervention à ne ressentir aucune empathie face aux étudiants désarmés. Tout est fait pour déshumaniser le camp adverse. En réponse, les jeunes engagés peinent également à humaniser les forces de l'ordre. À chaque

---

<sup>24</sup> Hymne national de la République Populaire de Chine

rassemblement, les policiers subissent un flot d'insultes comme celles « d'assassins » ou encore de « violeurs », qui font écho à différentes accusations de crimes colportées par les militants contre eux. Considérés comme des « oppresseurs », les manifestants, de leur côté, ont perdu toute confiance en la protection de la police qui agit en toute impunité. Celle-ci représente la seule barrière qui les sépare du gouvernement d'Hong-Kong et du gouvernement central de Pékin. Dès lors, le dialogue est délibérément rompu entre les deux camps. Au regard de la tournure des événements, chacun sait qu'un des deux, un jour, disparaîtra. Cet échelon de violence s'expliquerait alors également par le degré de détresse psychique ressenti par les être-humains impliqués dans ce conflit. Néanmoins, les manifestants font en sorte d'éviter au maximum de rentrer en conflit avec les forces de police en suivant la méthode « *be water* ». Cette méthode consiste à se déplacer en permanence dans la ville – comme de l'eau – afin d'éviter toute confrontation avec les gardiens de la sécurité pour éviter les blessés mais surtout, les arrestations. En effet, un manifestant considéré comme violent peut écoper jusqu'à dix ans de prison.

Ces images de désordre et d'insultes à l'égard du régime ont été une véritable humiliation pour Pékin qui a vu son pouvoir être complètement bafoué et son autorité être défiée. Dès lors, la réponse particulièrement sévère de Pékin en juin 2020 peut « s'expliquer » par l'hostilité exprimée et assumée par une partie de la jeunesse Hong-kongaise envers la République Populaire de Chine depuis 2019.

Toujours en 2019, les jeunes étudiants accaparaient les universités les plus prestigieuses de la ville, dont l'Université polytechnique, pour organiser la lutte armée contre le projet de loi d'extradition des suspects hong-kongais en Chine continentale. Certains campus se sont transformés en véritable lieu de formation de nouveaux types de « soldats », au grand damne du gouvernement hong-kongais. Sur place, ils apprennent à fabriquer et à lancer des cocktails Molotov, à fabriquer des arcs, à protéger leurs bras et leurs jambes contre les effets irritants des gaz lacrymogènes, à utiliser des lasers pour aveugler la police, à organiser les barricades pour se protéger ou encore à organiser des blocages pour épuiser les forces de l'ordre. La désobéissance civile devient alors une règle de base, malgré les risques importants de répression. Fait surprenant, de nombreux employés d'affaires du quartier chic de *Central* ont rejoint les manifestants dans leur cortège entre 2019 et 2020, ce qui a profondément dérangé Pékin, car Hong-Kong reste un pion essentiel dans l'économie chinoise.

Dans le même temps, une solidarité sans faille est visible entre tous les participants des manifestations. Par exemple, beaucoup assistent aux audiences du tribunal pour soutenir leurs collègues jugés en raison de leur protestation. Nombreux sont ceux qui rendent, encore aujourd'hui, visite à leurs amis incarcérés ou qui écrivent aux manifestants en détention. Par ailleurs, les parapluies, les bouteilles d'eau, les lunettes de protections sont distribués gratuitement par des associations étudiantes présentes lors des rassemblements. Il y a également en permanence des activistes qui laissent de l'argent au-dessus des machines qui vendent les tickets de métro pour permettre à un maximum de personnes de rejoindre gratuitement les lieux de rassemblement. La solidarité unique entretenue au cours de ces manifestations est assurément le clef de la durabilité de ce combat pour la démocratie qui le rend singulier.

Personne ne voit d'issues à ce conflit. Auparavant ouverts au dialogue, les activistes hong-kongais de la Milk Tea Alliance semblent aujourd'hui déboussolés devant des autorités communistes qui font la sourde oreille depuis des années. Ignorés, affaiblis et pire encore, opprimés, ces derniers sont, malgré

eux, obligés d'employer des moyens belliqueux pour sauver leur avenir. Une spirale de la violence semble avoir été lancée, engendrant décès, blessés, traumatismes et frustrations en tout genre. Reste à savoir comment, quand et qui mettra fin à ce scénario qui bouleverse l'équilibre de la région semi-autonome. Le scénario le plus redouté par les manifestants reste, sans surprise, l'envoi de l'armée sur place par Xi Jinping.

### **2.2.3 Les activistes devenus emblèmes de la lutte contre le pouvoir communiste chinois : l'exemple de Joshua Wong, de Nathan Law et d'Agnes Chow**

Bien que la Milk Tea Alliance refuse l'idée d'être dirigée par un « chef », les différentes mobilisations prodémocratie à Hong-Kong ont permis l'émergence d'une nouvelle génération de leaders politiques qui ont su sensibiliser la région et le monde à leur combat. Bravant tous les risques d'incarcération, ces jeunes hommes et femmes sont devenus le symbole de la révolte anti-Pékin et sont considérés comme les premiers porte-paroles de la Milk Tea Alliance. De plus, ces derniers représentent les bêtes noires de la République Populaire de Chine, car leur détermination est sans faille. Dans cette perspective, nous allons étudier le profil de trois personnages clefs des révoltes hong-kongaises, sans qui, la mobilisation de masse aurait peut-être été de l'ordre de l'utopie.

Le premier d'entre eux est certainement Joshua Wong. Né le 13 octobre 1996 à Hong-Kong, Joshua Wong tombe dans le militantisme à l'âge de 14 ans. Nommé pour le Prix Nobel de la Paix et considéré comme l'une des personnalités les plus influentes de la planète en 2018 par le *Time*, celui-ci est délibérément devenu LE symbole du combat pour la démocratie et LE visage de l'opposition hong-kongaise. En 2011, à seulement 14 ans, il fonde le Parti étudiant *Scholarism* avec ses amis du « *Christian College* » et s'oppose fermement au programme « d'éducation morale et nationale » planifié par Pékin pour les établissements scolaires de la région autonome. Considéré comme un groupe extrémiste par le pouvoir central, *Scholarism* multiplie les rassemblements devant le siège du gouvernement d'Hong-Kong, organise une grève de la faim contre les réformes prévues de l'Education nationale, lutte pour le suffrage universel pour les élections de 2017, multiplie les campagnes de sensibilisation au boycott et enfin, est à l'origine de l'un des plus importants mouvements contre le pouvoir en place : la Révolution des parapluies. À cette occasion, c'est la première fois que l'on entend parler de Wong sur le plan international grâce à une couverture médiatique remarquable pour l'évènement. Joshua Wong bouscule l'exécutif en partant en croisade contre ce qu'il appelle « *l'endoctrinement politique* » de Xi Jinping. En 2012, son engagement et sa popularité sont tels que le chef de l'exécutif hong-kongais, Leung Chun-ying (2012-2017) fait marche arrière concernant le programme « d'éducation morale et nationale » devant l'engouement collectif provoqué par le collégien. Co-fondateur du mouvement offensif *Demosistō*<sup>25</sup> après la dissolution de *Scholarism* en 2016, Joshua Wong défend avec conviction l'auto-détermination et l'autonomie de sa ville de cœur et de naissance. Par conséquent, Joshua Wong représente un adversaire de taille au pouvoir de Xi Jinping. À maintes reprises, la Chine a essayé de décrédibiliser l'action du jeune adolescent en le faisant accuser d'espionnage ou encore de collaboration avec la CIA. Mais surtout, ses premières cibles ont récemment réussi à condamner Joshua Wong à des peines de prison significatives qui marquent un tournant dans la vie du jeune homme. Habitué aux incarcérations de

---

<sup>25</sup>Dérivé du mot grec « *demos* » et du mot latin « *sisto* », *Demosistō* signifie « *défendre la démocratie* », ou « *défendre le peuple* ».

courte durée, comme en 2017 et 2019 – environ deux mois –, les récents jugements de 2020 et 2021 ont eu un impact déterminant dans la dynamique du militantisme hong-kongais, car la population vient de perdre, pour un long moment, son principal bouclier. En effet, condamné à treize mois de prison fin 2020, condamné à quatre mois de prison en avril 2021 principalement pour organisation d'un rassemblement interdit en juin et octobre 2019, et de nouveau condamné le 6 mai 2021 pour treize mois de prison, l'activiste purge actuellement une peine de trente mois de prison.

De son côté, ancien président de *Demosistō*, leader étudiant de la Révolution des parapluies avec son ami Joshua Wong et secrétaire général de la *Fédération des étudiants de Hong-Kong* (HKFS), Nathan Law est également l'une des figures emblématiques du combat pour le maintien des libertés d'Hong-Kong. Né le 13 juillet 1993 à Shenzhen, il participe aux boycotts et aux manifestations d'*Occupy*<sup>26</sup> impulsés par *Scholarism* en 2014 contre les réformes électorales de Pékin. En 2016, celui-ci devient le plus jeune député dans l'histoire d'Hong-Kong à l'âge de 23 ans élu au conseil législatif. Dans la foulée de la loi sur la Sécurité nationale imposée par la Chine, son Parti politique, *Demosistō*, est dissous et Law décide de s'exiler à Londres en juillet 2020. N'ayant plus désormais la possibilité de plaider sa cause à Hong-Kong en raison de sérieuses menaces d'emprisonnement de la part de Pékin, ce dernier continue le combat avec précaution depuis l'Europe. Condamné en 2017 à huit mois de prison en ferme pour son implication centrale dans le mouvement des parapluies de 2014<sup>27</sup>, celui-ci est alors un habitué de la stigmatisation alimentée par le pouvoir local et national contre les activistes prodémocratie. Depuis l'Europe, Nathan Law envoie des messages de soutien à son peuple et tente de faire perdurer la lutte tant bien que mal depuis la mise en application des nouvelles réformes liberticides de Pékin. Par exemple, le célèbre militant assure que l'emprisonnement de Joshua Wong ne va pas amoindrir la détermination de son ami.

Enfin, Agnes Chow, 24 ans, a également fait ses armes en politique dès l'adolescence et ce, aux côtés de Joshua Wong au sein de *Scholarism* dès 2012. Grâce à sa maîtrise de l'anglais, du mandarin, du cantonais et du japonais, celle que l'on surnomme la « *déesse de la démocratie* » a réussi à attirer l'attention des médias internationaux sur les événements à Hong-Kong, notamment par le biais de son compte Twitter qui compte près de 584 000 abonnés et sa page Facebook qui compte près de 213 000 d'abonnés. D'autre part, l'ancienne étudiante en Relations internationales a également pris part à la fondation de *Demosistō* aux côtés de Joshua Wong et Nathan Law en 2016. Mais Chow est l'une des premières personnes à avoir été fustigée pour son combat par les autorités en place. En effet, le gouvernement hong-kongais lui a interdit de se présenter à des législatives partielles en 2018 en raison de sa lutte pour l'autodétermination de la métropole. Devenue une cible privilégiée après la loi sur la sécurité nationale de juin 2020, celle-ci est condamnée à dix mois de prison ferme en décembre 2020 en raison de son implication dans les manifestations de 2019.

Les trois activistes se connaissent alors très bien et sont représentatifs du lien très étroit et solidaire qu'entretiennent les activistes hong-kongais entre eux.

D'autre part, il est essentiel de noter l'importance éminente d'autres activistes hong-kongais à l'instar d'Ivan Lam, d'Alexandra Wong aussi appelée « Mamie Wong », Jimmy Lai ou encore Andy Li.

---

<sup>26</sup> Autre nom donné à la Révolution des parapluies du 26 septembre au 15 décembre 2014

<sup>27</sup> Joshua Wong, de son côté, sera condamné à six mois de prison ferme pour les mêmes accusations

## 2.3 *Le risque constant d'une escalade avec la Chine à Taïwan*

### 2.3.1 *La politique taïwanaise de la Chine, ou l'énorme mensonge de Pékin*

Possédée par les Hollandais, par les Espagnols, par les Mandchous, par les Japonais puis par les forces de Jiang Jieshi – Tchang Kai-check –, l'ancienne île de Formose a longtemps suscité la convoitise de nombreuses nations en quête d'influence et a connu de multiples dépositaires de la souveraineté nationale. Battues par les forces communistes en 1949, les forces du Kuomintang se réfugient à Taïwan et y fondent la République de Chine, créant un contraste immédiat avec la jeune République Populaire de Chine des troupes de Mao Zedong. Reconnue par la quasi-totalité des nations occidentales, Taïwan jouit pendant longtemps d'une représentation majeure sur la scène internationale et ce, spécialement lors de la période d'endiguement du communisme instaurée par les Etats-Unis. Pour autant, le statut de l'île n'est jamais expressément fixé et sa légitimité en est incontestablement impactée. De son côté, la République Populaire de Chine bénéficie désormais d'une reconnaissance quasi-consensuelle à l'échelle mondiale et entretient des relations de hautes importances avec les plus grandes Puissances dont elle fait partie. Par conséquent, les disparités de développement entre les deux Chines sont éléphantesques. Bien que Taïwan jouisse d'un rayonnement économique et politique non-négligeable, le poids international de la Chine continentale est tel qu'il est impossible pour l'île d'envisager une quelconque concurrence avec cette dernière. Cependant, la République de Chine et la République Populaire adhèrent ensemble à la « *politique d'une seule Chine* ». Ces deux derniers se désignent sous le nom de « *dalu* » – en chinois simplifié : 大陆 – qui signifie « *continent* ». Bien que les deux pays aient une histoire et une culture commune extrêmement rapprochées, les nations qui les caractérisent deviennent chaque jour un peu plus éloignées l'une de l'autre. Effectivement, les identités politiques s'opposent complètement et ne peuvent réellement se comprendre. Les habitudes de vie, les normes, la législation, le Droit et les mœurs sont bien plus libres et moins restrictives à Taïwan qu'en Chine continentale. À la suite des manifestations d'Hong-Kong en 2019, la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen, a naturellement réitéré son opposition ferme à l'application du principe « *d'un pays, deux systèmes* » sur l'île en raison des divergences politico-culturelles innombrables entre la population taïwanaise et la population chinoise communiste. Madame Tsai est la bête noire de la Chine continentale, car elle considère son Etat comme souverain et refuse la vision pékinoise de « *Chine unique* ». De ce fait, bien que les deux semblaient revendiquer la « *politique d'une seule Chine* », il existe une ambiguïté politique non-négligeable aujourd'hui, alimentée par des volontés hégémoniques de l'un, et des volontés indépendantistes de l'autre. Par exemple, le Kuomintang a toujours revendiqué le principe « *d'une Chine, qui est la république de Chine* ». Au début des années 2000, le Parti démocrate progressiste taïwanais – le Minjindang – a par ailleurs souhaité changer l'intitulé de « *République de Chine* » en « *République de Taïwan* ». Ces différents exemples marquent ainsi l'affrontement national et presque idéologique qui désunit les deux entités politiques.

Le statut ambigu entre autonomie et vulnérabilité politique dont souffre Taïwan est encore fortement d'actualité et nourrit l'éternelle opposition entre Pékin et Taipei. En effet, pour la Chine de Xi Jinping et de ses prédécesseurs, le territoire de Taïwan est naturellement considéré comme un territoire

appartenant historiquement et de fait à la Chine continentale. Dès lors, l'unification est une obligation, voire une responsabilité collective selon la propagande du Parti communiste. Dès tout petit, les jeunes citoyens Chinois apprennent que l'identité chinoise peut se trouver à l'extérieur de leurs frontières reconnues par la communauté internationale et qu'il devient alors nécessaire d'introduire leurs « *confrères de sang* » au sein de la République Populaire de Chine. La culture populaire chinoise est également largement dominée par une propagande qui décrédibilise une possible identité nationale taïwanaise. Par exemple, le film du réalisateur chinois Xie Jin, « *Le détachement féminin rouge* », datant de 1961, est un film emblématique de la culture chinoise qui raconte l'histoire d'un détachement féminin de l'armée communiste dans la bataille contre les forces nationalistes du Kuomintang. L'Etat chinois met alors depuis longtemps à contribution un *softpower* qui viserait à réanimer une fierté nationale au sein de la « *diaspora chinoise* ». Cette ambition d'unité nationale est alimentée par un désir de revanche des humiliations subies par les autorités chinoises de la part de l'Occident au cours des derniers siècles. En effet, la cicatrisation de l'humiliant XIX<sup>ème</sup> ne peut être envisagée que par la réappropriation du monde chinois par la Chine elle-même. Dès lors, la Chine, fait tout pour isoler ce petit territoire qu'elle convoite, en l'écartant notamment des grandes réunions internationales pour démontrer qu'il existe une seule Chine qui est, la République Populaire de Chine.

Depuis quelques années et jusqu'à aujourd'hui, la question taïwanaise représente un sujet crucial pour Pékin, car celui-ci s'efforce d'afficher une suprématie politique, économique et militaire à travers le monde mais surtout dans la région de l'Est asiatique. Considérée comme un territoire sacré, Taïwan représente une éventuelle unification qui accorderait un prestige national et global considérables pour la Chine de Xi Jinping. Néanmoins, la situation est délicate pour Pékin, car une escalade militaire sur Formose pourrait entraîner un conflit mondialisé dans la mesure où les Etats-Unis pourraient fermement s'opposer à ses prétentions territoriales et politiques en prenant part au conflit. Dès lors, la Chine de Xi Jinping entend attendre le bon moment pour mettre en marche son puissant outil militaire, car les conséquences pourraient être désastreuses. L'image de « puissance responsable et pacifique » que Pékin tente de véhiculer serait alors largement ébranlée par de telles actions virulentes. Cela dit, les questionnements relatifs à ces projets militaires du côté de Pékin n'empêchent pas l'émergence d'une peur significative de la Chine du côté de Taipei. La peur est donc également un instrument très utilisée par la propagande chinoise pour instaurer un climat d'incertitude politique dans le camp adverse et ainsi, compromettre la stabilité nationale.

L'indépendance de Taïwan est alors complètement omise par les autorités, et par la propagande dont elles sont à l'origine, bien que la population de l'ancienne Formose, pour la majeure partie, revendique leur souveraineté absolue. Par conséquent, les activistes taïwanais de la Milk Tea Alliance sont bien déterminés à conserver leurs libertés, la démocratie et l'autonomie de leurs institutions politiques face aux prétentions de Pékin. Par exemple, l'association « *Keep Taiwan Free* » basée aux Etats-Unis est l'une des premières associations à soutenir les actions des militants taïwanais sous l'égide de la Milk Tea Alliance et à organiser des événements de sensibilisation à l'exclusion de Taïwan de la communauté internationale. Les jeunes générations taïwanaises, alimentées par la peur quotidienne d'une absorption de leur territoire par la Chine, mettent régulièrement en place des manifestations prodémocratie sur l'île, en soutien aux étudiants hong-kongais et thaïlandais, mais également et surtout pour montrer leur entière détermination à combattre les intentions du géant

chinois. Ces derniers mois, nombreux d'entre eux ont contesté, par exemple, l'influence grandissante des médias pro-Pékin – appelés les « *médias rouges* » – à Taïwan.

### **2.3.2 Le nationalisme taïwanais : entre peur constante d'une annexion par la Chine et besoin que la Chine affronte son passé**

En réponse à cette propagande chinoise visant leur territoire, les Taïwanais ont, depuis longtemps, su construire un nationalisme qui leur est propre. En effet, partagés entre, d'un côté, une peur constante d'une annexion par la Chine et, d'un autre côté, un besoin que la Chine affronte son passé, ces derniers ont créé une véritable identité politique largement contestée outre-mer. Cette société essentiellement *han*, mais plurielle, reste durement marquée par son histoire douloureuse et par son isolement géopolitique sur la scène internationale provoqué par le pouvoir communiste.

Début mai 2021, j'ai eu la chance de poser quelques questions au mouvement *Keep Taiwan Free*, installé aux Etats-Unis, qui milite pour l'indépendance et l'autonomie politique de l'île. Par ailleurs, *Keep Taiwan Free* travaille en collaboration avec des associations prodémocratie hong-kongaises et des associations pour la protection du peuple tibétain. À nouveau, nous pouvons alors remarquer cette solidarité panasiatique pour combattre l'autoritarisme. Selon ses activistes, Taiwan a une histoire très particulière de transition de l'autoritarisme vers la démocratie. Le pays a été soumis à la loi martiale pendant près de trois décennies, les premières élections démocratiques n'ayant eu lieu qu'en 1996. Dès lors, les activistes de *Keep Taiwan Free* m'ont rapporté que l'une des principales forces de Taïwan est son histoire unique de compréhension des terreurs de l'autoritarisme – une telle compréhension rend Taïwan encore plus triomphant, résilient et désireux de continuer à résister à l'empiètement du Parti communiste chinois. Les Taïwanais comprennent que leurs libertés actuelles ont été chèrement acquises et qu'ils doivent travailler dur pour les chérir et les conserver.

Les menaces militaires<sup>28</sup> et verbales de la part de la République Populaire de Chine n'ont fait que contribuer à l'émergence d'un nationalisme taïwanais assumé et revendiqué à travers toute la République de Chine. Les provocations de Pékin reflètent l'importance que représente Taïwan à leurs yeux, considérée comme une province rebelle appartenant à la mère patrie. Effectivement, la rétrocession de Taïwan à la Chine apparaît comme la clef qui pourrait permettre aux autorités chinoises de résoudre les défis intérieurs et extérieurs auxquels elles sont confrontées aujourd'hui. L'idée d'une rupture avec la nation chinoise de la part de l'ancienne Formose est alors inconcevable pour l'Empire du Milieu qui rêve d'un retour à la grandeur de la civilisation chinoise comme au XVIIIème siècle. Dès lors, l'entente semble pour le moment impossible.

Longtemps enrayée par les forces continentales qui dominent l'île entre 1949 et 1987, l'identité taïwanaise est un phénomène plus ou moins récent, mais factuel. Celle-ci s'est construite en réaction aux stigmatisations du Parti communiste chinois visant son territoire. Au cours de la deuxième moitié du XXème siècle, la République Populaire de Chine n'a cessé de pointer du doigt l'idée qu'il puisse exister deux Etats distincts<sup>29</sup> séparant les populations chinoises ou d'origine. Désormais, il est clair qu'une grande majorité de la population de la République de Chine se considère comme taïwanaise. L'Etat-nation taïwanais, bien qu'il ne soit pas reconnu comme officiellement légitime selon la

---

<sup>28</sup> Nous pouvons citer la crise des missiles de 1995-1996 et celle de 1999 qui opposent la Chine contre Taïwan et ses alliés

<sup>29</sup> Idée relayée par Lee Teng-hui, président de la République de Chine de 1988 à 2000

communauté internationale, est bien une réalité et est profondément enraciné dans la conscience collective. En 2020, 59% des habitants de l'île se considèrent comme pleinement Taïwanais et seuls 9% d'entre eux sont favorables à la réunification avec la Chine. Les personnes âgées sont celles qui ressentent davantage un sentiment d'appartenance à la civilisation chinoise, contrairement aux jeunes générations, pro-démocrates et bien plus tournées vers la construction d'une identité nationale reconnue par le Droit international. Les projets irrédentistes de Pékin effraient ces derniers qui souhaitent véritablement que les autorités communistes cessent leur oppression et assument leur passé. Les jeunes activistes taïwanais demandent que la Chine affronte certaines questions sensibles, dont celles des évènements de Tian'anmen de 1989. Contrairement à l'histoire officielle du continent, Taïwan a reconnu son passé autoritaire qui a pris fin dans les années 1990 et commémore chaque année le souvenir de la répression sanglante de Tian'anmen contre les étudiants chinois qui réclamaient la démocratie. La présidente de Taïwan est la première à fortement inciter les autorités du continent à franchir le pas de la transparence. Mais en vain.

Le nationalisme taïwanais, défendu par les activistes formosans, est de plus en plus considéré à l'échelle internationale. Par exemple, le lobby taïwanais et les associations indépendantistes qui y sont liées sont largement plus présents auprès des autorités américaines à Washington, dans le contexte de l'accélération des tensions sino-américaines. Cory Gardner, spécialiste de l'Asie de l'Est auprès du Sénat américain, a mis en place sous le mandat de Donald Trump, une stratégie destinée à réduire les relations diplomatiques avec les pays stigmatisant Taïwan au profit de la Chine. Ce nationalisme taïwanais est alors utilisé à des fins politiques dans le cadre de cette guerre d'influence opposant les deux plus grandes Puissances mondiales, mais permet également à celui-ci d'être mis en lumière sur la scène internationale.

Les récents évènements à Hong-Kong ont profondément uni les jeunes formosans dans l'idée d'adopter la culture occidentale libérale, qui s'oppose à la culture traditionaliste de Pékin. Le cinéma, le tourisme, les *fast food*, la pop culture « *made in Taiwan* », ou encore l'apprentissage de l'anglais se développent de manière exponentielle depuis quelques années. L'objectif des autorités de l'île est d'émanciper leur population de la « tutelle culturelle chinoise » et d'exporter un *softpower* taïwanais considéré comme « populaire » et « libre » qui concurrencerait le *softpower* chinois, particulièrement au ralenti en raison de la réputation politique de son pays de conception.

Le paradoxe est que Taipei représente l'une des principales sources extérieures d'influence culturelle pour Pékin. Par exemple, en 2013, la majorité des musiques diffusées à la radio chinoise provenaient de la « Chine insulaire ». Mais la Chine est dorénavant largement plus méfiante quant au risque d'infiltration de la culture taïwanaise sur son territoire.

### **2.3.3 Taïwan : terre d'accueil pour les jeunes exilés Hong-kongais**

L'Etat taïwanais et ses activistes se montrent particulièrement solidaires des partisans de la Milk Tea Alliance, et spécialement avec les jeunes hong-kongais. En effet, les motifs des manifestations à Hong-Kong font écho à une grande partie de la jeunesse formosane qui s'indigne contre la soif de pouvoir du régime de Xi Jinping. Dès lors, l'île est identifiée comme une terre de d'accueil et de refuge pour les jeunes exilés hong-kongais qui ne croient plus en leur avenir sur le continent. Pour autant, la douceur de vivre de Taïwan a toujours attiré les hong-kongais en quête de tranquillité et ce,

bien avant le début des protestations. Ces derniers profitent alors ce rare bastion de libertés en Asie pour continuer leur combat contre Pékin depuis Taipei. La liberté d'expression étant pleinement garantie, il leur est alors beaucoup plus aisé d'y mener leur engagement politique et d'y diffuser leur message. Bien souvent, la population taïwanaise accueille avec bienveillance ces dizaines d'exilés en provenance d'Hong-Kong. Certaines églises et paroisses se sont même transformées en lieux d'accueil et d'hébergement pour ces derniers. Entre 2019 et 2020, certaines ont envoyé des centaines de milliers d'euros de matériels pour soutenir les manifestants hong-kongais sur place. En outre, la « *Fondation pour la Réforme Judiciaire* » est l'une des plus importantes organisations non-gouvernementales qui vient en aide aux exilés dans leur recherche de logement et de travail. Cette dernière réunit des membres de la société civile – avocats, psychologues, fonctionnaires, etc. – qui ont pris l'initiative d'accueillir les dissidents hong-kongais.

Cela dit, depuis 2019, le nombre de titres de séjours accordés à des Hong-kongais grimpent en flèche chaque année. Depuis le début des émeutes, on dénombre plus de 5000 Hong-kongais qui se sont réfugiés sur l'île de Taïwan. Néanmoins, l'île refuse d'accorder à ces individus l'asile et le statut de réfugié, afin d'éviter tout flux massif de migrants en provenance de Chine continentale et afin d'éviter toutes querelles politiques avec Pékin. En effet, la République Populaire de Chine pourrait facilement accuser l'île de protéger des individus qu'elle considère comme « criminels ». Néanmoins, la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen, réaffirme constamment son intention de ne pas abandonner Hong-Kong et met actuellement en place un plan d'action humanitaire pour permettre aux exilés de « *vivre, de se déplacer et de travailler à Taïwan* »<sup>30</sup>. Dès lors, malgré ses précautions, l'ancienne Formose semble déterminée à prendre les risques nécessaires et à afficher un soutien sans faille aux défenseurs de la démocratie, car celle-ci est elle-même soumise aux provocations chinoises.

Le célèbre libraire, Lam Wing Kee fait partie de ces exilés politiques en provenance de la métropole financière. Fervent opposant au régime communiste au sein de la maison d'édition à scandale *Mighty Current*, celui-ci est porté disparu en 2015 et est ensuite emprisonné huit mois en Chine continentale. Après des aveux sous la contrainte, Lam Wing Kee s'exile à Taïwan où il réouvre une librairie devenue désormais un emblématique forum de discussions politiques. Autour de livres interdits sur le continent, des centaines de personnes – dont des dizaines d'étudiants – viennent chaque semaine débattre de sujets politiques sensibles pour y partager leurs opinions. À ces occasions, Lam Wing Kee y partage son expérience à Hong-Kong en tant qu'opposant politique et ses souvenirs douloureux avec la police chinoise en tant que prisonnier politique. Devenu une icône et un symbole de la lutte pour la démocratie, celui-ci n'a jamais révélé la liste de ses clients hong-kongais à la Chine, bien qu'il ait reçu de multitudes menaces. Son témoignage fascine de nombreux individus partisans de la liberté, mais dérange fortement les autorités chinoises. En effet, les pressions le poursuivent jusque sur l'île : un jour, un inconnu l'a aspergé de peinture rouge afin de l'effrayer. Mais en vain. Les échanges au sein de sa librairie sont alors très précieux pour les jeunes générations taïwanaises qui appréhendent fortement l'application des menaces chinoises sur leur territoire. Le cas d'Hong-Kong effraie et représente une mise en garde pour la population, car le péril chinois menace le ciel taïwanais.

N'ayant pas d'accord d'extradition avec la Chine, Taïwan semble être un refuge idéal, bien que les enlèvements d'opposants politiques à Taïwan restent possibles. La menace chinoise est aux portes de

---

<sup>30</sup> Déclaration de Madame Tsai Ing-wen, présidente de Taïwan.

l'ancienne Formose. Ainsi, bien rares sont les activistes hong-kongais à se sentir pleinement en sécurité sur l'île et ce, malgré la protection de leurs libertés garantie par l'Etat taïwanais. Certains ont décrit qu'ils avaient été suivis dans la rue à Taipei par des individus suspects. D'autres ont évoqué des appels téléphoniques anonymes, menaçants et réguliers. Au-delà de la profonde solitude ressentie par de nombreux exilés qui sont partis loin de leur famille et de leurs amis, ces derniers doivent continuer à vivre cachés. Ils portent alors constamment le masque et se couvrent parfois la quasi-totalité du visage pour éviter d'être repérés. S'ils sont démasqués par les suffisamment nombreux agents chinois présents sur l'île, ces derniers encourent jusqu'à dix ans de prison sur le continent.

## **2.4 Thaïlande et sa relation ambiguë avec Pékin**

### **2.4.1 Pays doté d'une forte communauté chinoise et d'une culture commune**

Le 4 septembre 2016, Xi Jinping rappelle que « *la Chine et la Thaïlande forment une seule famille* ». En effet, la communauté chinoise, qui a immigré en Thaïlande il y a quelques siècles en arrière exerce une influence certaine dans le royaume : celle-ci est devenue l'élite économique du pays et beaucoup sont à la tête de plusieurs grands groupes thaïlandais.

Avant toute chose, la diplomatie de la Thaïlande est régulièrement qualifiée de « *diplomatie de bambou* », car elle a la réputation de toujours s'entendre avec la puissance du moment, comme des « *bambous qui se penchent dans la direction du vent* ». Depuis le coup d'état de 2014, la Thaïlande s'est largement rapprochée de la Chine, afin de séduire touristes et investisseurs chinois. En 2018, la barre des dix millions de touristes chinois a été franchie, sur un total de quelques quarante millions de visiteurs étrangers. Devenue un allié précieux pour la Chine dans sa quête d'influence en Asie du Sud-Est, la Thaïlande délaisse de manière significative ses anciens alliés occidentaux à l'instar des Etats-Unis, pour favoriser les liens inter-régionaux, notamment au sein de *l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est* (ASEAN).

Depuis une trentaine d'années, la place politique de la Chine à l'échelle régionale et internationale n'a cessé de s'accélérer, à tel point qu'elle est devenue l'un des partenaires les plus actifs des pays de l'Asie du Sud-Est et notamment de l'ASEAN, dont la Thaïlande est membre fondateur. Dès lors, elle est devenue le premier partenaire économique de nombreux pays de la région, à commencer par la Thaïlande. Depuis quelques années, la Thaïlande contribue alors à la diffusion du modèle chinois en Asie du Sud-Est, tandis que la Chine perçoit d'abord la Thaïlande comme un axe commercial moderne et fonctionnel.

Mais les relations sino-thaïes ont pour origine des contacts très anciens, remontant au XIII<sup>ème</sup> siècle, du temps où la Thaïlande était le Siam. Les premiers liens entre les deux civilisations étaient commerciaux, car nombre de marchands chinois étaient implantés dans le territoire de l'Etat siamois et ce, avant même l'établissement du Royaume d'Ayutthaya<sup>31</sup> en 1350. Ces Chinois venaient et viennent le plus souvent de régions du Sud de l'Empire du Milieu, principalement de la province du

---

<sup>31</sup> Ancien royaume thaï fondé en 1350 et disparu en 1767 lorsque les Birmans s'en emparent.

Yunnan, et appartiennent à des « minorités ethniques », comme celles des Shui, Maonan, Dong ou encore des Zhuang. La plupart des sino-thaïs ne descendent pas de la majorité *han*.

Les communautés chinoises installées en Thaïlande sont parmi les mieux intégrées de la diaspora à travers le monde et occupent un rôle fondamental au sein de la société thaï. Ces derniers sont présents partout, que ce soit dans les hautes fonctions politiques, dans l'enseignement, dans les métiers de l'agriculture ou de la restauration ou encore au sein de réseaux illégaux – prostitution, trafic de drogue, etc. –. Comme ces derniers sont nombreux<sup>32</sup> et installés depuis parfois des centaines d'années, on estime que près de la moitié de la population thaïlandaise aurait des origines chinoises. Les mariages entre les deux communautés sont ainsi très fréquents. Par ailleurs, plusieurs députés et Premiers ministres thaïlandais sont connus pour leurs origines chinoises. Par exemple, la célèbre famille Shinawatra, dont Thaksin Shinawatra et Yingluck Shinawatra, tous les deux anciens Premiers ministres, ont des origines chinoises avérées. Effectivement, leur arrière-grand-père, Seng Sae Khu, quitte la Chine au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle pour rejoindre le pays de l'Elephant Blanc et se marie avec une locale. A partir de 1938, le régime thaïlandais devient adepte des théories nationalistes, ce qui conforte de nombreuses familles issues de l'immigration chinoise à changer de nom de famille. L'oncle de Thaksin et Yingluck, Sak Sae Khu, en fait partie et décide de prendre un nom à consonnance thaï pour toute la famille, soit « *Shinawatra* ». D'autre part, la monarchie a adopté des rituels chinois, notamment le culte des ancêtres et la célébration annuelle du Nouvel An chinois. Une des sœurs de l'actuel roi de Thaïlande, Chulaborn, se rend d'ailleurs fréquemment en Chine et déclare vouloir présenter la culture chinoise aux Thaïlandais « *afin de renforcer l'amitié entre les deux pays* ». En outre, les similarités linguistiques entre le mandarin chinois et le thaï ainsi que la familiarité avec le bouddhisme permettent d'assurer une proximité et une compréhension culturelle importante entre les deux nations.

Enfin, un sondage effectué en novembre 2005 montre que les Thaïlandais avaient une meilleure image de la Chine (83%) que des États-Unis (73%). Pékin et Bangkok sont donc liées par l'histoire et par une culture commune incontestable qui leur permet, aujourd'hui, de construire une alliance d'intérêts de proximité.

#### **2.4.2 Pékin-Bangkok : une alliance stratégique de choix**

La Thaïlande a toujours eu l'habitude de s'allier avec la puissance dominante du moment. La Chine figure alors naturellement comme un partenaire stratégique de choix. De l'autre côté, déterminée à conquérir l'Asie du Sud-Est, la Chine tient également à créer une alliance solide avec la Thaïlande pour accomplir ses projets expansionnistes. Les deux ont des intérêts qui coïncident dans leur désir de fortifier leur développement économique et politique.

Partisans des méthodes autoritaires et brutales, Bangkok et Pékin s'accordent sur de nombreuses questions d'ordre politique et diplomatique, au grand damne de Washington. L'emplacement stratégique de la Thaïlande sur les côtes de la mer de Chine méridionale permet à la Chine d'y établir un allié face à ses détracteurs, à l'instar du Vietnam. Cette proximité politique se traduit notamment par des déclarations d'amitié de la part des chefs d'Etat respectifs. En effet, six mémorandums

---

<sup>32</sup> En 2012, les sino-thaï représentent 9 millions d'individus, soit 14% de la population thaïlandaise qui compte près de 69 millions d'habitants

d'entente ont été signés entre l'Empire du Milieu et le Royaume de Siam depuis 2016. Ces derniers représentent des dizaines d'accords dans des domaines très variés, allant de la coopération énergétique, scientifique, politique, agricole à de la coopération maritime. Par exemple, le gouvernement militaire thaïlandais a largement coopéré quant à la recherche et quant à l'oppression des exilés politiques chinois en Thaïlande. En 2016, le libraire chinois, Gui Minhai, est kidnappé et remis aux autorités chinoises pour être détenu jusqu'à aujourd'hui. Nous pouvons alors supposer que la Thaïlande accepte la présence d'agents chinois sur son sol, afin de traquer les moindres dissidents au régime communiste qui auraient tenté de fuir, ou qui se seraient simplement rendus en Thaïlande pour des vacances – comme pour Gui Minhai -. L'ancien Etat siamois est donc extrêmement utile pour Pékin puisqu'il agit en tant que complice dans l'oppression de ses propres opposants.

La proximité sino-thaïlandaise se traduit également par de nombreuses visites ministérielles, notamment de la part de la Chine en Thaïlande. En effet, le Premier ministre chinois, Li Keqiang, a été le premier représentant étranger officiel à se rendre en Thaïlande en décembre 2014, afin d'adresser ses félicitations à l'armée, vainqueur du coup d'état militaire du 22 mai 2014 (*voir document 4, annexe*). Contrairement aux Etats-Unis et au continent européen, la Chine n'a jamais stigmatisé les nouveaux détenteurs du pouvoir en Thaïlande et s'est même empressée de légitimer leur autorité. C'est une tactique politique largement utilisée par la Chine pour s'offrir la confiance des pays anciennement alliés aux Occidentaux. Cette stratégie porte ses fruits puisque depuis 2014, la Thaïlande n'a jamais été aussi proche de l'Empire du Milieu et a rarement entretenu de relations aussi proches avec un Etat.

Mais les accords économiques avec la Chine sont ceux qui attisent le plus d'intérêt de la part de la Thaïlande, car celle-ci a vu sa trajectoire économique chutée depuis le début des années 2000, en raison des nombreuses transitions et scandales politiques<sup>33</sup> qui n'ont fait qu'accentuer une instabilité durable et en raison de la multitude de défis d'ordre démographiques, géostratégiques et sociaux auxquels elle est confrontée. Les plans économiques précis et offensifs de la République Populaire de Chine séduisent ainsi facilement les hauts dignitaires du pouvoir à Bangkok. Ceux-ci correspondent à une stratégie d'influence mûrement réfléchie et qui s'incarne notamment par le développement de la 5G et par le projet des Nouvelles Routes de la Soie. La Thaïlande est logiquement concernée par ces dernières en raison de son accès à la mer et en raison de sa proximité avec les pays d'Asie du Sud-Est dont elle fait aussi partie. Dès lors, Pékin et Bangkok ont signé, par exemple, un accord permettant l'élaboration d'une ligne ferroviaire à grande vitesse, afin de perfectionner les infrastructures transfrontalières des Nouvelles Routes de la Soie. De plus, les innombrables investissements chinois, notamment dans le domaine de l'immobilier et de l'industrie, les flux d'IDE, les fructueux plans d'achat de riz ou encore de caoutchouc, démontrent l'éminent désir de la Chine d'étendre sa présence locale en Thaïlande. Fraîchement signataire du plus vaste accord de libre-échange au monde, à savoir le RCEP<sup>34</sup>, la Thaïlande encourage elle-même continuellement les partenariats économiques avec la Chine. Mais selon Michael Montesano, spécialiste du pays à l'institut ISEAS-Yusof de Singapour, celle-ci montre des signes de dépendances

---

<sup>33</sup> Nous pouvons citer les accusations de malversations contre l'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra et le clan Shinawatra en général

<sup>34</sup> Promu par la Chine et signé en novembre 2020, le RCEP, soit le « Le Partenariat régional économique global » et vise à créer une zone de libre-échange inédite entre les pays de l'ASEAN, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

au marché chinois particulièrement préoccupants. En période de crise sanitaire, les touristes chinois désertent « le pays du sourire », alors qu'ils étaient plus de 10 millions à visiter le riche patrimoine thaïlandais en 2019. La pandémie a transformé la Thaïlande en un pays rongé par l'incertitude, au regard de sa dépendance économique envers le géant chinois.

Au-delà de l'aspect économique, la coopération militaire entre Pékin et Bangkok s'accélère concrètement et ce, notamment depuis 2007. Devenue un marchand d'armes majeur en Asie, la Chine fait en sorte que l'armée thaïlandaise soit équipée essentiellement par du matériel chinois par la signature de contrats d'achat de matériels militaires chinois. La junte thaïlandaise achète aussi bien des sous-marins chinois S-26T<sup>35</sup>, des chars d'assaut que des véhicules de l'avant-blindé à la Chine. L'objectif est double : Bangkok doit totalement être équipée par la Chine et celle-ci doit remplacer définitivement ses M41 américains. Par conséquent, la Chine a livré près de 34 véhicules d'infanterie blindés VN-1 et 10 chars de combat VT-4 en 2019. De plus, les armées sino-thaï participent à des entraînements militaires conjoints pour renforcer leur coopération sur des questions de sécurité et de défense. Nous pouvons citer l'exercice aérien « *Falcon Strike* » en novembre 2015 ou encore l'exercice naval « *Blue Strike* » en juin 2016. En échange de la garantie de cette coopération militaire, la Chine a réussi à obtenir de la part de la junte thaïlandaise la planification d'usines de production de pièces détachées pour l'entretien de ces engins militaires. En outre, encore une fois, la Thaïlande a une situation géographique et stratégique idéale pour les ambitions chinoises, qui voient en elles le moyen d'établir un réseau logistique militaire qui pourrait lui permettre de dominer une grande partie de l'océan Indien.

Reste à savoir si, à terme, leurs intérêts continueront à coïncider et si la Thaïlande continuera à privilégier durablement sa relation avec la Chine.

### **2.4.3 Critique des pratiques douteuses de la Chine au pays de l'Eléphant Blanc**

Néanmoins, l'alliance entre Pékin et Bangkok n'est pas sans susciter d'importantes inquiétudes en Thaïlande. En effet, des voix discordantes se font de plus en plus entendre et alimentent un climat de scepticisme quant aux réels bienfaits de l'affinité sino-thaï. Sur les réseaux sociaux, les jeunes générations thaïlandaises n'hésitent plus à se moquer et à critiquer ouvertement de la Chine en raison de son infiltration excessive dans les Affaires de l'Etat. Les jeunes activistes de la Milk Tea Alliance sentent bien que le Parti communiste chinois souhaite rallier le pouvoir de la junte à sa cause et souhaite influencer les décisions politiques intérieures. Pour ces derniers, l'alliance de ces deux régimes autoritaires ne présage rien de bon en ce qui concerne le respect des libertés individuelles et des Droits de l'Homme. Nombreux sont ceux qui s'inquiètent à l'idée que leur pays devienne définitivement un « Etat-client » de Pékin et que celui-ci entre dans une spirale d'interdépendance. Mais en même temps, la Thaïlande semble déjà être entrée dans une forme de dépendance économique envers le géant chinois, à l'origine de plus la moitié des *Investissements directs à l'étranger* (IDE) en Thaïlande. Par exemple, l'achat de trois sous-marins chinois S-26T en 2015 pour un montant d'environ 900 millions d'euros suscite la colère des internautes thaïlandais. En 2020, l'achat de deux autres S-26T est approuvé par le Parlement thaïlandais pour un total de 609 millions d'euros, alors que l'économie du pays est en chute libre à la suite de la pandémie de covid-19. Les

---

<sup>35</sup> Trois sous-marins chinois ont été achetés par la Thaïlande en 2017 pour un total de 931 millions d'euros.

militants s'insurgent contre ces investissements dispendieux au cours d'une période extrêmement difficile pour une grande partie de la population qui tente de survivre face à la montée du chômage, à la disparition des touristes et face à l'accroissement toujours plus important des inégalités entre les plus riches et les plus modestes. En effet, le pays le plus inégalitaire au monde, selon *Global Wealth*, est loin d'être le champion des politiques sociales de redistribution des richesses. Avec 1% d'individus qui possèdent 70% des richesses du pays, les jeunes, largement plus touchés par le chômage, et les ruraux, largement oubliés par les élites Bangkokoises, sont alors les premiers à se soulever contre ce rapprochement qui omet les intérêts primitifs des populations. Dès lors, en août 2020, une partie de la jeunesse exprime leur totale opposition contre ces projets aux coûts exorbitants dans le cadre de manifestations à Bangkok organisées, à l'origine, contre le gouvernement de la junte et pour une réforme de la monarchie. De plus, pour les plus connaisseurs d'entre eux, ces sous-marins ne seraient d'aucune utilité stratégique dans la mesure où les eaux de Thaïlande sont réputées pour être peu profondes. Soumis à la pression populaire, le général Prayut Chan-o-cha retarde finalement l'achat de ces deux derniers sous-marins fin août 2020 pour calmer les tensions.

Par ailleurs, l'alliance sino-thaï fait également réagir à la suite de l'exploitation du fleuve Mékong depuis 2018. Ce fleuve traverse plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, dont la Thaïlande, et prend sa source en Chine. Désireuse de faire circuler ses grands navires de marchandises en transformant le fleuve comme un canal, la Chine a réussi à convaincre, dans un premier temps, la junte militaire de la soutenir dans ce projet d'autoroute fluviale. Les conséquences de cette décision seraient désastreuses pour l'écosystème, mais également pour les populations qui vivent aux bords du fleuve et dont le mode de vie est intimement relié à la pêche. Bien que la Chine se soit défendue de toute volonté expansionniste, la Thaïlande a finalement changé d'avis entre janvier et février 2020, en bloquant le projet chinois. Mais il est déjà trop tard. En effet, les activistes de la Milk Tea Alliance et les populations locales condamnent fermement le Parti communiste chinois d'avoir suffisamment détruit la nature du Mékong, en raison de la construction de plusieurs barrages hydro-électriques sur le territoire chinois et laotien. Riche de 1300 espèces de poissons, le lit de fleuve du Mékong se vide et la pêche y est alors très difficile pour les locaux. De ce fait, les ambitions chinoises pour le Bas-Mékong, relayées par les médias nationaux, ont engendré un profond malaise dans l'opinion publique thaïlandaise. L'allié chinois ne fait définitivement pas consensus auprès des étudiants, des intellectuels, des ruraux et des classes populaires.

Ainsi, la divergence entre les intérêts stratégiques et les intérêts populaires est à son paroxysme et suscite de larges contestations. De plus, l'asymétrie des rapports de force entre, d'une part, les classes dirigeantes et leur population, et d'autre part, entre le régime de la junte et la République Populaire de Chine rend l'alliance nécessairement fragile et incertaine.

## ***2.5 Une répression d'une rare violence***

### **2.5.1 Brutalité de la police lors des manifestation**

Depuis maintenant quelques années, la répression chinoise est d'une rare violence. Certains vont jusqu'à dire que ce degré de violence n'avait plus été vu depuis les méthodes autocratiques

impitoyables du fondateur de la République Populaire de Chine, Mao Zedong (1949-1976). C'est précisément à Hong-Kong que cette répression est la plus visible.

En effet, la brutalité de la police dans la métropole financière est inédite. Anciennement considérées comme la « meilleure police d'Asie », les forces de l'ordre hong-kongaises ont montré une brutalité extrême contre les jeunes étudiants et ce, particulièrement depuis 2019. Avant l'application de la loi sur la sécurité nationale de l'Été 2020, qui proscrit toute atteinte au Parti communiste chinois, des centaines de vidéos ou de photos chocs montrant un usage excessif de la force de la part des agents contre des militants pacifistes devenaient virales sur les réseaux sociaux. Bien souvent, les activistes sont désarmés et ne représentent aucune menace pour la police. Cependant, les vidéos relayées sur les réseaux sociaux montrent bien l'utilisation incontestable de gaz lacrymogènes et de gaz au poivre, de balles en caoutchouc ou encore l'utilisation de matraque pour pouvoir maîtriser les manifestants. Les dégâts matériels et humains sont particulièrement notables : une vidéo du site *Apple Daily* montre une jeune femme qui tente de s'enfuir en trébuchant plusieurs fois à terre. Face à cela, quatre policiers l'empêchent de bouger et la frappent à coups de matraque. Dans un contexte d'agressivité constante, cette scène d'une violence insoutenable est loin d'être un cas isolé et est même parfois devenue le quotidien de centaines de militants prodémocratie.

Naturellement et comme dans toutes contestations d'ordre politique, il existe une minorité de manifestants qui utilisent des méthodes particulièrement offensives. Face à cela, il est donc normal que les agents de police puissent se défendre convenablement pour assurer leur sécurité. Néanmoins, à Hong-Kong, la police utilise la violence utilisée par cette petite minorité pour justifier l'emploi de méthodes fortes contre la majorité inoffensive et contre, parfois, des enfants. En effet, en septembre 2020, Pamela, jeune fille de douze ans, s'est retrouvée malencontreusement prise dans une opération de police. En tentant de fuir en courant, celle-ci est poursuivie par la police qui la plaque violemment au sol. Cette scène, filmée, à faire le tour du monde et a profondément choqué les internautes hong-kongais et étrangers. De plus, à certaines reprises, il est arrivé que les forces de l'ordre tirent à balle réelle sur des activistes, à l'instar du 1<sup>er</sup> octobre 2019 où un militant désarmé, Chow Pak-kwan, est touché au ventre après un tir d'un policier. À la suite de ce terrible événement, celui-ci perd un rein et est condamné pour tentative de vol d'une arme en service. En plus d'être gravement touché physiquement à cause d'agents publics, Chow Pak-kwan est surtout stigmatisé par la justice hong-kongaise qui l'accuse d'une action insignifiante, comparée à ce dont il a été victime. La police agit alors en toute impunité puisqu'elle sait qu'elle détient un soutien sans faille de la part du pouvoir central à Pékin.

En 2019, l'absence de transparence de la police hong-kongaise à propos des méthodes utilisées dans le cadre du maintien de l'ordre ont amené un groupe d'enquêteurs internationaux, choisis par le gouvernement hong-kongais, à refuser de collaborer avec les forces de police. Le groupe a indiqué « *que de graves lacunes étaient patentes dans les pouvoirs, dans les capacités et les possibilités d'enquêter de manière indépendante de l'IPCC*<sup>36</sup> ». Ce témoignage nous amène à émettre l'hypothèse très probable que les forces de l'ordre sont loin d'être indépendants dans leurs actions de répression et que, la plupart du temps, les consignes proviennent des plus hautes instances. Les pires exactions policières seraient alors largement acceptées et encouragées par les plus hauts pouvoirs publics qui

---

<sup>36</sup> Autorité de surveillance de la police hong-kongaise (IPCC)

croient fermement à l'efficacité de la manière forte. Ce recours à une forme de violence injustifiée et disproportionnée excède les jeunes militants de la Milk Tea Alliance qui ont tenté, jusqu'aux réformes de Pékin de l'Été 2020, de maintenir un cap pacifique et ce, malgré le déferlement des provocations policières à leur égard.

Mais à de très rares occasions, les actions de certains policiers peuvent être condamnées par une justice bien souvent aveugle au sujet des violences policières. Par exemple, en 2019, le député prodémocratie, Lam Cheuk-ting, diffuse une vidéo dans laquelle on voit deux policiers frapper un individu ceinturé sur un brancard d'hôpital. Par la suite, ces derniers sont arrêtés pour agression ayant provoqué des blessures corporelles, car la colère suscitée par cette vidéo au sein de la population est sans précédent. Cet exemple d'implication de la justice hong-kongaise contre ces actes de violence reste néanmoins très inhabituel et très exceptionnel et peut s'expliquer par le fait que la victime n'était pas un jeune étudiant prodémocratie, mais une personne malade de 62 ans.

### **2.5.2 Surveillances, menaces et intimidations des services chinois**

Au-delà des cas fréquents de violences policières, les instances chinoises font en sorte d'instaurer un climat de surveillance continue à Hong-Kong. En effet, ces dernières accordent des pouvoirs étendus aux autorités locales pour surveiller et encadrer la population, et notamment après la promulgation de la loi sur la sécurité nationale. Désormais, tout individu qui représente un danger pour la sécurité nationale selon Pékin doit être poursuivi, harcelé et intimidé avant d'être arrêté puis emprisonné. La définition de « danger » reste cependant très floue et est alors soumise à des interprétations multiples de la part de ceux chargés d'appliquer les consignes nationales et ce, au mépris du Droit international. Réprimer l'expression des opinions devient, dès lors, un jeu très simple pour la Chine.

Joshua Wong a plusieurs fois évoqué le harcèlement dont il est victime depuis le début de son engagement. En effet, celui-ci rapporte qu'il est régulièrement suivi par des agents de Pékin qui l'espionnent et qui le menacent au plus près de son intimité. Les tentatives d'intimidation sont monnaie courante de la part des services chinois et touchent particulièrement les porteurs du mouvement prodémocratie, car ces derniers représentent éminemment une menace existentielle pour l'image du Parti communiste à travers le monde. Par conséquent, la Chine fait en sorte de supprimer la culture du pluralisme politique dans le territoire autonome. Suppression de Partis politiques, réforme électorales, avantages accordés aux députés favorables au pouvoir central, etc., tout est fait pour faire taire l'opposition. Par exemple, en mars 2021, une réforme électorale est approuvée par le Parlement chinois et a pour principe la formation d'un droit de veto pour le pouvoir sur les candidats de l'opposition prodémocratie aux élections législatives de la métropole. Les députés du Legco – Conseil législatif hong-kongais – seront désormais, pour la plupart, à la solde de la Chine et représentatifs des députés du Palais du Peuple à Pékin.

De plus, les tentatives d'intimidation de Pékin peuvent également s'effectuer en dehors des frontières du Continent. En effet, nous pouvons délibérément identifier une tendance chinoise à intimider ses voisins. Comme mentionné précédemment, Taïwan est sujette aux provocations continues de la part du régime communiste. Par exemple, l'aviation chinoise effectue régulièrement des incursions dans l'espace aérien formosan sans son autorisation, comme dernièrement en janvier 2021. De

manière générale, Taïwan fait l'objet de manœuvres militaires chinoises régulières et notamment de la part de la Marine nationale. Ces démonstrations de force font partie d'une stratégie chinoise bien rodée qui doit, à terme, rapatrier Taïwan en mère patrie. Souhaitant faire de la marine de l'Armée Populaire de Libération une puissance au rang mondial, l'utilisation appuyée de l'outil militaire est définitivement la tactique choisie par Xi Jinping pour arriver à ses fins. Les pressions économiques et diplomatiques sont également devenues routinières pour Taipei qui subit de plein fouet la politique d'isolement de Pékin.

Par ailleurs, la surveillance accrue des activistes prodémocratie de la part de la Chine communiste peut s'exercer également de manière électronique et ce, notamment depuis la Révolution des parapluies de 2014. En effet, les dispositifs de reconnaissance faciale, l'intelligence artificielle ou encore les systèmes de traçage ont largement été institués et utilisés depuis les mouvements sociaux de 2014. L'identification des « insoumis au pouvoir » est naturellement plus efficace lorsque le respect des informations personnelles et de la vie privée est bafoué. En outre, les autorités font en sorte de communiquer le moins possible à propos de leur stratégie de surveillance, afin d'instaurer un climat d'incertitudes propice aux suspicions les plus extravagantes.

Mais depuis la promulgation de la loi sur la sécurité nationale à l'Été 2020, Pékin a de nouveau, accentué ses dispositifs de censure et de contrôle des réseaux sociaux pour identifier ceux qui seraient des dissidents au régime. L'utilisation des messageries cryptées s'était largement répandue après le projet de loi sur l'extradition vers la Chine au printemps 2019, à l'instar de l'application *Telegram* qui était devenue très populaire auprès des militants pour échapper à la vigilance numérique de la Chine continentale. Mais désormais, en 2021, les prises de parole et l'expression d'opinions se font très rares, car les risques encourus sont dorénavant beaucoup trop conséquents : arrestations, procès sans jugement, peines de prison...

Néanmoins, avec le temps, les activistes les plus courageux et déterminés ont su adopter certaines techniques pour éviter la vigilance accrue de la Chine. Par exemple, l'ONG hong-kongaise « *Frontier Keybord* » a publié un document numérique dans lequel il est conseillé de laisser les téléphones portables chez soi avant toute manifestation et d'éviter d'utiliser la Wifi gratuite des espaces publics en raison de la facilité pour les autorités de tracer un suspect avec l'utilisation de ses données personnelles. De la même manière et pour les mêmes raisons, l'utilisation du paiement sans contact est fortement déconseillée. Il est même conseillé de protéger les cartes d'identité et les cartes bancaires avec de l'aluminium pour écarter la possibilité qu'elles soient reconnues par des systèmes permettant de scanner les puces électroniques. Par ailleurs, il est également contre-indiqué d'avoir sur soi ses papiers d'identité, car ils peuvent très facilement être confisqués par les autorités qualifiées. De surcroît, la grande majorité des individus, en manifestation ou non, portent le maque, et parfois même des casques, pour éviter d'être reconnus par les caméras de surveillance, très nombreuses dans le territoire autonome.

Dès lors, il est désormais de plus en plus difficile d'imaginer un horizon où les libertés individuelles soient de nouveau respectées à Hong-Kong et ce, avec l'assentiment de Pékin.

### 2.5.3 Détentions arbitraires et sévérité des peines de prison

Une des caractéristiques principales de la répression chinoise depuis la loi sur la sécurité nationale est l'emprisonnement massif de militants, de journalistes ou encore d'universitaires accusés de soutenir le camp prodémocratie. Ces cas de figure représentent un phénomène régulier selon Amnesty International. En 2017, le militant des Droits de l'Homme, Wu Gan, est condamné à huit ans d'emprisonnement pour « subversion », car celui-ci dénonçait les actes de corruption au sommet de l'Etat sur son blog. Ainsi, la simple expression d'opinion peut conduire à de lourdes peines de prison, bien que la liberté d'expression soit un droit encore garanti par la constitution chinoise en 2021.

Le 23 août 2020, douze militants hong-kongais sont arrêtés en mer par la police chinoise alors qu'ils tentaient de fuir vers les côtes taïwanaises. Des mois après leur arrestation, ces derniers n'avaient toujours pas accès à des avocats, n'avaient toujours pas accès à des soins médicaux et n'avaient pas la possibilité de voir leurs familles et ce, au mépris du Droit international. Maintenus en secret, leurs proches peinaient à obtenir de leurs nouvelles et parmi eux, nombreux sont ceux qui ont soupçonné qu'ils soient victimes d'actes de torture de la part des autorités policières et judiciaires. Ceux-ci faisaient déjà l'objet d'importantes accusations en lien avec les manifestations à Hong-Kong avant leur tentative d'évasion, ce qui a permis aux instances judiciaires de trouver un prétexte « légitime » pour pouvoir les arrêter aux yeux des médias. Dès lors, fin décembre 2020, dix d'entre eux ont été condamnés à des peines allant de sept mois à trois ans de prison pour « passage illégal de frontière ».

Le système judiciaire chinois est alors organisé de manière qu'il puisse appliquer rapidement les consignes de Pékin. Primo, les dissidents hong-kongais arrêtés sont majoritairement envoyés en Chine continentale pour y être jugés frauduleusement par des juges qui jouissent de pouvoirs étendus. Secundo, les autorités judiciaires, depuis la loi sur la sécurité nationale, peuvent effectuer des perquisitions sans mandat, peuvent confisquer des objets personnels appartenant aux accusés, peuvent leur interdire tout déplacement avant le jugement et peuvent les obliger à communiquer des informations par la menace d'incarcération ou par l'emploi de la force. Le respect de la présomption d'innocence est alors loin d'être appliqué. Dès que les dissidents sont arrêtés, leur culpabilité est instantanément admise. Raison pour laquelle de nombreux activistes tentent de fuir le territoire autonome, car ces derniers savent pertinemment qu'il n'y a que peu d'échappatoires possibles, s'ils sont retenus par les services judiciaires chinois.

Les droits humains reconnus par la communauté internationale sont ainsi méprisés par les plus hautes sphères de l'Etat chinois, à l'instar du droit au silence. En effet, au cours d'un interrogatoire policier ou lors d'un procès, aucun accusé ne doit être obligé de s'exprimer par la contrainte. Cependant, l'application de ce droit est complètement omise en Chine au regard des dizaines de témoignages d'anciens détenus qui confirment son absence.

De plus, la loi sur la sécurité nationale fait craindre l'augmentation et l'institution des arrestations arbitraires. Nombreux sont les activistes qui craignent de disparaître du jour au lendemain dans un contexte de craintes accrues pour le maintien des libertés dans l'ancienne colonie britannique. Mais Pékin travaille de manière méthodique, c'est-à-dire qu'elle vise en priorité les visages les plus connus de la Milk Tea Alliance et du mouvement prodémocratie en général, afin d'évaporer la mobilisation. Par exemple, elle n'a pas hésité à condamner à maintes reprises Joshua Wong, qui encoure

actuellement trente mois d'emprisonnement depuis le dernier jugement de mai 2021. Les personnes de la société civile à l'exemple des députés et enseignants prodémocratie sont également très touchés par les arrestations, car selon le Parti communiste, ceux-ci représentent un réel danger pour la population hong-kongaise qui pourrait être influencée par leurs idéaux libéraux.

Xi Jinping, par la sévérité des sanctions encourues, cherche avant tout à enrayer définitivement le mouvement prodémocratie à Hong-Kong et à contraindre la circulation d'informations au sein de son pays afin que la Chine continentale ne soit pas séduite, elle-aussi, par des aspirations démocratiques.

#### **2.5.4 Propagande : instrumentalisation des médias et dénonciation de la violence étudiante par le pouvoir politique**

Enfin, la répression de Pékin s'exprime également par la confiscation de la liberté de la presse et de la liberté d'expression au nom de la sécurité nationale. Nous avons alors affaire à une instrumentalisation organisée des médias de la part du pouvoir central qui vise à stigmatiser les actions des dissidents qui agissent « contre » la nation. L'Etat fait en sorte de véhiculer une image dégradante des activistes prodémocratie dans les médias qui seraient antipatriotiques et qui agiraient contre les intérêts de la Chine. Pékin exerce ainsi son *sharp power* dans le cadre d'une stratégie bien huilée de nuisance aux libertés et d'une politique de propagande institutionnalisée. Depuis une vingtaine d'années, soit depuis la rétrocession de l'ancienne enclave britannique à la Chine, la situation de la liberté de la presse se dégrade explicitement dans le territoire autonome. En effet, le rapport de l'*Association des Journalistes de Hong-Kong* (HKJA) de 2017 rapporte que : « *Les vingt dernières années ont vu régresser la liberté d'expression en général et la liberté de la presse en particulier malgré la lutte des travailleurs des métiers de l'information contre cette tendance* ». Ce même rapport rapporte que huit des vingt-six grands médias hong-kongais seraient sous l'influence totale des autorités chinoises, notamment le premier quotidien de langue anglaise et la principale chaîne gratuite d'Hong-Kong, *Television Broadcasts Limited* (TVB) dont son actionnaire principal, Li Ruigang, est un membre actif du Parti communiste. Il est factuel que les journalistes d'Hong-Kong ne peuvent effectuer leurs investigations comme ils le souhaiteraient, tant la pression politique, l'autocensure et l'interférence continue des autorités sont de mises.

De nombreux journalistes, jugés trop réfractaires au *statu quo*, doivent démissionner sous la contrainte tout en affirmant publiquement que leur démission est liée à des raisons personnelles. Ces derniers sont bien souvent remplacés par des journalistes affiliés au pouvoir communiste qui les choisit pour mener à bien la stratégie de propagande décidée au sommet de l'Etat. Ceux-ci disposent d'un budget largement plus important que les agences de presse indépendantes, afin de relayer une information qui fasse la promotion des décisions de Pékin et qui touche un nombre important de citoyens. Selon Xi Jinping, les médias doivent respecter certaines règles précises s'ils ne veulent pas être supprimés. Dans un premier temps, leur travail doit impérativement être soumis au contrôle de l'Etat. Dans un second temps, les médias ne doivent pas provoquer de déstabilisations sociales par le partage d'informations sulfureuses qui pourraient compromettre la cohésion nationale. Et dans un troisième temps, ces derniers doivent inéluctablement véhiculer une image positive du pouvoir central et du Secrétaire général du Parti communiste chinois à travers l'élaboration d'un véritable travail idéologique. Lors d'une conférence nationale, Xi Jinping souligne le fait qu'il ne souhaite en aucun cas que la presse nationale – presse hong-kongaise comprise – devienne le miroir de la presse

occidentale, caractérisée par son « indépendance » et par la pluralité de ses opinions. Il semble alors inenvisageable que la presse devienne le quatrième pouvoir dans une Chine qui souhaite contrôler toutes les strates de sa société.

Dès lors, les militants prodémocratie avant et pendant la Milk Tea Alliance sont soit victimes d'accusations falsifiées soit victime d'un silence sourd de la part des médias chinois. Tout d'abord, ces derniers peuvent être exposés comme des « barbares » dont la violence serait la caractéristique principale de leur personnalité. Des scènes de violence sorties de leur contexte ou manipulées par divers logiciels de montage sont exploitées pour souligner la prétendue agressivité des militants prodémocratie. D'un autre côté, les médias chinois peuvent s'avérer bien silencieux, quant aux manifestations qui secouent leur propre pays à Hong-Kong, comme en 2019. Effectivement, la télévision publique CCTV et le réseau social chinois Weibo<sup>37</sup>, a très rarement traité des soulèvements sociaux dans le territoire autonome cette année-là. La censure y est donc à son paroxysme puisqu'aucune image des évènements n'a circulé en Chine continentale.

Néanmoins, il arrive que certains journalistes indépendants ne soient pas seulement contraints de démissionner. En effet, beaucoup sont réduits au silence par une interdiction d'accès aux réseaux d'informations, par le boycott de leurs publications ou encore, mais surtout, par des peines de prisons fermes. Par ailleurs, certaines lignes éditoriales comme celle de Yanhuang Chunqiu ou du Southern Weekly ont été modifiées ou définitivement fermées par les autorités. Dans le même temps, de nombreux leaders d'opinions ont disparu, à l'instar de cinq membres de la maison d'édition *Causeway Bay Bookstore* – dont son fondateur Lam Wing-kei –, ou ont été victimes d'agression, à l'instar de l'ancien rédacteur en chef du journal quotidien hong-kongais *Ming Pao*, Kevin Lau. Ce dernier est poignardé par un malfaiteur, son bureau est vandalisé et son appartement est saccagé. De son côté, Jimmy Lai, fondateur de *l'Apple Daily* et figure éminente du combat pour la démocratie à Hong-Kong, est arrêté le 10 août 2020 et condamné le 16 avril 2021 à douze mois de prison pour avoir organisé les manifestations qui ont agité Hong Kong en 2019. Les exemples sont alors multiples et révèlent ô combien Pékin est déterminé à museler les maîtres de l'information.

Dès lors, en utilisant le prétexte de servir la sécurité nationale au mépris du Droit international, le régime communiste légifère contre la liberté d'expression et ce, ironiquement, en toute liberté.

---

<sup>37</sup> Equivalent chinois de Twitter

## **3 Un mouvement trans-national contre l'autoritarisme en général**

### ***3.1 Historique de l'autoritarisme en Asie du Sud-Est***

#### **3.1.1 Des méthodes autoritaires qui ne datent pas d'hier**

Quand on évoque la tendance actuelle à l'autoritarisme sur le continent asiatique, il est néanmoins nécessaire de rappeler qu'elle ne date pas d'hier. En effet, le XX<sup>ème</sup> siècle est caractérisé par des guerres mondiales et par des révolutions modernes aux conséquences durables. Les combats idéologiques atteignent leur zénith et notamment en Asie avec l'idéologie communiste. Mais de manière générale, nous pouvons affirmer qu'il existe une culture du management politique autoritaire en Asie, car les rites et les traditions occupent une place essentielle dans les sociétés. Bien qu'il existe une grande diversité d'identités politiques en Asie, le respect de la famille, de la spiritualité, de la patrie et de la collectivité restent des principes partagés par un très grand nombre d'individus de culture confucéenne. La hiérarchie, la loyauté, la communauté, la recherche du bien-commun constituent également une partie importante de cette culture. Néanmoins, il ne faut surtout pas avoir en-tête le préjugé alimenté par l'ignorance que les nations asiatiques seraient automatiquement serviles, obéissantes et malléables par leurs supérieurs.

Effectivement, les manifestations de Tian'anmen de 1989 ont montré à quel point ce stéréotype était biaisé. Mais ces dernières ont également montré à quel point le pouvoir central avait la main sur sa population par la mise en place d'une répression inédite. En donnant l'ordre à l'armée de tirer sur la foule, Deng Xiaoping met fin à tout espoir de liberté et de démocratie pour des décennies. Son prédécesseur, Mao Zedong, est responsable de la mort de plus de cinquante millions de personnes et de l'épisode le plus meurtrier de l'humanité, soit la grande famine de 1959 à 1962 qu'il a lui-même provoqué par les projets éléphantesques du « *Grand Bond en avant* »<sup>38</sup> et de la « *Commune Populaire* ». Les méthodes autoritaires et oppressives constituent alors le ciment de la République Populaire de Chine dès sa fondation en 1949. Dès lors, Xi Jinping en n'est absolument pas l'instigateur. Fils de Xi Zhongxun, un des huit immortels du Parti communiste chinois, Xi Jinping est considéré comme un « prince rouge » et est donc l'héritier direct d'une culture communiste despotique qui vise à réduire au silence toutes voix discordantes.

Depuis le coup d'état de 1932 qui a aboli la monarchie absolue, la Thaïlande a connu 19 autres coups d'état dont 12 ont réussi, 5 révolutions de palais, 11 tentatives de putsch et plus de 50 gouvernements. De 1957 à 1973, le pays de l'Éléphant Blanc connaît une succession de dictatures militaires. De 1973 à 1976, celui-ci connaît une des rares parenthèses démocratiques de son histoire récente avec notamment l'organisation des premières élections libres depuis 1946 en 1975. Mais les ingérences continues de l'armée dans le paysage politique thaïlandais compromettent fortement la mise sur pied d'un système démocratique stable et durable. À partir du moment où le militarisme est politiquement installé au sein d'une société, l'autoritarisme est largement favorisé. Plus tard, la loi martiale est

---

<sup>38</sup> Véritable fiasco économique, le Grand Bond en Avant est un projet politico-économique pharamineux du fondateur de la République Populaire de Chine, Mao Zedong, qui se traduit par la collectivisation de l'agriculture et par le développement de l'industrie chinoise.

rétablie en 1991 et les militaires gagnent la majorité en 1992. Dans un pays où la conviction que tous ont des droits égaux n'existe pas, les Droits de l'Homme sont alors largement impactés. Pendant les années de dictature militaire – qui a duré une bonne partie de la seconde moitié du XXe siècle –, le respect de ces derniers a été complètement omis par les autorités. Bien que « *Thaïlande* » signifie « *pays des Hommes libres* », les libertés ont bien souvent été bafouées jusqu'à aujourd'hui par une répression autoritaire qui empêchait toute émancipation d'une structure sociale déjà particulièrement rigide. Les accusations de crime de lèse-majesté ont engendré des peines très lourdes dont ont été victimes des milliers de personnes. Par ailleurs, la lutte pour le pouvoir entre les tenants du *statu quo* a pérennisé la privation des droits politiques pour les mouvements de l'opposition qui n'ont, finalement, bénéficié que de très peu de marges de manœuvre au sein du paysage politique thaïlandais.

De son côté, la République de Chine de Tchang Kai-check et de son fils Chiang Ching-kuo, respectivement de 1950 à 1975 et de 1978 à 1987, est formellement une dictature. Occupé actuellement à déterrer les crimes de ce dernier et à rendre justice à ses victimes, le Taïwan d'aujourd'hui n'a rien à voir avec le Taïwan de la deuxième moitié du XXème siècle. « *La terreur blanche* »<sup>39</sup> a causé l'emprisonnement de plus de 140 000 personnes et la mort d'environ 5 000 personnes selon les estimations les plus basses du gouvernement taïwanais. Ces derniers étaient suspectés de soutenir la République Populaire de Chine communiste. Mais l'évènement majeur de l'histoire contemporaine de Taïwan est le massacre 228<sup>40</sup>, qui a débuté le 27-28 février 1947. À cette occasion, plusieurs dizaines de milliers de personnes se soulèvent à Taipei pour exprimer leur opposition au Kuomintang. Dirigé alors par Tchang Kai-check, celui-ci déclenche une répression sans précédent qui fera entre 10 000 et 30 000 morts, des milliers de prisonniers et de disparus. De manière générale, le Kuomintang persécutait les dissidents politiques avec une rare violence. Désormais, si la présidente de Taïwan souhaite mettre la lumière sur ce passé dictatorial aux cicatrices indélébiles, c'est qu'elle souhaite montrer que son pays, contrairement à la Chine continentale, n'a pas peur de faire son *mea-culpa* historique. En remettant en cause ces abus, celle-ci souhaite montrer l'effectivité et la transparence de la démocratie taïwanaise dans une période où les tensions se cristallisent entre la démocratie hong-kongaise souffrante et l'autoritarisme fulgurant de Pékin.

Les khmers rouges au Cambodge (1975-1979), la dictature de Soeharto en Indonésie (1965-1998) ou encore la dictature de Marcos aux Philippines (1965-1986) montrent bien qu'il existe un réel passif d'autoritarisme, parfois dictatorial, sur le continent asiatique. Bien qu'il reste un nombre significatif de pays qui restent sous l'influence des méthodes autoritaires, certains d'entre eux ont su relever, pendant un temps, les défis démocratiques auxquels ils étaient confrontés.

### **3.1.2 Un passé démocratique autrefois encourageant**

À partir du milieu des années 1980, les dictatures en Indonésie et aux Philippines tirent leur révérence. Une période de démocratisation s'installe progressivement grâce au développement économique. L'optimisme démocratique est également à son paroxysme en Corée du Sud et à Taïwan. L'évolution économique diminue naturellement l'importance de la discipline de travail, au profit de la qualification en raison des progrès techniques. Mais au-delà de cet aspect, les aspirations

---

<sup>39</sup> Période dans laquelle la loi martiale est établie de 1949 à 1987 contre tous les opposants du Kuomintang.

<sup>40</sup> 228 fait référence au jour où le massacre a débuté : 02-28

démocratiques se font de plus en plus entendre, notamment à Singapour. Les populations de classes populaires et de classes moyennes revendiquent des réformes institutionnelles, un renouvellement de leurs représentants politiques et une meilleure prise en compte de l'opinion publique. Même si les « hommes de confiance » des anciennes dictatures peuvent garder un rôle éminent au sein de certaines sociétés, à l'instar de la Corée du Sud et de Taïwan, il existe une nouvelle et réelle volonté populaire d'influencer le pouvoir de l'intérieur. Cependant, les revendications démocratiques sur le continent asiatiques, comme instruments de justice, sont diverses. Comme l'écrivait le juriste français, Georges Burdeau, « *la démocratie varie selon le milieu et le moment dans lequel il est employé et selon le contexte doctrinal où il se trouve situé* ». Effectivement, certaines populations revendiquent exclusivement une démocratie économique et sociale, qui assurerait un accès équitable aux services scolaires et de santé et qui assumerait une part essentielle des prestations sociales. D'autres, préfèrent privilégier la mise en place d'une démocratie politique qui favoriserait la participation de toute la nation au débat public et qui respecterait la liberté de choix du système de gouvernement par la nation.

Néanmoins, ce vent de démocratisation a davantage eu d'effets positifs au Nord-Est de l'Asie qu'en Asie du Sud-Est. En effet, la mise en place de la démocratie en Malaisie, en Thaïlande et en Birmanie a été un véritable échec. Les polarisations communautaires, la place importante de l'armée dans le paysage politique ou encore la mise sous tutelle des voix de l'opposition et de la presse ont dominé ces tentatives de changement. Le modèle occidental qui prône le respect du libre-arbitre populaire est loin d'obtenir un consensus au sein des pays de culture confucéenne, musulmane ou hindoue ; particulièrement attachés à une rigueur et une discipline autoritaire. *The Voice of Asia*, publié en 1995 par l'ancien Premier ministre malaisien, Mahathir bin Mohamad (2018-2020) et par le célèbre homme politique japonais, Shintaro Ishihara, fustigent explicitement les fragilités et le mythe du modèle démocratique occidental. D'autre part, ces derniers souhaitent montrer que le continent asiatique, jouissant d'une croissance économique en pleine ascension dans les années 1990, est complètement capable de créer son propre modèle de développement.

Ainsi, nous assistons alors au « Grand Bond en arrière » de la démocratie qui est largement remise en cause dans de nombreux pays asiatiques depuis le courant des années 2000, à l'exemple de la Thaïlande et de la Birmanie où l'enracinement de la démocratie n'a jamais été effectif. La prise en compte continue de l'intérêt général peut alors occasionner des carences politiques importantes, car il y aura aisément des individus mécontents qui altéreront la cohésion de l'Etat.

### **3.1.3 Un vent d'autoritarisme en Asie du Sud-Est depuis quelques années et la fin des parenthèses démocratiques**

Bien qu'aucun pays de la zone ne puisse être qualifié formellement de « démocratique », la fin des parenthèses démocratiques ne s'est pas faite attendre, notamment en Asie du Sud-Est. Responsable de désordres et d'instabilité politique comme aux Philippines, la démocratie n'a pas toujours provoqué les résultats escomptés en termes de développement politique et social. Comme elle représente souverainement le peuple, il est difficile, pour elle, de ne pas le décevoir. Les peuples d'Asie du Sud-Est, généralement, accordent moins d'importance à une conduite morale de la part de leurs dirigeants qu'aux décisions prises par ces derniers. Dès lors, la déception populaire amène à une sérieuse remise en cause de l'expérience démocratique, qui s'achemine ensuite d'instinct par un retour aux dispositions autoritaires.

Par exemple, la chute du dictateur, Suharto, en 1998, occasionne des manifestations populaires en Indonésie qui permettront l'instauration d'un système démocratique. Néanmoins, à partir de la présidence de Susilo Bambang Yudhoyono (2004-2014) et surtout depuis l'élection de son successeur, Joko Widodo, en 2014, la démocratie est bien malade. En effet, le système politique indonésien post-dictature a facilité l'émergence d'une oligarchie conservatrice, très attachée à son pouvoir et à son influence au sein de la Chambre des Représentants. La corruption est alors impunie et reste une pratique très présente au sein des élites politiques. De plus, la liberté d'expression est rarement respectée et les libertés restent particulièrement restreintes. Par exemple, en 2019, Joko Widodo met en place une réforme qui pénaliserait de six mois de prison les relations sexuelles hors mariage. Le Code Civil indonésien s'est alors fortement durci à cause de l'influence des mouvements traditionalistes musulmans et conservateurs, et n'est pas franchement à l'image de la vision de la démocratie à l'occidentale.

La Birmanie connaît ce même désenchantement. Bien qu'elle ne se soit jamais réellement démocratisée totalement puisque 25% des sièges au Parlement birman sont réservés aux membres de l'armée, la Birmanie reste le pays symbole de la lutte pour la démocratie avec pour chef de file la militante, Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Nobel de la paix en 1991. Sa passivité envers l'oppression de la minorité musulmane des Rohingyas en 2012 et 2016-2017, et l'instabilité politique provoquée par les ambitions personnelles de généraux de la junte ne permettent délibérément pas d'instaurer une démocratie durable. Le coup d'état de l'armée du 1<sup>er</sup> février 2021 sonne le glas de la démocratie birmane pour une durée incertaine. Néanmoins, en réponse, les étudiants birmans se sont massivement mobilisés sur les réseaux sociaux et dans les rues et ont même souhaité rejoindre la Milk Tea Alliance aux côtés des Thaïlandais, Taïwanais et Hong-kongais.

Le Cambodge, de son côté, est l'exemple le plus frappant de l'évolution de nombreux pays de l'Asie du Sud-Est vers l'«illibéralisme»<sup>41</sup>. Les limites de la démocratie cambodgienne sont néanmoins connues de tous. Dirigé d'une main de fer depuis plus de vingt ans par le Premier ministre et l'ancien khmer rouge, Hun Sen, l'opposition n'existe quasiment pas<sup>42</sup>, au profit du *Parti du Peuple Cambodgien* (PCC), les médias indépendants sont aux abonnés absents et les élections sont entachées d'irrégularités. Les arrestations arbitraires font partie de la vie quotidienne de millions de Cambodgiens, souvent voués à fuir le pays pour se protéger de la répression gouvernementale et d'une justice largement politisée. De plus, la politique d'Hun Sen, sous la bannière du communisme, a permis à son Parti de remporter la totalité des sièges de « représentants du peuple ».

Les incertitudes quant à l'avenir démocratique des pays d'Asie du Sud-Est sont alors particulièrement profondes. En plus de la Chine, les activistes Thaïlandais, Taiwanais et Hong-kongais sont ainsi entourés de pays tournés vers l'autoritarisme de manière inquiétante, ce qui ne facilite guère leur combat pour le respect des Droits de l'Homme.

---

<sup>41</sup> Selon l'historien et sociologue français, Pierre Rosanvallon, l'illibéralisme est « *une culture politique qui disqualifie en son principe la vision libérale* ».

<sup>42</sup> La dissolution du Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC) le 16 novembre 2017 marque un tournant décisif dans l'élimination progressive des voix dissidentes et de la démocratie en général

## 3.2 *Le cas de la Thaïlande*

### 3.2.1 **Pays soumis à une instabilité politique constante dû à un système politique complexe**

Le système politique thaïlandais est connu pour son extrême complexité. Entre dictature militaire, monarchie constitutionnelle ou encore démocratie hybride, peu sont capables de dresser une esquisse précise de la véritable identité politique thaïlandaise.

Après des siècles à la tête du Royaume de Thaïlande, la monarchie absolutiste est renversée en 1932 par les militaires, au profit d'une monarchie qui se veut constitutionnelle. La dynastie Chakri, au pouvoir depuis 1782, doit alors s'adapter à ces nouveaux changements politiques auxquels elle est résignée. Seul pays du Sud-Est asiatique à n'avoir jamais été conquis par les puissances occidentales, la Thaïlande est logiquement le seul pays de la région à ne pas avoir hérité du constitutionnalisme occidental et le premier pays de la région à avoir adopté le modèle de la monarchie constitutionnelle. En effet, sa construction politique est le seul fruit de ses élites qui ont permis à la Thaïlande de rentrer dans une nouvelle ère, qui va s'avérer être bien plus trouble que prévue. La première constitution thaïlandaise à l'issue du coup d'état de 1932 s'appuie sur le bouddhisme et la monarchie. Ces deux aspects sont parmi les seuls paramètres du paysage politique thaïlandais qui se sont révélés être relativement stables. Effectivement, la démocratie du Pays de l'Eléphant Blanc est largement influencée par une culture thaïlandaise omniprésente qui donne à l'autoritarisme une importance notable pour la conduite de la nation. Le régime de discussion que représente la démocratie à l'occidentale est en totale opposition avec les valeurs d'harmonie et d'unité chères à la culture thaïe. Dès lors, la démocratie à la thaïlandaise justifie l'autoritarisme militaire comme meilleure forme d'autorité pour assurer un équilibre national. Il est alors essentiel de ne pas analyser la situation politique de ce pays par un regard occidental habitué au respect de certaines valeurs libérales qui condamnent notamment l'autocratie et le commandement autoritaire. D'une certaine manière, la mainmise du politique sur la vie des individus a été consentie et acceptée par la population car la priorité était donnée à la cohésion nationale.

Néanmoins, les 19 coups d'états initiés par les différentes factions de l'armée thaïlandaise ont naturellement compromis le maintien d'une stabilité nationale durable par des changements constants de gouvernements et de constitutions. Il faut savoir que l'armée est maîtresse en Thaïlande. Les coups d'état servent uniquement à exalter les intérêts d'une partie de l'armée, qui n'hésitera pas ensuite à supprimer tous ses opposants, dont des factions adverses de l'armée. La durée de vie d'une constitution en Thaïlande est alors particulièrement courte : elle dépasse rarement cinq années d'application. Les forces de l'armée représentent explicitement un « Etat dans l'Etat » et représentent un cercle très influent auprès du roi. Les juges représentent également des arbitres éminents dans la vie politique du pays, car ces derniers interprètent régulièrement la Constitution comme bon leur semble. Les institutions démocratiques sont pourtant bien présentes, et les différentes constitutions promulguées en sont l'incarnation. Cependant, leur effectivité reste très superficielle, car il n'existe qu'une application illusoire du pluralisme politique et de la légitimité électorale en Thaïlande.

De son côté, le roi est chef de l'armée et a le devoir de protéger la religion – le bouddhisme –. Bien qu'il soit très largement critiqué de nos jours, l'article 112 du code pénal protège le roi de toute critique qui serait directement assimilée à un crime de lèse-majesté. Par exemple, en 2017, une centaine de personnes, dont certains adolescents, sont incarcérées pour « lèse-majesté ». Même si les peines lourdes restent exceptionnelles, certains écopent jusqu'à plus de trente ans de prison. Personnalité hautement controversée et figure quasiment divine, le roi Rama X, en fonction depuis 2016, applique des méthodes rigoristes incontestables au sein du paysage politique thaïlandais. Se considérant comme une figure quasiment divine, Rama X est considéré comme le souverain le plus riche de la planète, avec une fortune estimée entre quarante et cinquante-cinq milliards d'euros<sup>43</sup>.

Ainsi, avec un roi considéré comme infaillible et une junte militaire gouvernée par ses ambitions personnelles, le paysage politique thaïlandais se caractérise par un enchevêtrement de pouvoirs à la fois opposés et complémentaires. Les deux incarnent un autoritarisme propre qui suscite actuellement de virulentes protestations.

### **3.2.2 Des contestations de plus en plus virulentes envers la junte thaïlandaise et une répression sans concession**

Depuis l'Été 2020, les manifestations estudiantines en Thaïlande contre le pouvoir du Premier ministre et ancien commandant en chef de l'armée royale, Prayut Chan-o-cha, rassemblent chaque fois des dizaines de milliers de jeunes dans les rues de Bangkok. Animés d'une détermination indéfectible, ces derniers visent, dans un premier temps, le renversement le gouvernement de la junte militaire qu'ils considèrent comme étant une « dictature ». Contrairement à Hong-Kong où la police détient un large pouvoir, en Thaïlande c'est délibérément la junte et la monarchie qui ont le monopole politique en Thaïlande.

Au cours d'un entretien téléphonique avec Madame Eugénie Mérieau en novembre 2020, j'ai eu l'opportunité d'obtenir plus d'informations quant à ces nouvelles manifestations d'une ampleur sans précédent depuis le coup d'état de 2014, qui a mené Prayut Chan-o-cha au pouvoir. Primo, selon Madame Mérieau, les étudiants thaïlandais sont épuisés de ce système qui combine monarchie armée et instabilité intentionnelle provoquée par les élites politiques, afin d'empêcher le régime parlementaire de prendre pied en Thaïlande. En effet, dès que le système parlementaire commence à s'institutionnaliser, il est rapidement déséquilibré. Les forces conservatrices ultraroyalistes comprenant les militaires, les principales élites de la magistrature et les populations de classe moyenne aisée se retrouvent au sein du mouvement de *l'Alliance Populaire contre la Démocratie* (PAD), aussi appelée « *chemises jaunes* »<sup>44</sup>. De leur côté, les « *chemises rouges* », soit le *Front Uni pour la Démocratie et contre la Dictature* (UDD), composées d'étudiants engagés et de militants de toutes classes sociales, défendent à tout prix le modèle démocratique et condamnent le monopole politique des élites thaïlandaises. Les chemises jaunes existent depuis fin 2005 lorsque les tensions contre le Premier ministre Thaksin Shinawatra, accusés de corruption, étaient à leur paroxysme. Les chemises rouges, quant à elles, naissent en 2010 lors de nouveaux affrontements contre le conservatisme des chemises jaunes, et défendent l'ancien Premier ministre Shinawatra. Mais selon

---

<sup>43</sup> Selon le classement effectué chaque année par *Business insider*

<sup>44</sup> Le jaune étant la couleur symbole de la monarchie thaïlandaise

Eugénie Mérieau, la plupart des chemises jaunes sont des membres de l'armée qui sont quelques fois payés et contraints d'exprimer leur loyauté à la junte et à la monarchie. Néanmoins, cet ancien clivage, qui a animé le paysage politique thaïlandais, existe toujours, mais comporte désormais de nombreuses nuances depuis les protestations de 2020.

En effet, les manifestants se retrouvent dans des valeurs universalistes et de liberté d'expression, d'où leur soutien absolu envers les rassemblements prodémocratie à Hong-Kong. Bien que les étudiants soient majoritaires, le pluralisme des revendications permet aux mouvements sociaux d'être perméables aux mobilisations de toutes les couches sociales. Par exemple, certains vont davantage dénoncer la mainmise de la Chine sur les militaires et la société thaïlandaise, plutôt qu'un réel respect de la démocratie. Mais c'est délibérément l'appel au respect des libertés et de la démocratie qui mobilisent le plus d'individus.

Mais cet engagement n'est pas sans risque. Le 15 octobre 2020, le gouvernement publie un décret liberticide qui interdit tout rassemblement politique de plus de quatre personnes, pour « *empêcher les troubles à l'ordre public* ». La censure des médias, le déploiement de l'armée et l'arrestation des principaux leaders de la contestation n'ont pourtant pas suffi à diminuer l'ampleur de la contestation. Mais de nombreux activistes sont en détention provisoire en attente d'un jugement pour sédition et/ou la violation de la loi d'urgence sanitaire. Certains ont plus de chances que d'autres, car les militants les plus aisés peuvent se passer de dix jours de détention s'ils ont les moyens de payer la caution. De plus, s'ils sont arrêtés le vendredi, ces derniers vont forcément devoir passer le week-end en prison, car aucun magistrat ne travaille en fin de semaine. Dès lors, les détentions provisoires se multiplient et engendrent une saturation des milieux carcéraux. Cependant, il faut garder à l'esprit que les condamnations envers les militants de la Milk Tea Alliance restent rares, ils sont pratiquement tous en liberté. Néanmoins, le régime de Prayut Chan-o-cha reste connu pour la sévérité de son oppression. Par exemple, en janvier 2021, une ancienne fonctionnaire, nommée Anchan Preeert, est condamnée à quarante-trois ans de prison pour crime de lèse-majesté. Inutilisée depuis 2017, c'est la plus lourde peine jamais prononcée dans une affaire de lèse-majesté. Par ailleurs, les disparitions d'activistes thaïlandais sont récurrentes. Nous pouvons citer l'exemple de l'activiste antimonarchiste et chemise rouge, Wanchalearm Satsaksit, enlevé par trois inconnus en juin 2020 à Phnom Penh, au Cambodge. En 2020, neuf disparus de force ont été comptabilisés dont Surachai Shuracai Danwattanusorn, leader du mouvement des chemises rouges.

Enfin, la situation sanitaire actuelle compromet les espoirs des activistes thaïlandais et ne les incite guère à prendre des risques. En effet, s'ils sont arrêtés par l'armée actuellement, ces derniers ne pourraient envisager de quitter le pays pour se protéger en raison de la fermeture des frontières thaïlandaises. De plus, à cause de ce même problème, les journalistes peinent à venir sur le terrain, ce qui engendre une moindre médiatisation des événements.

### **3.2.3 Un mouvement qui conteste sans ambages la monarchie**

Depuis la mi-octobre, le mouvement prodémocratie, affilié à la Milk Tea Alliance et dirigé par des étudiants, est très présent à Bangkok et est entré dans une ampleur inédite dans l'histoire moderne de la Thaïlande. Au-delà de la condamnation du régime militaire de la junte, les activistes thaïlandais de la Milk Tea Alliance ont brisé un tabou : critiquer une monarchie qui est censée être intouchable. Ces

derniers réclament une réforme de la monarchie, car celle-ci est, selon eux, un frein à la modernisation et à la démocratisation du pays. Pourtant, dans les années 1970 jusqu'aux années 1990, la monarchie thaïlandaise était vue comme une fierté nationale et le symbole du progrès politique. Le père de l'actuel roi de Thaïlande, Rama IX, était, en effet, particulièrement populaire et bien-aimé. Son règne de 70 ans, de 1946 à 2016, l'a rendu immortel auprès de ses sujets, et beaucoup le considèrent toujours comme le « *Père de la Nation* ». Décédé le 13 octobre 2016, ce jour est désormais férié dans tout le royaume depuis 2017. À l'opposé, son fils, Maha Vajiralongkorn, ou Rama X, est beaucoup plus controversé. Célèbre pour ses frasques à répétition<sup>45</sup>, Rama X est également connu pour son autoritarisme et ses méthodes répressives. Selon le journal thaïlandais *Khaosod*, celui-ci utilise sans modération l'article 112 de la constitution, qui punit les crimes de lèse-majesté. Malaimé par la population, il ignore également les réclamations actuelles de la jeunesse thaïlandaise qui aspire au respect des valeurs démocratiques. De la même manière, depuis son arrivée au pouvoir, le roi a largement renforcé le pouvoir de la monarchie en prenant notamment le contrôle de la fortune royale.

Selon Madame Eugénie Mérieau, ces récentes contestations, qui dénoncent sans ambages la monarchie, sont les conséquences d'une conception idéologique nationale qui reste largement divisée. En effet, il existe deux entités bien distinctes au sein de la population thaïlandaise : ceux qui sont partisans d'une souveraineté royale et ceux qui sont partisans d'une souveraineté populaire. Les partisans de la souveraineté royale, les ultra-royalistes, sont en majorité les militaires – nous pouvons le remarquer avec la coupe de cheveux – et les anciennes générations nées avec le culte du roi. De leur côté, les partisans de la souveraineté populaire sont naturellement des étudiants en majorité et des activistes prodémocratie. Les dernières manifestations montrent que ces deux entités entrent actuellement en collision et montrent qu'elles n'ont jamais été aussi antagonistes.

Pour les activistes thaïlandais de la Milk Tea Alliance, la monarchie est réellement un frein à la démocratisation de leur pays. Dès lors, ces derniers ne souhaitent plus mâcher leur mot quant à la légitimité des pratiques despotiques de la monarchie et souhaitent que cette dernière interprète les mouvements de protestation comme un ultimatum : celui de se réformer ou celui de reconnaître son abolition. L'article 112 du Code pénal thaïlandais est désormais largement bafoué tellement la parole est dorénavant libérée. Cette parole libérée aurait, auparavant, servi de prétexte pour une sévère condamnation de crime de lèse-majesté. Par exemple, le 20 septembre 2020 à Bangkok, des activistes élaborent une plaque indiquant « *Ce pays appartient au peuple et n'est pas la propriété de la monarchie car ils nous ont trompés* ». À cette occasion, le militant Parit Chiwarak scande « *A bas la féodalité, vive le peuple* » ou encore « *La nation n'appartient à personne, mais à nous tous* ».

En 2021, les manifestations sont toujours d'actualité et se sont même particulièrement durcies. En effet, quatre leaders de la contestation ont été enfermés pour crime de lèse-majesté, les blessés se multiplient et les affrontements avec la police sont très virulents. Chaque week-end, les étudiants se rassemblent pour obtenir la libération de leurs collègues et pour exprimer leur soif de justice. En novembre 2020, Rama X a semblé émettre une volonté de compromis avec les manifestants lors d'un bain de foule. À cette occasion, celui-ci scande que « *la Thaïlande est une terre de compromis* » à un journaliste de la chaîne britannique *Channel 4*. Mais les activistes sont habitués aux discours erronés

---

<sup>45</sup> Par exemple, le roi, Rama X, passe l'essentiel de son temps en Allemagne, entouré de femmes et ce, notamment lors de la crise du covid-19. Délaissant son peuple, les critiques ne se font pas attendre.

et illusoire de l'actuel roi, qui ne rassurent guère. Ces derniers exigent des actions concrètes qui leur permettraient d'avoir, de nouveau, confiance en la légitimité de leur monarchie constitutionnelle.

Mais à l'heure où la monarchie fait l'objet d'une contestation sans précédent, celle-ci peut compter sur de nombreux partisans qui lui sont toujours très fidèles. Munis de drapeaux jaunes et de chemises jaunes qui symbolisent la royauté, d'importantes manifestations de soutien au roi Rama X se sont organisées, notamment en novembre et décembre 2020 à Bangkok.

Même si les activistes prodémocratie perdent, la société thaïlandaise, centrée sur la dévotion à son monarque, pourrait ne plus jamais être la même. Effectivement, cette montée de la dissidence pourrait laisser des traces indélébiles dans le paysage politique thaïlandais et ce, notamment grâce à l'alliance formée avec ses semblables Hong-kongais et Taïwanais.

### **3.3 *Quel avenir et quelles perspectives ?***

#### **3.3.1 Une situation régionale incertaine**

L'incertitude sociale, économique et écologique qui règnent sur le continent asiatique n'aident réellement pas la Milk Tea Alliance à se projeter dans un futur proche. En effet, une ère nouvelle s'impose aux jeunes citoyens du monde et plus spécialement aux jeunes asiatiques, et exige de leur part des adaptations variées et de nombreuses remises en question pour tenter de maintenir l'équilibre du « vivre-ensemble », déjà lourdement fragilisé aujourd'hui. Les défis budgétaires, culturels, énergétiques et juridiques qui vont devoir être relevés vont certainement mettre à rude épreuve la stabilité sociale et les administrations de nombreux pays. En effet, les conséquences combinées du changement climatique, de la raréfaction des énergies fossiles et leur consommation exponentielle, de la situation d'endettement des pays, vont avoir des répercussions profondes sur les modes de vie et sur les politiques publiques. De surcroît, nous nous dirigeons vers une extraordinaire accélération des tensions entre gouvernants et gouvernés en Asie, et entre communautés politiques et sociales. Il est désormais nécessaire pour les jeunes activistes d'appréhender cette transition inévitable pour assurer la durabilité du bien-être humain et la stabilité du monde.

Le continent asiatique est vulnérable et c'est un secret pour personne. En 2017, Kira Vinke, chercheuse à l'*Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique* (PIK), alerte la communauté internationale sur les conséquences désastreuses des actuels et futurs changements climatiques. La hausse des températures et les dérèglements climatiques – augmentation des précipitations et des catastrophes naturelles, élévation du niveau des eaux, disparition progressive de la biodiversité, etc. – auront des conséquences durables et irrévocables sur les stabilités nationales. Effectivement, la sécurité alimentaire, les inégalités sociales, la croissance économique, le développement humain et les questions migratoires en seront fortement impactés. En situation de chaos climatique et de crise écologique multiformes, la démocratie est alors susceptible d'être mise de côté par les hauts dignitaires du pouvoir, afin de privilégier des méthodes politiques intransigeantes et plus autoritaires qui permettraient de discipliner les populations. Au-delà des aspirations autocratiques personnelles qui mettent à rude épreuve l'épanouissement de la démocratie, les facteurs

conjoncturels et structurels présents et à venir compromettent, encore un peu plus, l'implantation pérenne de celle-ci sur le continent.

Riche de 4,6 milliards d'habitants dont 2 milliards sont des jeunes de moins de vingt ans, l'Asie va devoir se confronter à de nouvelles problématiques, qui vont définir à jamais sa place à l'échelle régionale et internationale. La Thaïlande, Taïwan et Hong-Kong savent naturellement que le temps est compté pour installer la démocratie, avant que l'environnement social, économique et environnemental leur soient défavorables.

Néanmoins, il reste difficile de dresser des affirmations quant aux évolutions à venir au regard des incertitudes politiques qui règnent de manière unanime à travers le monde. De plus, la détermination des militants de la Milk Tea Alliance est également susceptible de provoquer des prises de conscience collective, qui pourraient largement se diffuser et entraîner de profondes ruptures sociétales, à l'instar de politiques de démondialisation pour lutter contre les multiples externalités négatives de la perpétuelle course aux profits.

L'heure est alors nécessairement à la mobilisation, mais également à la réflexion. En effet, l'avenir est flou et impose une multitude d'hypothèses à appréhender. Reste à savoir laquelle, ou lesquelles, domineront la scène politique thaïlandaise, taïwanaise et hong-kongaise dans quelques années...

### **3.3.2 Intervention des acteurs internationaux envisageables ? (Etats, ONG, OI)**

L'intervention des acteurs internationaux pour soutenir les causes défendues par l'alliance du thé au lait reste, pour le moment, particulièrement timide. Primo, les Etats sont très peu à dénoncer ouvertement les pratiques autoritaires de la Chine communiste de Xi Jinping, en raison des liens économiques de première importance qui lient les Etats occidentaux et du monde à Pékin. Que ce soit pour la détention de la communauté ouïghoure au Xinjiang, pour les violences inédites commises par la police à Hong-Kong ou encore pour les tentatives d'intimidation de la Chine en Asie-Pacifique, l'indifférence règne au cœur des grandes institutions nationales étrangères. Bien que les rapports dénonçant les exactions chinoises se multiplient et que certaines sanctions occidentales soient appliquées, la Chine reste largement libre d'appliquer ses méthodes répressives à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières au mépris du Droit international. Par exemple, les pays occidentaux ont largement condamné la loi sur la sécurité nationale de l'Eté 2020 s'adressant à Hong-Kong, mais en vain. Dès lors, il semble difficile d'imaginer un ensemble de soutiens étatiques s'adressant directement à la Milk Tea Alliance. Les Européens, attachés à une politique d'équilibre envers le géant chinois, ne semblent pas prêts à sacrifier leurs traités économiques avec l'Empire du Milieu pour sauver la métropole financière, encore récemment sous tutelle occidentale à la fin du XXème siècle.

De leur côté, les experts des Droits de l'Homme des organisations internationales ont toujours déclaré être « préoccupés » par le sort des dissidents politiques chinois, hong-kongais et taïwanais. Bien qu'ils puissent être déterminés à mettre en lumière les exactions commises par la République Populaire de Chine, cette dernière leur a toujours interdit, jusqu'à aujourd'hui, de procéder à des enquêtes sur place. Par ailleurs, la Chine détient de nombreux soutiens à l'intérieur des Nations unies en raison de son immense influence économique à l'échelle internationale. Par exemple, lors de la promulgation de sa loi sur la sécurité nationale en 2020, la Chine est soutenue par près de cinquante-trois Etats au *Conseil*

*des Droits de l'Homme* de l'ONU, à l'instar de l'Iran et de l'ensemble des pays africains. Membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU et dotée naturellement du droit de veto, la Chine est alors impunissable. De plus, l'exclusion de Taïwan aux Nations unies depuis 1971 – au profit de la République Populaire de Chine – ne favorise aucunement le débat à propos de l'autoritarisme grandissant des méthodes de Xi Jinping. Bien que la communauté internationale soit de plus en plus favorable à la participation de Taïwan aux activités de l'ONU, elle reste néanmoins exclue et largement marginalisée. De son côté, les exactions violentes commises par la junte militaire thaïlandaise sur son peuple sont également condamnées par les Nations unies depuis décembre 2020. Mais l'absence de moyens coercitifs empêche les organisations internationales de faire valoir leurs jugements et recommandations auprès des détenteurs du pouvoir autoritaire.

Dès lors, les Organisations non-gouvernementales (ONG) semblent être les plus aptes à venir en aide aux militants prodémocratie asiatiques. L'ONG *Human Rights Watch* (HRW) a récemment accusé la Chine de « *crime contre l'humanité* » en raison du traitement qu'elle inflige à la communauté ouïghoure. De la même manière, l'ONG *Freedom House*<sup>46</sup> a officialisé le statut actuel de la Thaïlande comme un pays « non-libre » en 2021. Cette dernière justifie son propos en affirmant que la Thaïlande est un pays qui a basculé vers un autoritarisme assumé par « *la dissolution d'un parti de l'opposition qui a obtenu de bons résultats au cours des élections de 2019, et par la répression des jeunes manifestants prodémocratie par le gouvernement militaire* ». L'impact de l'*Association taïwanaise pour les droits de l'homme* est également notable. En effet, celle-ci organise de grandes manifestations pour la liberté d'expression et exige la libération des 402 prisonniers taïwanais et hong-kongais présents en Chine continentale, dont l'activiste taïwanais, Lee Ming-che. Les ONG, contrairement aux Etats, ne cherchent pas de solutions d'équilibre et sont parmi les seuls acteurs internationaux à dénoncer ouvertement les exactions commises en Asie par les pouvoirs centraux et à soutenir le militantisme de la Milk Tea Alliance. Cependant, leurs champs d'action sont limités, en raison de la censure dont elles peuvent faire l'objet sur certains territoires – comme en Chine –. De plus, leurs champs d'action seraient largement plus importants si elles étaient aidées par des autorités nationales et internationales.

### **3.3.3 Ralentissement de l'optimisme démocratique à cause de la crise du Covid-19**

La pandémie de covid-19 survenue à la fin de l'année 2019 à Wuhan, en Chine continentale, a eu un impact considérable sur l'évolution des contestations prodémocratie en Asie orientale. En effet, celle-ci a porté un coup d'arrêt à la dynamique protestataire pendant de nombreuses semaines et ce, spécialement à Hong-Kong et en Thaïlande. Néanmoins, les prétextes de protection sanitaire ont largement été utilisés par Pékin et Bangkok pour interdire tout « rassemblement populaire » dans les différents lieux publics. Dès lors, les militants prodémocratie voient leurs actions et leurs droits être étouffés par des mesures nationales visant officiellement à éradiquer le virus, mais qui s'avèrent être particulièrement liberticides dans les faits. Marginalisation des activistes, dépossession des milieux associatifs ou encore hausse des discriminations et de l'usage de la force envers la société civile, etc., l'accroissement de la répression et de la censure envers les pensées dissidentes est bien réel.

---

<sup>46</sup> Organisation non-gouvernementale qui classe les pays selon leur niveau de libertés politiques et civiles

Sous couvert de discours de sécurité nationale, le coronavirus est largement devenu un prétexte pour restreindre les droits démocratiques des populations hong-kongaises et thaïlandaises. Par exemple, les restrictions concernant les libertés de mouvement ont permis à la Chine communiste et à la junte thaïlandaise de contrôler encore plus facilement les faits et gestes de leurs concitoyens grâce à l'usage de la désinformation. La voix des opposants s'est retrouvée fortement affaiblie, les arrestations ainsi que les tentatives d'intimidation envers des militants de la Milk Tea Alliance ont augmenté de manière exponentielle. En effet, des défenseurs des Droits de l'Homme, des avocats, des médecins et de jeunes étudiants ont fait l'objet de disparitions, d'arrestations ou encore de poursuites judiciaires sans véritable justification. Début 2021, Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, dénonce ces agissements profondément opportunistes qui entrent en contradiction totale avec le respect des libertés publiques, soumis à l'ensemble de la communauté internationale : « *Brandissant la pandémie comme prétexte, les autorités de certains pays ont pris des mesures de sécurité sévères et des mesures d'urgence pour réprimer les voix dissonantes, abolir les libertés les plus fondamentales, faire taire les médias indépendants et entraver le travail des organisations non-gouvernementales* ». L'exceptionnalité de la situation a provoqué l'institutionnalisation de mesures d'urgence qui, bien que la situation se soit stabilisée à certains endroits, continuent d'être appliquées en toute impunité.

Cependant, les protestations en Thaïlande ont, certes, été parfois au ralenti en raison des proscriptions gouvernementales concernant les rassemblements, mais n'ont jamais réellement cessées. En effet, que ce soit à l'automne 2020 ou en hiver 2021, Bangkok a vu des dizaines de milliers de jeunes militants occuper de manière presque continue les espaces publics pour faire entendre leurs revendications et ce, malgré les risques de sanctions judiciaires. De plus, la Milk Tea Alliance s'est amplement et principalement développée sur les réseaux sociaux, ce qui ne facilite pas la tâche de Pékin et de Bangkok dans la chasse aux voix dissidentes. Les jeunes générations asiatiques, ultra connectées, sont donc habituées à utiliser ces plateformes qui représentent une alternative considérable face aux récentes interdictions de rassemblement. Bien qu'il existe une surveillance accrue de l'activité virtuelle des activistes de la part des différents services de renseignement, il reste plus difficile pour un Etat de contrôler l'ensemble des messages partagés sur des plateformes qui échappent, parfois, aux radars nationaux. Née sur Twitter, la Milk Tea Alliance et ses militants ont ainsi privilégié les campagnes de sensibilisation numériques au détriment de l'activisme de terrain, afin d'avertir les internautes du monde entier quant au sort qui leur est destiné.

## CONCLUSION

Écrit entre janvier et mai 2021, ce mémoire a pour ambition de dresser une étude complète du récent phénomène politique qu'est la Milk Tea Alliance. Née en avril 2020, les études concernant cette nouvelle forme de contestation se font rares. Relativement absente des médias en Occident en raison de la pandémie de covid-19 qui occupe une large partie des thématiques d'information, il m'a semblé nécessaire d'analyser en profondeur les caractéristiques culturelles, sociales et politiques de ce mouvement supranational, impulsé par la jeune génération asiatique. Bien que l'essence du mouvement soit la même en Thaïlande, à Taïwan et à Hong-Kong, il m'a également semblé essentiel de mettre en parallèle ces trois territoires dans leur combat contre l'autoritarisme et contre les ambitions hégémoniques de Pékin. Chacun d'entre eux, individuellement, fait face à des problématiques singulières qui conduisent à une multiplicité des revendications nationales.

Pour autant, les étudiants thaïlandais, taïwanais et hong-kongais se comprennent mutuellement et savent pertinemment qu'ils sont, tous les trois, amenés à connaître le même destin anti-démocratique s'ils restent immobiles. Dans une première partie, nous avons étudié le fait que les étudiants sont devenus leaders de la contestation en Asie. Ils représentent, dès lors, un danger notable pour les détenteurs du pouvoir autoritaire, qui souhaitent à tout prix supprimer toutes formes de résistance à leur souveraineté. La colère est généralisée et semble manœuvrer vers un point de non-retour. En effet, contrairement à la jeunesse de Tian'anmen qui ne bénéficiait pas de l'esprit de corps des réseaux sociaux, les jeunes activistes de 2020-2021 puisent leur force et leur détermination dans tous les messages de solidarité panasiatique qui leur sont transmis de part et d'autre du continent. Par ailleurs, avoir la possibilité de sensibiliser les internautes du monde entier par le partage de photos et de vidéos relayant l'autoritarisme dont ils sont victimes est une force inestimable pour s'offrir progressivement le soutien des communautés nationales et internationales. Mais surtout, les nouvelles caractéristiques de l'engagement numérique, que l'on avait déjà pu auparavant remarquer lors des Printemps arabes qui ont secoué le Maghreb et le Moyen-Orient entre 2010 et 2012, permettent aux idées de se diffuser beaucoup plus facilement à l'intérieur de pays dominés par la censure.

Parmi les mouvements sociaux prodémocratie, Hong-Kong s'est largement distinguée par son envergure, par ses immenses rassemblements et par l'étendue de son organisation. Malgré leur volonté de ne pas incarner un leadership, les activistes de la métropole financière sont la source d'inspiration de nombreux autres militants asiatiques et européens, à l'instar des militants biélorusses qui bataillent contre l'autoritarisme du président Loukachenko depuis quelques mois. Néanmoins, il est attesté que la Chine communiste gratte grandement du terrain par l'emprisonnement de nombreux leaders de la contestation – à l'exemple de Joshua Wong –, par la promulgation de mesures liberticides – la dernière en date étant la loi sur la sécurité nationale de l'Été 2020 –, par l'implantation de fonctionnaires du Parti communiste au sein des plus grandes institutions politiques du territoire, et par l'application de plus en plus attestée de la politique despotique de Pékin, au grand damne de son statut de région administrative spéciale. Hong-Kong peut également difficilement compter sur une intervention effective de la communauté internationale contre les agissements de l'Empire du Milieu, qui enfreint assurément les principes de la déclaration sino-britannique de 1997, lors de la rétrocession

d'Hong-Kong à la Chine. Dorénavant, il s'agit de savoir si les contestations à Hong-Kong vont reprendre de l'envergure en raison des mesures sanitaires et sécuritaires imposées par la Chine pour officieusement démanteler la dynamique protestataire et en raison de l'absence de nombreux chefs de file des manifestations, arrêtés, emprisonnés, disparus ou réfugiés à Taïwan et en Europe. Dès lors, le combat semble difficile à mener, car l'espoir n'est parfois plus trop au rendez-vous chez les étudiants. La détermination populaire a laissé place à une lassitude générale chez de nombreux citoyens de la cité côtière. Beaucoup se sont rendus à l'évidence et préfèrent envisager l'émigration en Occident. Cependant, Hong-Kong et ses habitants nous ont toujours surpris. Les scénarios fatalistes ne doivent pas être envisagés comme des évidences, mais comme des hypothèses parmi tant d'autres.

De son côté, la Thaïlande voit l'émergence d'une jeune génération assoiffée de libertés, mais qui a grandi dans une culture d'instabilité politique, dans une culture de profonde loyauté envers le roi et dans une culture où l'armée joue un rôle essentiel dans le paysage socio-politique. Ultra connectée aux réseaux sociaux, cette jeunesse thaïlandaise est à l'origine de la création de la Milk Tea Alliance. En effet, à la suite du déferlement de haine dont a été victime l'acteur thaïlandais, Vachirawit Chivaaree, de la part de nationalistes chinois, les internautes thaï se sont empressés de le défendre et de dénoncer les propos médisants de ses détracteurs chinois. La dénonciation devient de plus en plus politique et un sentiment anti-Pékin unit les internautes thaïlandais, hong-kongais et taïwanais. Dès lors la Thaïlande occupe naturellement une place particulière dans l'édification de ce mouvement et en est, en quelque sorte, la pièce maîtresse. Au-delà de cet aspect, les jeunes étudiants thaï ont des revendications singulières qui s'appuient, dans un premier temps sur une dénonciation explicite du pouvoir de la junte militaire. Partisan des méthodes autoritaires et intransigeantes, le régime du général Prayut Chan-o-cha, en poste depuis le coup d'état militaire de 2014, est aux antipodes des aspirations démocratiques des jeunes générations, en raison de l'éventail de pouvoirs à sa disposition. De plus, dans un second temps, la monarchie constitutionnelle du roi Rama X est pour la première fois sujette à un flot de critiques de la part d'une importante partie de la population qui demande une réforme urgente de ses prérogatives, alors que l'article 112 du Code pénal encadre sévèrement le crime de lèse-majesté. La parole s'est libérée, notamment à propos des multiples frasques du roi qui sont largement tournées en dérision sur les réseaux sociaux. Ce qui se passe actuellement est alors inédit dans l'histoire de la Thaïlande, bien que la loi pénalisant le crime de lèse-majesté reste encore appliquée jusqu'à aujourd'hui. Le tabou est levé, mais le chemin à parcourir pour réformer l'une des monarchies les plus riches au monde est encore long. Enfin, dans un troisième temps et comme énoncé un peu plus haut, les étudiants se mobilisent également contre l'implantation politique et économique démesurée de la Chine en terre d'Eléphant Blanc. Imprégnée par la culture chinoise et par les projets économiques pharamineux qu'elle lui soumet, la Chine exerce une influence non-négligeable en Thaïlande, ce qui effraie une grande partie de la population de classe moyenne et rurale, inquiètent à l'idée que leur pays soit à la solde de Pékin.

Taïwan, quant à elle, tente de conserver tant bien que mal ses acquis démocratiques face à la menace hégémonique chinoise toujours plus affirmée. Démocratie exemplaire en matière de respect des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales depuis 1996, l'ancienne Formose inspire les peuples asiatiques, car celle-ci n'a strictement rien à envier aux démocraties occidentales. Dirigée par la très populaire Tsai Ing-wen, Taïwan est la bête noire de Pékin qui vise désespérément son rattachement

historique à la Chine continentale. Grâce à une politique de pressions et d'isolement diplomatique, la Chine de Xi Jinping a réussi à écarter l'île de toutes perspectives de reconnaissance internationale consensuelle pour le moment. Dès lors, Taïwan jouit, certes, d'une démocratie solide et estimée par sa population, mais les risques d'invasions militaires et d'annexion restent des menaces à prendre très au sérieux, car Pékin est déterminée à les rendre effectives dès que possible. Terre de refuge pour les dissidents hong-kongais, Taïwan ne souhaite aucunement connaître le même sort que l'ancienne colonie britannique. Les activistes taïwanais savent alors pertinemment que leur engagement est l'une des seules options pour se préserver d'un tel destin.

Ainsi, il n'existe aucun déterminisme au sein des mouvements sociaux et politiques. L'incertitude concernant l'avenir de la Milk Tea Alliance est indiscutable, mais celle-ci révèle la diversité des scénarios qui peuvent être envisagés. L'avenir appartient à ceux qui s'engagent et qui bousculent l'idée qu'il y ait un « ordre établi ». Les risques encourus et les vies sacrifiées valent une soif intérieure de libertés inestimable. Les jeunes militants de la Milk Tea Alliance l'ont bien compris. *« Un tel désir et un tel engagement se trouvent en chacun d'entre nous. Les droits fondamentaux de l'homme sont universels. Les libertés et les droits de l'homme sont inhérents à chacun, sans distinction de race, de religion, de sexe, de nationalité, de langue »* m'ont écrit les activistes du mouvement *Keep Taiwan Free*. Les conjonctures politiques sont alors éphémères, indécises et variables, ce qui laisse place à des espérances démocratiques, jugées parfois trop candides, mais humainement authentiques.

## Bibliographie

- **Birmanie :**

DAUBEUF Benjamin (17 février 2021). Avancées et reculs de la démocratie en Birmanie. *Le Courrier international*.

EGRETEAU Renaud (2004). *Birmanie : la transition démocratique selon la junte*. Dans *Critique internationale* (n°24). p. 39 à 47

Eight killed as Myanmar security forces fire on 'spring revolution' protests (3 mai 2021). *Reuters*.

Myanmar protesters stage 'flash mobs' to avoid bullets (4 mai 2021). *Reuters*.

- **Cambodge :**

LACASSE Philippe (5 février 2019). *Le Cambodge de Hun Sen : entre démocratie et autoritarisme*. *Perspective Monde*. École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke, Québec.

PHILIP Bruno (29 juin 2018). Cambodge : fausse démocratie, vraie tyrannie. *Le Monde*.

ROTH Kenneth (2019). Cambodge : événements de 2018. *Human Rights Watch*.

- **Chine :**

ANDRE Paul (2014). *Le consensus de Pékin : modèle d'économie confucéenne ou modèle ad hoc ?*, dans « *la Chine aujourd'hui* ». Presses universitaires du Septentrion. p.191-216

CAMONFOUR-JOBIN Audrey, LOPEZ Alice, GAYRAUD Anaïs et GAUDRY Victoria (2018). *La Belt and Road Initiative : Enjeux et défis pour la Chine*. Conseil québécois d'études géopolitiques, Université Laval.

COURMONT Barthélemy (2012). *Le soft power chinois : entre stratégie d'influence et affirmation de puissance*. Dans *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, (N° 43). p.287 à 309

DAUBEUF Benjamin (16 septembre 2020). La Chine est-elle en train de devenir une dictature ?. *Le Courrier international*.

DAUBEUF Benjamin (4 décembre 2019). Du « soft power » au « sharp power » : le pouvoir d'influence de la Chine. *Le Courrier international*.

DELORME Florian (16 novembre 2017). Du « soft power » au « ruan shili » : la diplomatie culturelle selon Pékin (émission de radio). *France culture*.

<https://www.franceculture.fr/emissions/cultures-monde/cultures-monde-jeudi-16-novembre-2017>

DIETERICH Carole (16 novembre 2019). Le Sri Lanka pris au piège des nouvelles routes de la soie chinoises. *Les Echos*. Dorian Malovic (4 juin 2020). Tian An Men 1989, les rêves brisés de la démocratie. *La Croix*.

FOUR Jean-Marc, BALLANGER Franck (13 décembre 2020). Hong Kong vue de Chine : un mouton noir qui doit rentrer dans le rang (émission de radio). *France culture*.  
<https://www.franceculture.fr/geopolitique/hong-kong-vue-de-chine-un-mouton-noir-qui-doit-rentre-dans-le-rang>

LABADIE Anne-Sophie (10 août 2020). A Hongkong, la Chine fait main basse sur la liberté de la presse. *Libération*.

La fin de Hongkong tel que le monde la connaissait » : le point sur la loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin (7 juillet 2020). *Le Monde*.

LEMAITRE Frédéric (5 mars 2021). La Chine dicte un nouveau commandement à Hongkong : être patriote. *Le Monde*.

LINCOT Emmanuel, COURMONT Barthélémy Courmont (2012). *La Chine en défis*. Editeur Erick Bonnier.

L'Inde et la Chine achèvent le désengagement de leurs troupes à la frontière himalayenne (21 février 2021). *Le Monde avec Agence France-Presse*.

L'UE et le Japon concoctent une réponse aux « nouvelles routes de la soie » de Pékin (27 septembre 2019). *Agence France-Presse*.

MALOVIC Dorian (17 septembre 2019). Diplomatiquement, la Chine continue d'étouffer Taïwan. *La Croix*.

MEISENHOLDER Jana (3 janvier 2019). China's "Little Pink" Army Is Gearing Up to Invade the Internet. *The News Lens*.

MOTTET Éric, LASSERRE Frédéric, COURMONT Barthélémy, GRANGER Serge (25 juin 2021). *La puissance décomplexée de la Chine*. Presses Université De Montréal.

ROUIAI Nashidil (14 septembre 2019). La Chine, la modernisation encadrée d'un territoire global, sur les routes de l'influence : forces et faiblesses du soft power chinois. *Géo-confluences*.

VERON Emmanuel Véron, LINCOT Emmanuel (11 octobre 2020). Mainmise chinoise croissante sur le Laos. *The Conversation*.

YANG William (25 mars 2021). Can China impose military force against Taiwan?. *Deutsch Welle*.

- **Global :**

AIT LACHKAR Mathieu (19 juillet 2017). Réchauffement climatique : « La vulnérabilité de l'Asie risque d'être un futur facteur d'instabilité ». *Libération*.

BARRON Laignee (28 octobre 2020). *We Share the Ideals of Democracy.' How the Milk Tea Alliance Is Brewing Solidarity Among Activists in Asia and Beyond*. The Time.

BOISSEAU DU ROCHER Sophie (2017). *Asie du Sud-Est : d'inquiétantes incertitudes : entre instabilités internes et défis externes*. Dans La guerre de l'information aura-t-elle lieu ? p.236 à 239

CABOT Cyrielle (5 décembre 2020). Comment « l'Alliance du thé au lait » a soudé les jeunes militants pro-démocratie de Hong Kong, Taïwan et de Thaïlande. *Asialyst*.

COURMONT Barthélémy (2006). *L'Asie orientale face au péril des nationalismes*. Editions Lignes de Repères.

FRECON Eric (octobre 2016). Perceptions et réalités de l'autoritarisme dans le Sud-Est asiatique. *Le Monde diplomatique*

FROISSART Chloé, BOISSEAU DU ROCHER Sophie, CORCUFF Stéphane, CABOT Cyrielle (10 mars 2021). *Conférence : Où va l'Alliance du thé au lait entre les jeunes pro-démocratie de Thaïlande, Hong Kong et Taïwan*. Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO). <https://asialyst.com/fr/2021/03/12/podcast-alliance-the-au-lait-entre-jeunes-pro-democratie-thaïlande-hong-kong-taiwan/>

HOFFMANN Nathalie (2001). *Les démocraties asiatiques et leurs capacités de résistance aux crises*. Dans *Revue internationale et stratégique*, (n° 44). p.69 à 79

HASKI Pierre (3 juillet 2020). L'impuissance et le cynisme dans les réactions internationales face au sort de Hong Kong (émission de radio). *France inter*. <https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-03-juillet-2020>

MACKAY FRAYER Janis, SULIMAN Adela (7 avril 2021). Milk Tea Alliance brews democracy online among young activists across Asia. *NBC News*.

MARGOLIN Jean-Louis (1992). *Développement et démocratie en Asie du Sud-Est*. Dans *Politique étrangère*. p. 571-583

PEDROLETTI Brice (16 mars 2021). « L'alliance du thé au lait », ou la solidarité des jeunesses de Hongkong, de Thaïlande ou de Birmanie contre l'autoritarisme. *Le Monde*.

PHILIP Bruno (2 juillet 2018). Asie du Sud-Est : la fin des parenthèses démocratiques. *Dossier spécial Le Monde*.

ROUSSET Pierre (21 octobre 2019). Géopolitique de l'Asie du Sud-Est : héritage historique, enjeux politiques et combats populaires pour les droits. *Europe Solidaire sans Frontières*.

SERHAN Yasmeen (19 novembre 2019). The Common Element Uniting Worldwide Protests. *The Atlantic*

ZYLBERMAN Joris (12 mars 2021). Podcast : Où va « l'Alliance du thé au lait » entre les jeunes pro-démocratie de Thaïlande, Hong Kong et Taïwan ?. *Asialyst*.

- **Hong-Kong :**

A Hong Kong, deux policiers arrêtés après avoir battu un homme attaché à un brancard à l'hôpital (20 août 2019). *L'Obs avec Agence France-Presse*.

A Hongkong, l'aéroport international à nouveau bloqué par des centaines de manifestants (13 août 2019). *Le Monde avec Agence France-Presse*.

BARTEL David (26 juin 2019). Hong Kong : les médias victimes du « pouvoir de nuisance » de la Chine. *Asialyt*.

DE CHANGY Florence (9 novembre 2019). A Hongkong, la mort d'un étudiant attise la colère des manifestants. *Le Monde*.

DE CHANGY Florence (29 mai 2020). A Hongkong, les jeunes entre désespoir et résistance : Les protestataires cherchent comment répondre à la loi de sécurité nationale imposée par Pékin. *Le Monde*.

DE CHANGY Florence (30 juin 2020). La Chine veut éradiquer la mentalité libérale et le manque de patriotisme des Hongkongais. *Le Monde*.

DE CHANGY Florence (17 avril 2020). A Hongkong, « les neuf du 18 août » condamnés à des peines de prison. *Le Monde*.

DIXMIER Nicolas (30 août 2019). Hongkong : qui est Joshua Wong, l'une des figures des manifestations. *Le Parisien*.

HASKI Pierre (3 juillet 2020). L'impuissance et le cynisme dans les réactions internationales face au sort de Hong Kong (émission de radio). *France inter*.  
<https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-03-juillet-2020>

HASKI Pierre (4 décembre 2020). A Hong Kong, la « normalisation » rampante envoie les démocrates en prison (émission de radio). *France inter*.  
<https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-04-decembre-2020>

Hong Kong : Joshua Wong, figure du mouvement prodémocratie, condamné à dix mois de prison supplémentaires (6 mai 2021). *Le Monde avec Agence France-Presse*.

Hong Kong: qui est Agnès Chow, figure du mouvement pro-démocratie? (3 décembre 2020). *RFI*.

Hong Kong: Carrie Lam promet de rétablir l'"ordre" dans son discours annuel (25 novembre 2020). *Agence France-Presse pour Le Point*.

Interview de Nathan Law (20 juillet 2020). Par Hélène Roussel (émission de radio). *France inter*.  
<https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-7h50/l-invite-de-7h50-20-juillet-2020>

Interview de Joshua Wong (10 septembre 2019). Hong-Kong is a part of China, interview of Joshua Wong. *Deutsch Welle*. <https://www.youtube.com/watch?v=FrEDWmkiC3Y>

Interview Joshua Wong (24 septembre 2020). 'I will continue to stay in Hong Kong and fight for free elections' Joshua Wong Interview. *Deutsch Welle*.  
<https://www.youtube.com/watch?v=cX7SpWntcW>

KECK Frédéric (1 juillet 2020). Hong Kong : la fin du principe « Un pays, deux systèmes ». *The Conversation*

LABADIE Anne-Sophie (28 septembre 2020). A Hongkong, la bataille mémorielle du mouvement pro-démocratie. *Libération*.

LABADIE Anne-Sophie (12 novembre 2019). Hongkong s'enfoncé dans la spirale de la violence. *Le Temps*.

La fin de Hongkong tel que le monde la connaissait : le point sur la loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin (7 juillet 2020). *Le Monde*.

LAM Jeffie, CHENG Lilian, CHOY Gigi et LOK-KEI Sum (6 juin 2020). À Hong Kong, dans l'adversité, les générations s'unissent pour Tian'anmen. *South China Morning Post pour le Courrier international*.

LEE Chermaine (28 juin 2019). Hong Kong protests pit the city's young against the old. *Deutsche Welle*.

Le chiffre du jour : Les Hongkongais ne rêvent pas d'être chinois (28 juin 2019). *Radio Free Asia pour le Courrier international*

Le magnat de la presse hongkongais Jimmy Lai condamné à quatorze mois de prison (16 avril 2021). *The Guardian, The South China Morning Post pour le Courrier international*.

LUI Tamara (6 mai 2021). Hong Kong : les dilemmes de l'exil pour fuir l'autoritarisme. *Asialyst*

MALOVIC Dorian (2 janvier 2020). Hong Kong : les violences policières cristallisent la colère de la population. *La Croix*.

POYET Stanislas (30 août 2019). Hongkong: Joshua Wong, un opposant politiquement précoce. *Le Figaro*.

SCHAEFFER Frédéric Schaeffer (2 décembre 2020). A Hong Kong, la purge des voix dissidentes. *Les Echos*.

TAM Sharon, PANG Jessie (13 avril 2021). Hong Kong: Activist Joshua Wong sentenced again to 4 months in prison. *Reuters*.

VEG Sebastien (décembre 2020). *Le statut de Hong Kong et le néo-souverainisme en Chine*. Dans *Esprit*. p. 77 à 86

WASSERSTROM Jeffrey (18 octobre 2020). Hong Kong's protest movement has made a difference for the world. *Nikkei Asia*.

YANG William (22 octobre 2019). How Hong Kong protests are inspiring movements worldwide *Deustch Welle*.

- **Inde :**

L'Inde et la Chine achèvent le désengagement de leurs troupes à la frontière himalayenne (21 février 2021). *Le Monde avec Agence France-Presse*.

MAGNARD Camille (17 juin 2020). Pugilat mortel sur la frontière entre la Chine et l'Inde (émission de radio). *France culture*.

HSI CHENG Jassie (20 octobre 2020). The Taiwan–India « Milk Tea Alliance » The stage is set for the expansion of India-Taiwan relations, but how far can ties develop ?. *The Diplomat*.

- **Indonésie :**

PHILIP Bruno (27 septembre 2019). En Indonésie, un projet de réforme du code pénal provoque la colère des étudiants. *Le Monde*.

- **Taïwan :**

Association IndustriALL Global Union (12 août 2019). *Les travailleurs taïwanais réclament une répartition équitable des revenus*

BLANQUET Maxime (4 novembre 2020). *La confrontation entre la Chine communiste et Taïwan*. Ecole de Guerre Economique (EGE).

BLEUX Anthony (31 mars 2014). À Taïwan, la révolution des tournesols dit non à Pékin. *Le Figaro*.

CABESTAN Jean-Pierre (2005). *Spécificités et limites du nationalisme taïwanais*. Perspectives chinoises

COURMONT Barthélémy (2011). *Souveraineté, démocratie et identité : la question permanente et sensible de la nation à Taiwan*. Dans *Revue internationale de politique comparée*. p. 87 à 104

Editorial (16 avril 2021). Taïwan : rester ferme avec la Chine sans la provoquer. *Le Monde*.

GARIEPY Raphaël (10 août 2020). En soutien à Hong Kong, la résistance s'organise dans une librairie de Taipei. Les univers du livre, via le *New York Times*.

GARCIN Thierry (2016). *Taïwan, cas d'espèce géopolitique*. Dans *Revue Défense*. p.89 à 95

GUIBERT Nathalie (15 avril 2021). Les scénarios d'une prise de contrôle de Taïwan par la Chine s'enflamment. *Le Monde*.

HERAIT Alice, GODDARD Naomie (1er avril 2021). Photoreportage : Taïwan se mobilise pour la démocratie en Birmanie. *Asialyst*.

HSI CHANG Jassie (20 octobre 2020). The Taiwan–India « Milk Tea Alliance » The stage is set for the expansion of India-Taiwan relations, but how far can ties develop ?. *The Diplomat*.

LE PESANT Tanguy (2013). *Les relations Chine-Taïwan sous la présidence de Ma Ying-jeou : l'impossible statu quo*. Hérodote. (n°150), pages 67 à 86

MALOVIC Dorian (25 juin 2019). Manifestations anti-« médias rouges » à Taïwan. *La Croix*.

MANASTIREANU Marine (2020). Le blues des réfugiés hongkongais à Taiwan (documentaire). *Arte*. <https://www.arte.tv/fr/videos/094618-000-A/le-blues-des-refugies-hongkongais-a-taiwan/>

Ministère des Affaires étrangères taïwanais (23 octobre 2020). Taiwan veut renforcer ses liens commerciaux et culturels avec l'Inde. *Taiwan info*.

PADDOCK Richard C., LINDNER Emmett (24 octobre 2020). Bangkok Is Engulfed by Protests. What's Driving Them?. *The New York Times*.

SIMORRE Adrien (2 juillet 2020). Taïwan soutient les militants hongkongais contre la loi sur la sécurité imposée par Pékin. *RFI*.

SUI Cindy (13 janvier 2013). Taiwan's pop culture leaps Chinese hurdles. *BBC News*.

Un libraire de Hong Kong fuit à Taïwan pour échapper à la Chine (26 avril 2019). *L'Express*.

- **Thaïlande :**

BENHAIM Annabel (16 mars 2010). Qui sont les chemises rouges ?. *L'Express*.

CABOT Cyrielle (3 novembre 2020). Les manifestations en Thaïlande en cinq points. *Asialyst*.

CROVA Valérie (23 octobre 2020). Manifestations pro-démocratie en Thaïlande : « Dans le passé, ça se serait sans doute très mal passé ». *France inter*.

EL-MOKHTARI Mouna (2 mars 2019). Comment la Thaïlande est redevenue une dictature militaire ? (reportage). *Le Monde*. <https://www.youtube.com/watch?v=wgLp1EIVT7s>

ISOUX Carol (9 juin 2020). Au Cambodge, la disparition d'un militant politique thaïlandais fait tache. *Libération*.

ISOUX Carol (16 octobre 2020). A Bangkok, la jeunesse défie le pouvoir thaïlandais. *Libération*.

ISOUX Carol (14 décembre 2020). En Thaïlande, la bouée canard jaune est devenue le symbole de la lutte contre le pouvoir. *France info*.

KLEN Michel (2001). *Les contradictions thaïlandaises*. Dans *Études*. p.725 à 734

LABEYRIE Isabelle (16 octobre 2020). En Thaïlande, la contestation de la jeunesse monte d'un cran. *France info*.

L'économie post-virus pourrait aggraver les inégalités en Thaïlande (5 novembre 2020). *Toute la Thaïlande*.

La Thaïlande, démocratie hybride ou dictature militaire ? (24 mars 2019). *Thaïlandefr*.

La Thaïlande interdit les rassemblements de plus de quatre personnes pour mettre fin aux manifestations (15 octobre 2020). *Le Monde avec Agence France-Presse*.

LETISSIER Magalie (19 janvier 2021). Une Thaïlandaise condamnée à 43 ans de prison pour lèse-majesté. *Ouest-France*.

MERIEAU Eugénie (2014). *Comprendre l'instabilité politique thaïlandaise : constitutionnalisme et coups d'État*. Dans *Politique étrangère*. p.135 à 149

MERIEAU Eugénie (2018). *20 idées reçues sur la Thaïlande*. Editions Le Cavalier Bleu

MERIEAU Eugénie (2018). *Les Thaïlandais*. Editions Ateliers Henry Dougier

PEDROLETTI Brice (10 juin 2020). Nouvelle disparition d'un critique du pouvoir thaïlandais en exil. *Le Monde*.

PHILIP Bruno (15 octobre 2020). La Thaïlande impose un état d'urgence « renforcé » et interdit les manifestations. *Le Monde*.

PHOONPONGPHIPHAT Apornrath, YUDA Masayuki (18 mars 2021). Thailand protests collapse as leaders languish in jail. *Nikkei Asia*.

SCHLEIN Lisa (20 décembre 2020). UN Condemns Growing Repression in Thailand. *Voice of America*.

Thaïlande : comment un canard jaune est devenu le symbole de la révolte (4 décembre 2020). *Agence France-Presse*.

Thaïlande : le mouvement prodémocratie réunit plus de 10 000 manifestants à Bangkok, un record depuis le coup d'état de 2014 (16 août 2020). *France info avec Agence France-Presse*.

Thaïlande : plus de 10 000 personnes dans les rues de Bangkok contre le gouvernement et pour une réforme de la monarchie (16 août 2020). *Le Monde avec Agence France-Presse*.

Thailand protests: Activists challenge monarchy by laying 'People's Plaque' (20 septembre 2020). *BBC News*.

Thousands show loyalty to Thai king amid anti-monarchy protests (5 décembre 2020). Associated Press in Bangkok. *The Guardian*.

WONGCHA Panu, JOHNSON Kay (18 décembre 2020). The last taboo : A new generation of Thais is defying the monarch. *Reuters*.

## Annexes

**Document 1** : Lauréate du prix Pulitzer en 1977, cette photo représentant un militant d'extrême droite thaïlandais s'acharnant sur un cadavre d'étudiant pendu à un arbre, est devenue le symbole de la répression militaire des étudiants de l'Université Thammasat et est l'un des rares témoignages de cette extrême violence en Thaïlande en 1976.



Source : « Thaïlande : Thammasat, le massacre oublié » (6 octobre 2016). *Le Monde*

**Document 2** : Des étudiants arrêtés sur le campus de l'Université de Thammasat en Thaïlande en 1976.



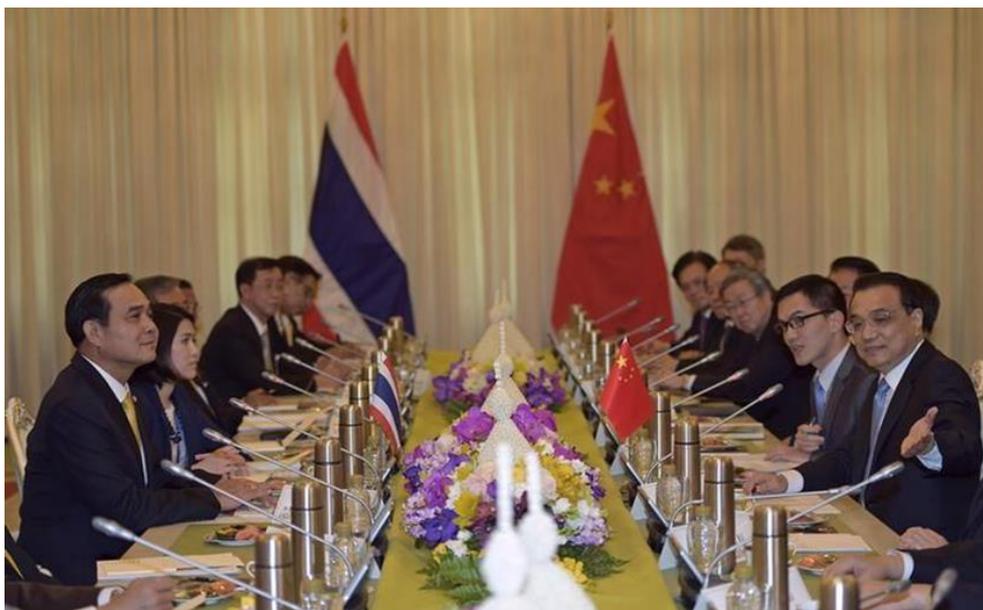
Source : « Thaïlande : Thammasat, le massacre oublié » (6 octobre 2016). *Le Monde*

**Document 3** : Mème diffusé par les internautes indiens réunissant la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen et le Premier ministre indien, Narendra Modi autour d'un bubble tea taïwanais et d'un thé épicé indien



Source : « The Taiwan-India – Milk Tea Alliance » (octobre 2020). *The Diplomat*

**Document 4** : Le Premier ministre thaïlandais, Prayuth Chan-Ocha (à gauche au premier plan), avec le Premier ministre de la République populaire de Chine, Li Keqiang (à droite au premier plan), en visite à Bangkok en décembre 2014



Source : Article de Reuters (mai 2016)

## Table des matières

<b>1</b>	<b>La Milk Tea Alliance, ou le symbole d'une jeunesse asiatique leader de la contestation .....</b>	<b>14</b>
1.1	Chapitre 1 : les réseaux sociaux, ou l'outil de contestation d'une nouvelle génération d'internautes en Asie.....	14
1.1.1	Chronologie des événements : l'humour et l'engagement comme parade contre la Chine ..	14
1.1.2	Moyen d'union entre les nations asiatiques .....	15
1.1.3	Symbole d'un combat pour la liberté d'expression et outil de dénonciation .....	17
1.2	Chapitre 2 : un vent de soulèvement général en Asie orientale .....	18
1.2.1	Des manifestations estudiantines qui ne datent pas d'hier .....	18
1.2.2	Un climat social qui favorise les mouvements sociaux locaux .....	20
1.2.3	Gap des générations et sentiment anti-chinois plus fort chez les jeunes ? .....	22
1.3	Chapitre 3 : un mouvement supranational et décentralisé .....	24
1.3.1	Représentation d'une colère généralisée.....	24
1.3.2	Une nouvelle forme de mouvement sans leader .....	27
1.3.3	L'influence d'Hong-Kong sur les protestations asiatiques et internationales.....	28
<b>2</b>	<b>Un adversaire commun : la Chine de Xi Jinping .....</b>	<b>31</b>
2.1	Chapitre 1 : les raisons du rejet de l'expansion chinoise en Asie du Sud-Est.....	31
2.1.1	Mépris de la démocratie occidentale et refus du « <i>Beijing consensus</i> » .....	31
2.1.2	Un softpower pas si soft .....	32
2.1.3	Une forte influence sur les élites politiques locales.....	34
2.2	Chapitre 2 : paradoxe de Hong-Kong vassalisée par la Chine ou Chine défiée par Hong-Kong ? ...	36
2.2.1	La fin de la formule « <i>un pays, deux systèmes</i> » pour Hong-Kong ? .....	36
2.2.2	Une dénonciation de la Chine de plus en plus violente .....	38
2.2.3	Les activistes devenus emblèmes de la lutte contre le pouvoir communiste chinois : l'exemple de Joshua Wong et de Nathan Law, Agnes Chow.....	40
2.3	Chapitre 3 : le risque constant d'une escalade avec la Chine à Taïwan .....	42
2.3.1	La politique taïwanaise de la Chine ou l'énorme mensonge de Pékin .....	42
2.3.2	Le nationalisme taïwanais : entre peur constante d'une annexion par la Chine et besoin que la Chine affronte son passé .....	44
2.3.3	Taïwan : terre d'accueil pour les jeunes exilés hong-kongais .....	45
2.4	Chapitre 4 : Thaïlande et sa relation ambiguë avec Pékin .....	47
2.4.1	Pays doté d'une forte communauté chinoise et d'une culture commune .....	47
2.4.2	Pékin-Bangkok : une alliance stratégique de choix .....	48
2.4.3	Critique des pratiques douteuses de la Chine au pays de l'Eléphant Blanc.....	50
2.5	Chapitre 5 : une répression d'une rare violence .....	51
2.5.1	Brutalité de la police lors des manifestation .....	51

2.5.2	Surveillances, menaces et intimidations des services chinois.....	53
2.5.3	Détentions arbitraires et sévérité des peines de prison .....	55
2.5.4	Propagande : instrumentalisation des médias et dénonciation de la violence étudiante par le pouvoir politique .....	56
<b>3</b>	<b>Un mouvement trans-national contre l'autoritarisme en général .....</b>	<b>58</b>
3.1	Chapitre 1 : historique de l'autoritarisme en Asie du Sud-Est .....	58
3.1.1	Des méthodes autoritaires qui ne datent pas d'hier.....	58
3.1.2	Un passé démocratique autrefois encourageant .....	59
3.1.3	Un vent d'autoritarisme en Asie du Sud-Est depuis quelques années et la fin des parenthèses démocratiques.....	60
3.2	Chapitre 2 : le cas de la Thaïlande .....	62
3.2.1	Pays soumis à une instabilité politique constante dû à un système politique complexe .....	62
3.2.2	Des contestations de plus en plus virulentes envers la junte thaïlandaise et une répression sans concession .....	63
3.2.3	Un mouvement qui conteste sans ambages la monarchie .....	64
3.3	Chapitre 4 : quel avenir et quelles perspectives ?.....	66
3.3.1	Une situation régionale incertaine .....	66
3.3.2	Intervention des acteurs internationaux envisageables ? (Etats, ONG, OI) .....	67
3.3.3	Ralentissement de l'optimisme démocratique à cause de la crise du Covid-19 .....	68